

هنا من اجل

Le Monde

étranger

LE COUP D'ÉTAT AU NIGÉRIA

PRÉSIDÉ PAR LE GÉNÉRAL BUHARI

Le « Conseil suprême militaire » a suspendu la Constitution et interdit les partis politiques

Quarante-huit heures après le coup d'Etat militaire qui a renversé, samedi matin 31 décembre, le président Shehu Shagari, la situation paraît calme dans l'ensemble du Nigeria, notamment à Lagos où, après la lecture à la radio nationale, par le général Sani Abacha, d'un communiqué annonçant le renversement du régime civil, les nouvelles autorités ont rendu publique la constitution d'un « gouvernement fédéral militaire » présidé par le général de division Mohammed Buhari, nouveau chef de l'Etat et commandant en chef des forces armées. Le général Abacha a d'autre part annoncé l'instauration d'un couvre-feu nocturne, la fermeture des ports, des aéroports et de toutes les frontières terrestres. Ces mesures étaient toujours observées lundi matin 2 janvier, l'aéroport de Lagos demeurant interdit à tout trafic, et les communications avec l'extérieur étant toujours coupées. Le « Conseil suprême militaire », instance dirigeante du nouveau gouvernement, a également annoncé la suspension de la Constitution de 1979 et l'interdiction des partis politiques.

Le général Abacha a ordonné à tous les responsables de l'ancien régime, ministres, gouverneurs et hauts fonctionnaires, « de libérer leurs résidences officielles, de rendre tous les biens du gouvernement en leur possession et de se présenter dans les sept jours au poste de police le plus proche ».

Quelques heures après le coup d'Etat, Radio-Lagos a précisé que les commandants de brigade seraient responsables de l'administration des Etats de la fédération sous leur contrôle opérationnel, en attendant la nomination de gouverneurs militaires. On ignore toujours avec précision, lundi matin, le sort du président Shagari mais, selon des informations concordantes, l'ancien chef de l'Etat, qui se trouvait à Abuja, où doit être éditée la nouvelle constitution, aurait été arrêté, ainsi que le vice-président et les membres de la Chambre des représentants et du Sénat. Ces trois dernières personnalités seraient internées dans un camp militaire de la capitale.

Dans un message à la nation, diffusé samedi à minuit sur Radio-

Les putschistes entendent lutter contre la corruption

(Suite de la première page.) Réélu pour un nouveau mandat de quatre ans, le 10 août 1983, il dût cette fois son même challenger de plus de quatre millions de voix, réussissant même à faire progresser son score de 12% à 38% dans le bastion de son rival, l'Etat de l'Oyo.

Politiquement, il avait les couleurs plus franches, puisque le parti présidentiel, le N.P.N. (National Party of Nigeria) contrôlait, à l'issue des élections des gouverneurs, douze des dix-neuf Etats que compte la fédération, contre sept précédemment.

Cette structure fédérale, inspirée de celle des Etats-Unis (tout comme la Constitution de type présidentiel, selon laquelle le chef de l'Etat, assisté d'un vice-président, doit, pour certaines de ses décisions politiques, obtenir l'aval d'un Parlement composé de la Chambre des représentants et du Sénat), est féconde de pratiques démocratiques, dans la mesure où une certaine dose d'autonomie et de décentralisation ne permet pas au président et au parti majoritaire de fauffer les aspirations ethniques et politiques régionales. Mais elle est aussi terriblement pesante pour le pouvoir central, car elle encourage les fédéralités et les potentats locaux. Ce n'est pas sans raison que certains des Etats ont été créés au sein de certaines des régions, afin de promouvoir une certaine unité ethnique et culturelle.

La nation nigérienne est en effet une réalité fragile. Les rivalités régionales, nées des différences ethniques et économiques, sont toujours vivaces, en dépit et à cause sans doute de la tentative sécessionniste de la région Sud-Est, le Biafra, dans les années 1967 à 1970, qui fut durement réprimée.

C'est pour écarter les menaces d'indépendance que le régime du général Gowon, qui gouverna le pays de 1966 à 1975, découpa les quatre régions en une structure fédérale de douze

LE CONSEIL MILITAIRE SUPRÊME

La composition du nouveau Conseil militaire suprême, dirigé par le général Mohammed Buhari, chef du « gouvernement fédéral militaire » et chef des forces armées, a été rendue publique dimanche 1er janvier dans la soirée par Radio-Lagos :

- Ministre de la défense : général D.Y. Balli.
- Chef d'état-major général des forces armées nigériennes : général Simia Isiak.
- Chef d'état-major de l'armée de terre : général Ibrahim Babangida.
- Chef d'état-major de l'armée de l'air : maréchal Ibrahim Alfa.
- Chef d'état-major de la marine : commodore Augustin Aiykoma.

Les généraux Maman Vatsa, Mohamed Magoro, Sani Abacha, Ola Odi, M.G. Nasiko, Y.Y. Kue, le colonel Salihu Ibrahim et M. S.M. Iyung figurent également au sein de ce conseil.

Le chef de l'Etat, le général Buhari, a, d'autre part, approuvé la nomination de M. G.A.E. Longe au poste de secrétaire du « gouvernement fédéral militaire » et celle de M. Alhaji Mohammed à celui d'inspecteur général adjoint de la police.

Les capitales étrangères n'avaient pas encore réagi officiellement ce lundi matin 2 janvier, bien que dans diverses capitales ouest-africaines la surprise et la consternation semblent dominer dans les milieux gouvernementaux. La presse britannique, notamment le Times et le Guardian, estime, dans ses éditions de lundi, que les accusations de corruption portées par le nouveau régime contre l'administration civile renversée sont fondées. Aux Etats-Unis, le Washington Post déplore le coup d'Etat, estimant que l'expérience nigérienne aurait pu « inciter d'autres pays d'Afrique de l'Ouest à relâcher les rênes dans leurs Etats à partir unique de leurs dictatures militaires ». — (A.F.P., Reuters, A.P.)

LE GÉNÉRAL BUHARI UN ANCIEN MINISTRE DU PÉTROLE

Le nouvel homme fort du Nigeria, le général de division Mohammed Buhari, qui est âgé de quarante et un ans, est un officier de l'armée de terre formé en Grande-Bretagne. Il est diplômé de l'école militaire d'Aldershot (Angleterre) et de l'Académie militaire nigérienne. Sous le gouvernement militaire du général Gowon (1966-1973), il avait été nommé gouverneur militaire de l'Etat de Borno, dans le nord-est du pays, limitrophe du Tchad.

En 1976 et 1977, alors lieutenant-colonel, il fit partie du conseil militaire suprême qui renversa le général Gowon, et en devint l'un des membres les plus influents. Il exerça ensuite les responsabilités de ministre du pétrole et de l'énergie. De 1976 à 1978, le général Buhari exerça les fonctions de commissaire fédéral aux ressources pétrolières avant d'être nommé président de la Société nationale des hydrocarbures (N.P.C.). Le général Buhari, qui commençait la quatrième division de l'armée sous le gouvernement Shagari, passe pour un homme intègre et un gestionnaire expérimenté.

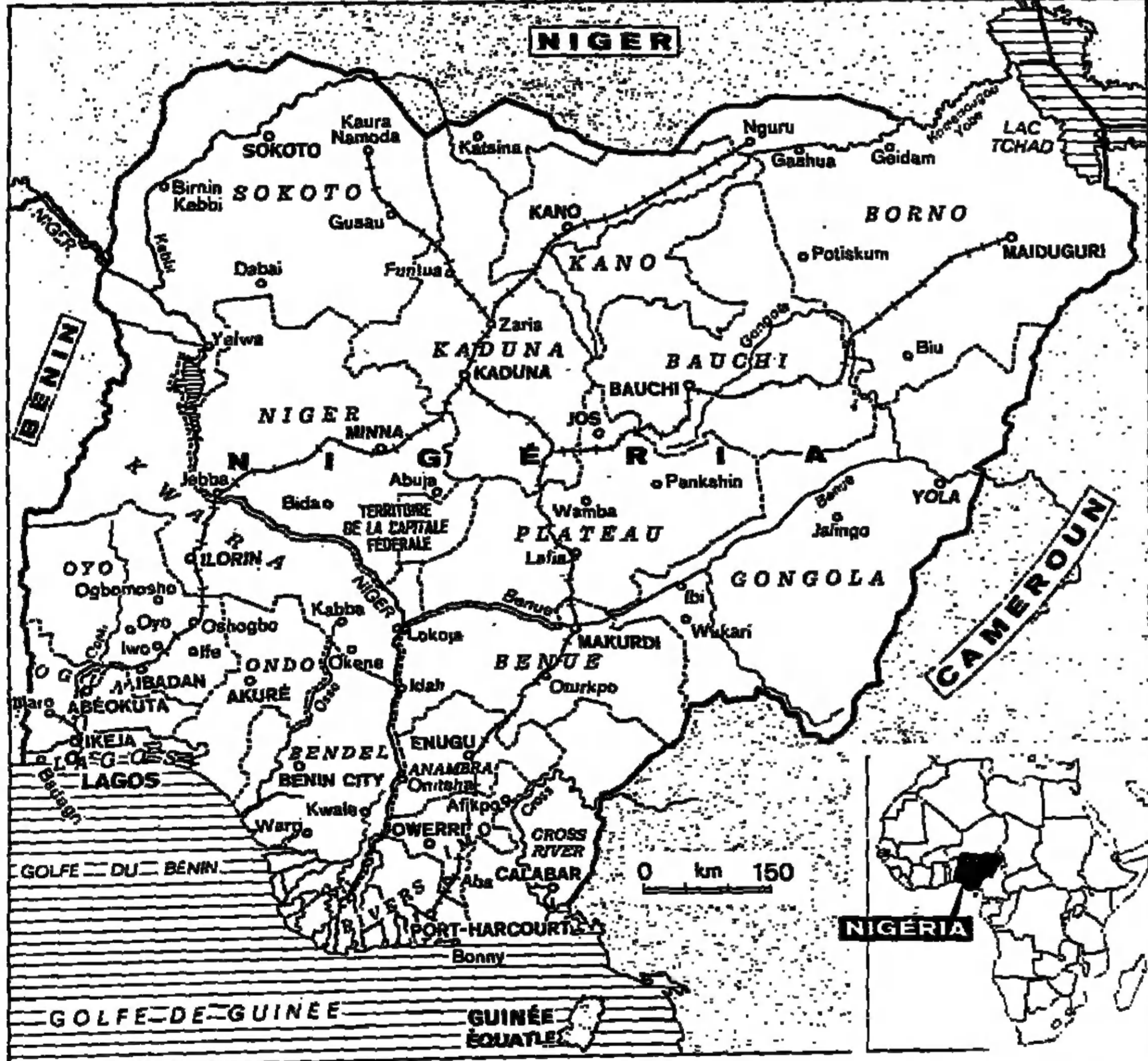
Violence et corruption Pourtant, malgré les crises multiples qui ont secoué le pays, la structure fédérale perdure, faisant la preuve de son efficacité. Cette organisation politique et administrative a peut-être permis de forger, peu à peu, un sentiment national nigérian, ce qui n'est pas contradictoire avec des explosions sporadiques de violence, qui ont ou non leur source dans des problèmes ethniques.

La vague d'élections, d'août à octobre derniers, s'est soldée par plus de cent morts (surtout dans les Etats de l'Oyo et de l'Ondo), ce qui n'est pas, pour le Nigeria, anormal. Cette violence ordinaire, permise sans doute de décourager à Lagos, la capitale, le titre de ville la plus dangereuse du monde, tout le banditisme et la criminalité à son nom ne courent pas. C'est parce que Lagos est devenue à proprement parler invivable qu'une nouvelle capitale fédérale s'édifie près d'Abuja.

Un chômage croissant

Dès lors, incapable de faire face à des créances internationales, le Nigeria, dont le dette extérieure au 31 décembre est d'environ 5 milliards de dollars, voit son économie dépendre peu à peu du bon vouloir du Fonds monétaire international pour obtenir le rééchelonnement de sa dette et contracter de nouveaux emprunts, comme tant d'autres pays du continent africain. Les revenus de l'Etat devraient s'élever à 14,5 milliards de dollars en 1984, contre 11,3 milliards en 1983.

Endetté auprès des organismes internationaux, le Nigeria l'est aussi à



La Fédération du Nigeria est un des Etats les plus étendus de tout le continent africain. Elle couvre 923 768 kilomètres carrés, soit une superficie à peu près égale à deux fois celle de la France.

Sa population, qui comptait 55 600 000 habitants en 1963, est actuellement estimée à 90 millions. Ce pays possède deux villes de plus d'un million d'habitants : Lagos, la capitale fédérale, et Ibadan, longtemps considérée comme la plus grande ville noire du globe. La population nigérienne comprend une mosaïque de groupes ethniques extrêmement divers, les trois groupes dominants étant les Haoussas dans le Nord, les Yorubas dans le Sud-Ouest et les Ibo dans le Sud-Est.

D'après le recensement de 1963, le pays comptait 26 millions de musulmans et 19 millions de chrétiens. L'Islam est surtout implanté dans le Nord, alors que le Sud est fortement christianisé, la partie occidentale étant en majorité anglicane et protestante, la partie orientale, en majorité catholique.

Le Nigeria dispose de l'un des réseaux de transports routiers, ferroviaires et fluviaux les plus impor-

tants du continent. Les voies navigables s'étendent sur plus de 6 000 kilomètres.

Le potentiel économique nigérian, malgré la grave crise économique qui l'atteint, reste considérable, surtout à l'échelle du continent africain. Ses ressources sont très diversifiées. Situé dans le peloton de tête des pays africains producteurs de pétrole (ses réserves s'élevaient à 2 251 millions de tonnes), le Nigeria détient également 1,5% des réserves prouvées de gaz naturel. Il produit 80% du minerai de colomérite extralé dans le monde, de l'étain (l'industrie productrice mondiale) et du charbon. L'agriculture nigérienne s'est peu à peu développée, la Fédération comptant, par exemple, 700 000 tonnes de riz en 1981, contre 1 700 tonnes en 1970. La production de cacao, dont le Nigeria était le deuxième producteur mondial il y a une dizaine d'années, a considérablement régressé (200 000 tonnes en 1976, 165 000 tonnes en 1977), tout comme la production d'huile de palme (55 000 tonnes en 1976, 47 000 tonnes en 1977). Le Nigeria dispose néanmoins d'une bonne industrie textile et sidérurgique.

HUMIDITÉ GRIMPANTE: LE REMÈDE DÉFINITIF EXISTE

Finie l'humidité grimpe. Finie le salpêtre. Après 30 ans de résultats en Angleterre, Murprotec vient au secours de vos murs.

- Simple: Des tubes de céramique introduits dans vos murs boivent intégralement l'humidité grimpeante qui monte du sol et vous préservent du salpêtre pendant 30 ans au moins.
- Indispensable: Cet équipement vous aide à garantir la valeur de votre maison.
- Pratique: C'est une installation qui ne nécessite pas de travaux importants.
- Efficace: C'est LA solution d'assainissement DÉFINITIVE.
- Sans surprise: Murprotec vous propose un diagnostic et un devis gratuits sur simple demande.



TEST GRATUIT Mesure le degré d'humidité de votre maison.

Je désire recevoir gratuitement et sans aucun engagement une documentation complète sur le procédé MURPROTEC.

Nom (majuscules) _____
Adresse complète _____

N° de département de la maison concernée par le problème d'humidité _____

Revenez ce bon à: Murprotec, 75-77, rue Dr Vallon 78210 St-Cyr-Ecole

MURPROTEC

Bureaux à Paris, Arras, Ransbecq, Agen



هذا من الاميل

EUROPE

AMERIQUES

Grande-Bretagne

« Big Sister » ou l'erreur de George Orwell

De notre correspondant

Londres. - « George Orwell avait tort... Dans un message de Noël au parti conservateur... »

« Un cadeau familial »

Orwell se vend très bien... Ses éditeurs se frottent les mains et semblent n'avoir pas pris le temps de réfléchir...

Belgique

De violentes manifestations ont suivi la nomination officielle du bourgmestre francophone des Fournons

De notre correspondant

Bruxelles. - M. José Happart, vainqueur incontesté à l'automne 1982 des élections municipales dans la circonscription des Fournons...

Espagne

LE PRÉSIDENT DU GOUVERNEMENT AUTONOME BASQUE RENONCE A BRIGUER UN NOUVEAU MANDAT.

(De notre correspondant.)

Madrid. - Le président du gouvernement autonome basque, M. Carlos Garañona...

Cette décision, annoncée au cours d'une assemblée nationale du P.N.V. à Zarauz...

Le candidat du P.N.V. au poste de président du gouvernement autonome basque ne devait être désigné que le samedi 7 janvier...

Son retrait, s'il se confirmait, pourrait modifier les données des prochaines élections régionales...

Aussi les réactions n'ont-elles pas tardé. Des manifestants flamands ont envahi la bourgade des Fournons...

Les organisations flamandes ont d'autre part demandé au Conseil d'État l'annulation de la nomination de bourgmestre.

JEAN WETZ.

Pologne

M. Adam Michnik refuse de s'exiler pour échapper à la prison

Neuf membres d'une organisation clandestine Solidarité-Instituteurs ont été arrêtés...

Cependant, quelque deux mille personnes se sont rassemblées dans la nuit de samedi à dimanche...

Un millier de militants clandestins de Solidarité ont profité de l'amnistie promise...

des autorités de la prison et avoir déploré que le ministre de l'intérieur se dise impuissant...

Le co-fondateur avec M. Jacek Kuron du KOR (Comité de défense des ouvriers)...

ASIE

Brunei

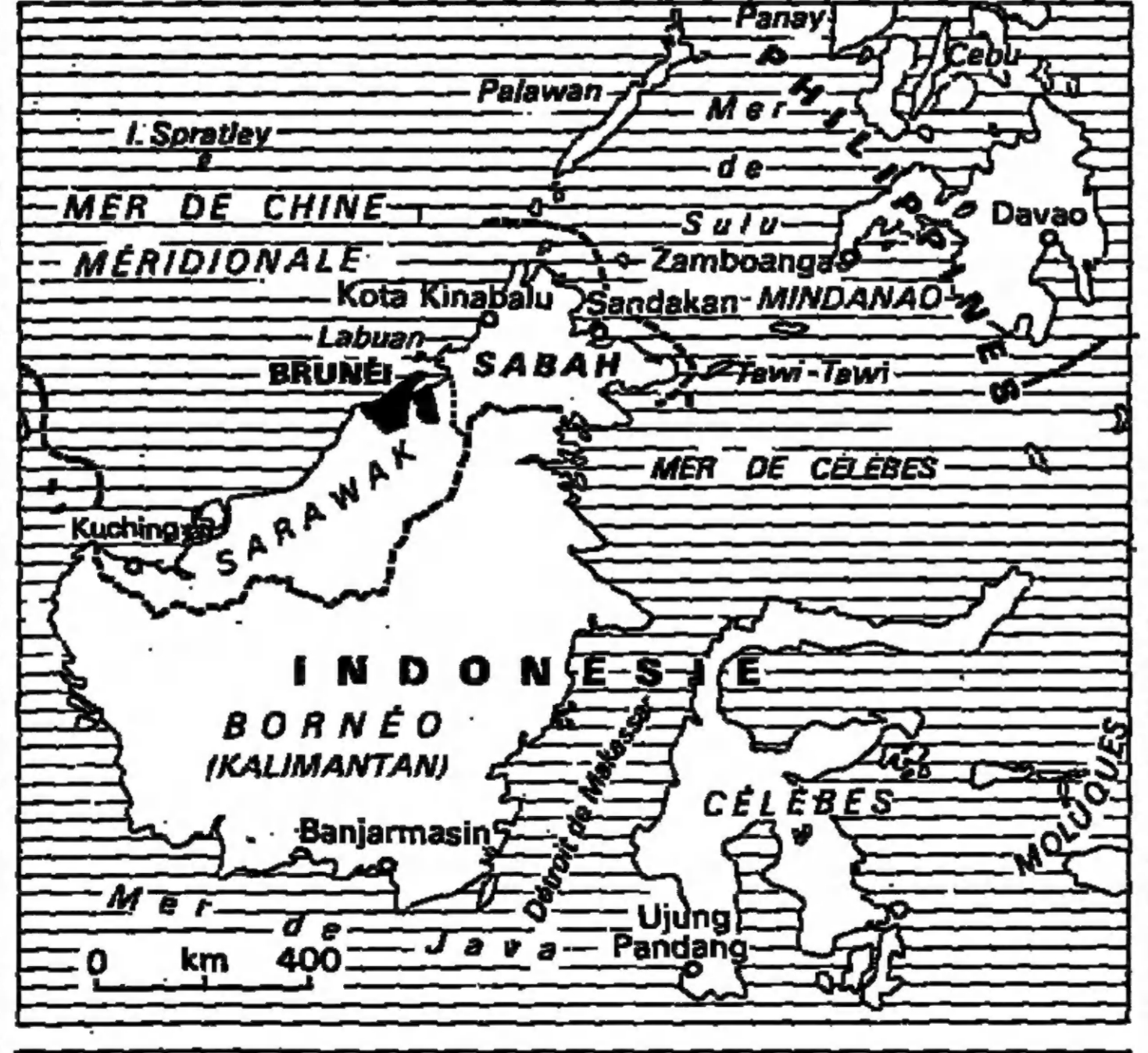
LE SULTAN BOLKIAH ET LES MEMBRES DE SA FAMILLE CUMULENT LES PRINCIPAUX POSTES GOUVERNEMENTAUX.

Kuala-Lumpur (A.F.P.). - Le sultan de Brunei, Sir Muda Hassan Bolkiah...

Par ailleurs, l'ancien attorney général de Brunei devient ministre de la loi et ministre de la communication...

Dans son discours, le sultan a affirmé que Brunei resterait « un Etat monarchique islamique malais souverain, démocratique et indépendant ».

L'indépendance du Brunei (5765 kilomètres carrés), enclave dans le Sarawak...



Afghanistan

LE SERVICE MILITAIRE DEVIENT OBLIGATOIRE A PARTIR DE DIX-HUIT ANS

Islamabad, (A.F.P.). - Le gouvernement afghan a décrété, dimanche 1er janvier...

Tous ceux qui ont échoué aux concours d'entrée dans diverses institutions gouvernementales...

L'âge du service militaire obligatoire - d'une durée actuelle de trente mois - sera prolongé - à dix-huit ans.

Le nombre des désertions a considérablement augmenté depuis la mise en place, en 1979, du régime pro-soviétique de Kaboul.

El Salvador

La guérilla a remporté d'impressionnants succès militaires en quarante-huit heures

San-Salvador (A.F.P., A.P., Reuters, U.P.I.). - Les guérilleros du Front Farabundo Martí...

guérilla entendait intensifier sa pression en vue de saboter les élections générales de mars 1984.

Argentine

L'ÉVÊQUE DE RIOJA AURAIT BIEN ÊTÉ ASSASSINÉ EN 1976 PAR DES MILITAIRES

Buenos-Aires (A.F.P.). - L'ancien chef de la police de la province de Buenos-Aires...

L'accident de voiture dans lequel est mort, en 1976, Mgr Enrique Angelelli, évêque de la province de Rioja...

Enfin, la police a démenti la découverte, annoncée vendredi 30 décembre...

UN SUPPLÉMENT DE LA REVUE « ESPRIT »

« Amériques latines à la une »

Le très riche supplément de la revue Esprit (1) consacré à l'Amérique latine est dédié à la mémoire de Louis Mercier Vega...

Mais l'ensemble est de qualité et force la réflexion, ce qui est bien l'objectif premier...

C'est dire que l'Esprit, au sens propre, qui anime ce supplément est celui d'une volonté de démystification...

A propos de l'Amérique centrale, Gilles Bataillon, qui analyse d'autre part l'évolution du régime sandiniste...

Beaucoup d'analyses très fouillées, de remises en ordre et à jour de thèmes actuels...

La plupart des défections sont arrivées en Argentine, au Chili, en Argentine et Uruguay...

Beaucoup d'analyses très fouillées, de remises en ordre et à jour de thèmes actuels...

Beaucoup d'analyses très fouillées, de remises en ordre et à jour de thèmes actuels...

Beaucoup d'analyses très fouillées, de remises en ordre et à jour de thèmes actuels...

Beaucoup d'analyses très fouillées, de remises en ordre et à jour de thèmes actuels...

مقداد ابراهيم

SPORTS

LE SIXIEME RALLYE PARIS-ALGER-DAKAR

12 000 kilomètres et beaucoup d'argent

C'est quatorze motocyclistes, deux cent cinquante-trois automobiles et trente et un camions - au total près de huit cents concurrents - ont pris dimanche 1er janvier, place de la Concorde à Paris, devant une foule de plusieurs dizaines de milliers de personnes, le départ du sixième Paris-Alger-Dakar pour un rallye de 12 000 kilomètres à travers sept pays : l'Algérie, le Niger, la Haute-Volta, la Côte d'Ivoire, la Guinée, la Sierra-Léone et le Sénégal.

Jean-Pierre Jabouille fait le «Dakar». Ancien pilote de formule 1, aucun constructeur ne l'a engagé depuis son accident dans le Grand Prix du Canada en 1980. Ce n'est pas pour céder à la mode; plutôt pour prouver qu'il a toujours sa place dans le circuit. Thierry Sabine, l'organisateur, peut se réjouir : une vedette dans le rallye, qui n'en compte pas beaucoup, ne peut qu'améliorer l'image de marque du Paris-Dakar. Jabouille, pourtant, n'avait jusqu'ici menagé ni l'organisateur de l'épreuve ni les concurrents : «Un rallye de spécialistes; personne n'avance...» L'an dernier, le spécialiste des monoplaces avait participé à une partie du rallye comme pilote de la voiture d'un journaliste. Il a été intéressé. Pour réussir, il faut, avait-il dit alors, «des qualités morales et physiques». Bref, Jabouille a cédé à l'attrait du Paris-Dakar, comme le chanteur Michel Sardou, qui est son copilote, et comme le spationaute Jean-Loup Chrétien.

A la portée des concurrents qui ont trouvé des commanditaires, le rallye n'est pas financièrement toujours accessible aux amateurs. Les droits d'engagement, notamment, ont augmenté dans des proportions importantes. Ils s'élevaient en 1983 à 7 500 F pour une moto, à 15 000 F pour une auto, à 22 000 F pour un camion. Ils étaient, cette année, pour chaque engin, de 10 000, 20 000, et 25 000 F, soit une augmentation moyenne de 26 %.

Dans un article que vient de publier Auto-Moto, Jacques Pochrat, ancien concurrent et journaliste, indique que ces droits ont augmenté

Retombées économiques

Personne ne s'étonne plus alors du fossé qui se creuse entre professionnels et amateurs. Lada, engagée par son importateur français Jean-Jacques Poch, a misé gros pour enlever la première place, qui lui a échappé de peu en 1983. Le budget de l'écurie, dont la plus grande partie est absorbée par le «Dakar», sera, cette année, de 6 millions de francs. Quatre équipages participent au rallye avec des prototypes 4x4, d'un poids de 1 100 kilos, d'une puissance de 240 Ch. Ils sont assistés par une dizaine de personnes, trois véhicules et un avion. Porsche, avec ses

Retombées économiques

quatre roues motrices, d'un poids de 1 400 kilos, d'une puissance de 230 Ch, n'a pas une infrastructure différente. Les retombées économiques sont assés. Lada a enregistré en 1983 une progression de ses ventes de 67 %. Porsche attend du rallye un acquis technique en vue de développer une quatre roues motrices qui lui permette de participer de nouveau au championnat du monde des rallyes.

ÉDUCATION

Un musée de l'école dans le Val-d'Oise

Retrouver l'odeur de l'encre, celle du pupitre et de la craie sous le grand tableau noir. Retrouver surtout le chemin de l'école pour revoir ou découvrir tous ces objets familiers qui ont servi à former plusieurs générations d'enfants depuis le début du vingtième siècle. C'est ce qui sera bientôt permis dans le Val-d'Oise où le conseil général, à l'unanimité, a décidé de subventionner la création d'un musée départemental de l'école.

GILLES MARTINEAU

Dans un quotidien ivoirien

LES NOSTALGIQUES DE L'AFRICA KORPS

Abidjan. - Le quotidien ivoirien *Fraternité-Matin*, sous le titre : «Le grand cirque», a publié, samedi 31 décembre, une présentation de la course Paris-Dakar laissant transparaître une certaine irritation devant ce que l'auteur de l'article n'hésite pas à désigner comme «le dernier refuge pour les nostalgiques de l'Empire de Lawrence d'Arabie ou de l'Africa Korps».

Éditorial sur le manque de contact entre les participants et les populations africaines lors de la course, et l'importance des sommes en jeu, le quotidien ivoirien estime qu'en France c'est la période creuse de fin d'année, c'est la trêve en football, en rugby, les Oscars sont distribués, alors les médias se sont tournés vers ce grand cirque qui se joue sur le continent africain sans les Africains, organisé par un grand maître : Thierry Sabine, qui, tel Lawrence d'Arabie, chevauche à la tête de son armada, tout de blanc vêtu, une longue écharpe immaculée flottant au vent du désert.

Ce «feuilleton annuel», doit respecter le jardin africain», souligne le quotidien. - (A.F.P.)

TELEX PARTAGE
ETRAVESERVICE TELEX • 347.21.32

RUGBY

Le Sud-Ouest gagne la Coupe des provinces

La trêve des confiseurs et la proximité du réveillon n'ont pas empêché la sélection du Sud-Ouest (Périgord-Agenais) et celle de l'Armagnac-Béarn-Bigorre de disputer très sérieusement la finale de la Coupe des provinces, samedi 31 décembre à Montauban. Avec son ossature de club (douze Agenais), le Sud-Ouest a profité de son homogénéité pour s'imposer 15 à 7, pour la première fois en finale, grâce à trois pénalités de Vilquin et deux drops de Delage. Leurs adversaires ont réussi un essai par Rongiers et une pénalité par Trille.

Créée pour remplacer les traditionnels matches de sélection avant le Tournoi des cinq nations, cette Coupe des provinces est devenue un trophée très convoité. Désormais, les participants ne jouent plus pour se mettre en valeur mais pour gagner. Entraîneur de l'Armagnac-Béarn-Bigorre, Bertrand Fourcade envisage des rassemblements mensuels la saison prochaine pour préparer l'épreuve. Une évolution qui inquiétait un peu Albert Ferrasse, le président de la Fédération : «Ce fut un match sérieux, qui m'a rappelé davantage une rencontre de tournoi qu'un match de sélection. Viril, certes, mais d'une parfaite correction. Alors, il ne faudrait pas, par excès de régionalisme, faire maintenant la guerre des provinces.»

A signaler l'intéressante initiative d'Antenne 2 qui avait doté l'arbitre d'un micro, donnant ainsi, en direct, ses décisions aux joueurs, et aux téléspectateurs.

TENNIS

Martina Navratilova millionnaire en dollars

Avec quinze tournois gagnés et une seule défaite (à Roland-Garros contre Kathy Horvath), en quatre-vingt-six matches, Martina Navratilova termine nettement détachée, avec 3 900 points, le circuit féminin 1983 devant Chris Evert-Lloyd (2 214), Andrea Jaeger (1 695), Joe Durie (1 640) et Sylvia Hanika (1 613). Cet ensemble de performances en tournois officiels lui a permis de gagner 1 450 000 dollars, soit trois fois plus que Chris Evert-Lloyd (430 000 dollars). Martina Navratilova a plus gagné en 1983 que le tchécoslovaque Ivan Lendl, premier chez les hommes avec 1 287 000 dollars. A vingt-sept ans, elle s'est adjugé plus de 6 millions de dollars en compétition depuis le début de sa carrière. Bjorn Borg, Jimmy Connors et John McEnroe n'ont pu en faire autant! Catherine Tanvier, la meilleure Française, termine 1983 à la trente-quatrième place (644 points) et figure au trente-deuxième rang pour ses gains, avec 69 000 dollars. Yannick Noah et Henri Leconte ont gagné respectivement 393 000 et 144 000 dollars.

ATHLÉTISME

CORRIDA

Le Brésilien Joao da Matta a gagné la traditionnelle corrida de la Saint-Sylvestre, disputée dans les rues de Sao-Paulo, en devançant le Colombien Thibaut et le Tancatien Boute. Le marathonnien français Jean-François Charbonnet a terminé vingt-sixième. Chez les dames, la favorite, la Portugaise Rosa Motta, s'est imposée. Son compatriote Fernando Mamede a remporté la corrida de Boullis (Yvelines), en précédant les Français Gonzalez et Jacky Boxberger.

HOCKEY SUR GLACE

PONDUS CUP
L'équipe de France a remporté la Pondus Cup, disputée du 27 au 29 décembre à Copenhague, en battant successivement la Hongrie (8-3), le Danemark (4-2) et la Bulgarie (11-3).

PATINAGE DE VITESSE

CHAMPIONNAT DE FRANCE
Hans et Marie-France van Helden ont conservé leur titre de champions de France de patinage de vitesse all round (toutes distances), le 1er janvier, sur l'anneau olympique de Grenoble.

PUBLICATION JUDICIAIRE

Condamnation pour diffamation envers M. Roger SAINT-JEAN, directeur adjoint des Domaines

Extrait des Minutes du Tribunal de Grande Instance de Paris d'un jugement rendu le 1er février 1983 par la 17e Chambre.

Par ces motifs
Déclare KLEIN, comme auteur principal en qualité de directeur de publication, STORKOEL, comme complice, coupables du délit de diffamation publique envers un fonctionnaire public, délit prévu et réprimé par les articles 29 alinéa 1, 31 alinéa 1, 42 et suivants de la loi du 29 juillet 1881, et ce en méconnaissance de l'article 1er du décret n° 10 433 du 15 septembre 1981, sous le titre «Trafic international de cigarettes : un contrebandier ténébreux accuse le haut fonctionnaire de la D.M.E.D. inculpé à Mulhouse», ci-dessus analysé;

Condamne KLEIN à la peine de 1 200 F d'amende; STORKOEL à la peine de 1 200 F d'amende.

Statuant sur l'exception civile, condamne solidairement STORKOEL et KLEIN à payer à M. SAINT-JEAN Roger, la somme de 1 UN FRANC à titre de dommages et intérêts.

Ordonne l'insertion du présent jugement aux frais de STORKOEL et KLEIN, au choix de la partie civile, dans trois journaux, sans que le coût de chaque insertion puisse dépasser la somme de CINQ MILLE FRANCS.

Déclare la société «L'ALSACE» civilement responsable des deux préposés; Condamne KLEIN et STORKOEL aux dépens.

Fait et jugé en audience publique de la 17e Chambre, le 1er février 1983. Signé: CLAVERY.

L'Éducation de l'Éducation
JANVIER 1984
ÉLECTRONIQUE INFORMATIQUE : LES FORMATIONS EFFICACES
JEUNES DANS LA CRISE : L'UNIVERS DE LA DÉBROUILLE
COMMENT UTILISER LES CENTRES CULTURELS ÉTRANGERS
EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX 11 F

Le soutien du Centre de documentation pédagogique et du conseil général, qui leur a octroyé une somme de 20 000 F en 1983. Alain Richard, député, maire de Saint-Ouen-l'Aumône - une des quinze communes supports de la ville nouvelle, - avait dès le mois de mai proposé un de ses établissements - l'école du Centre 2 pour abriter les futures collections.

LA VIE FRANÇAISE
UN NUMERO EXCEPTIONNEL
• RADIOSCOPIE DE VOTRE PORTEFEUILLE
- 1500 conseils au banc d'essai.
- Notre opinion sur 400 valeurs pour 1984.
• SOCIAL : VRAIS CHOMEURS, FAUX EMPLOIS
l'échec de la gestion sociale de la crise.
• POLITIQUE INTERIEURE : défaite sociale
mais succès politique pour la CGT.
Université : une loi qui n'arrange rien.
• POLITIQUE ETRANGERE : l'Occident renforce
le pouvoir militaro-industriel de Moscou.
• ENTREPRISES : Air Inter : scénario pour l'avenir.
LE 1er HEBDOMADAIRE D'ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE
Chaque samedi, 10 F. chez votre marchand de journaux

LES ÉVÉNEMENTS DE

La diplomatie armée

JANVIER

11-12 - **CORÉE DU SUD-JAPON** : M. Yasuhiro Nakasone effectue la première visite officielle d'un chef de gouvernement japonais en Corée du Sud depuis la guerre. Tokyo accorde à Séoul une aide financière de 4 milliards de dollars.

13-18 - **FRANCE-AFRIQUE** : M. Mitterrand, pour son troisième voyage en Afrique, se rend au Togo, au Bénin et au Gabon.

17 - **NIGÉRIA** : Le gouvernement de Lagos décide d'expulser les étrangers « installés illégalement » au Nigeria, ce qui provoque l'exode de centaines de milliers de personnes vers les autres États de la région, en particulier le Ghana.

17-20 - **ÉTATS-UNIS-JAPON** : Visite de M. Nakasone à Washington. Tokyo a autorisé, le 14, la vente aux États-Unis de technologies à usage militaire.

18 - **NAMIBIE** : L'Afrique du Sud reprend le contrôle de l'administration namibienne après la démission, le 10, de M. Dirk Mudge, président depuis 1978 du conseil des ministres « intérimaire » de Windhoek.

24 - **ITALIE** : Vingt-cinq membres des Brigades rouges, jugés pour l'enlèvement et l'assassinat d'Aldo Moro en 1978, sont condamnés à la réclusion criminelle à perpétuité.

25 - **C.E.E.** : L'accord sur une politique de la pêche est signé entre les Dix à Bruxelles.

25 - **MAROC** : Le général Ahmed Diini, proche conseiller du roi Hassan II, meurt dans un accident de la circulation. Le correspondant du Monde à Rabat, qui avait mis en doute la version officielle de l'accident, est expulsé du Maroc le 6 février.

26 - **PÉROU** : Huit journalistes péruviens sont assassinés, dans le département d'Ayacucho, par des paysans qui les avaient pris pour des guérilleros de Sentier lumineux.

27-28 - **FRANCE-MAROC** : visite officielle de M. Mitterrand au Maroc.

7 - **ISRAËL** : La commission gouvernementale d'enquête sur les massacres de Sabra et de Chatila, en septembre 1982 à Beyrouth, met en cause la « responsabilité personnelle » de M. Begin dans le rapport final qu'elle lui remet. Le général Sharon, invité à démissionner par la commission Kahane, accepte, le 11, de quitter le ministère de la défense, où il est remplacé par M. Moshe Arens, versément comme ministre sans portefeuille.

11 - **F.M.I.** : Les ressources du Fonds monétaire international sont portées de 66 à 98,5 milliards de dollars pour faire face à l'endettement excessif de nombreux pays en voie de développement.

12 - **C.E.E.-JAPON** : Le Japon accepte de réduire ses exportations vers l'Europe de dix produits, dont les magnétoscopes.

13 - **CHYPRE** : M. Spyros Kyprianou est réélu président de la République avec 56,54 % de voix.

20 - **INDE** : Les élections en Assam, boycottées par 70 % des électeurs et remportées par le parti de M. Gandhi, sont l'occasion de très violents affrontements entre Assamais et Bengalis. Plus de quatre mille personnes, en majorité des femmes et des enfants, sont tués dans des massacres.

27 - **SÉNÉGAL** : M. Abdou Diouf est réélu président de la République avec 84 % des suffrages. Aux élections législatives, le parti socialiste, avec 80 % des voix, obtient 111 des 120 sièges.

28 - **BRESIL** : Le F.M.I. accorde quelque 6 milliards de dollars de crédit au Brésil, qui a obtenu, le 25, un prêt de 4,4 milliards de dollars auprès de banques commerciales internationales. Suspendus en mai par le F.M.I., les versements reprendront fin novembre après l'adoption par le Brésil d'un nouveau programme de redressement.



(Dessin de CAGNAT)

2-9 - **VATICAN** : Voyage de Jean-Paul II dans les sept États de l'Amérique centrale et en Haiti.

5 - **AUSTRALIE** : Le parti travailliste, dirigé par M. Bob Hawke, remporte les élections législatives, battant ainsi la coalition conservatrice conduite par M. Malcolm Fraser, au pouvoir depuis 1975. M. Hawke forme, le 10, le second gouvernement travailliste depuis la guerre, dominé par les modérés.

6 - **R.F.A.** : Victoire du chancelier Helmut Kohl aux élections législatives anticipées : les chrétiens-démocrates associés aux chrétiens-socials (C.D.U.-C.S.U.) obtiennent 244 (+ 18) des 498 sièges du Bundestag.

Leurs alliés libéraux (F.D.P.), avec 34 sièges (- 19), se maintiennent au Parlement où 27 députés Verds font leur entrée. L'opposition social-démocrate (S.P.D.), avec 193 élus, perd 25 sièges.

7-12 - **NON ALIGNÉS** : Au septième sommet des pays non alignés, réuni à New-Delhi, M. Fidel Castro transmet la présidence du mouvement à M. Indira Gandhi.

9 - **YUGOSLAVIE** : L'ambassadeur de Turquie à Belgrade est assassiné. Les deux Arméniens auteurs de l'attentat, cinquièmes de passeports libanais, sont arrêtés.

10 - **INDONÉSIE** : Le général Suharto, candidat unique, est réélu président de la République par l'Assemblée populaire consultative pour un quatrième mandat de cinq ans.

La tension Est-Ouest et le débat sur les armements nucléaires

4-5 - Le sommet du pacte de Varsovie, à Prague, propose aux pays membres de l'OTAN la conclusion d'un traité sur « le non-recours réciproque à la force et la limitation des rapports de paix ».

16-19 - M. Gromyko, ministre soviétique des affaires étrangères, en visite à Bonn, rejette catégoriquement l'option « zéro » (pas de fusées à moyenne portée, ni à l'Est ni à l'Ouest).

25 - Tokyo proteste après le F.M.I.S.S. contre un éventuel transfert de missiles SS-20 du théâtre européen vers l'Extrême-Orient. Les propos tenus à M. Nakasone à Washington, décrivant un Japon transformé en « porte-avions incombustible » face à la puissance militaire soviétique, avaient suscité une note en garde de Moscou.

31 - Un Boeing-747 des lignes sud-coréennes transportant deux cent soixante-sept personnes est abattu par des chasseurs soviétiques près de l'île soviétique de Sakhaline, ce qui suscite une très vive réprobation internationale. M. Reagan annonce, le 5 septembre, dans une allocution télévisée aux termes très durs, des sanctions limitées contre l'U.R.S.S., tandis que s'intensifie un boycottage des liaisons aériennes entre l'Occident et l'U.R.S.S. Moscou ne reconnaît que le 6 août « un terme » au vol du Boeing sud-coréen, qu'il accuse d'avoir été utilisé par les services de renseignements américains pour une mission d'espionnage. Les experts concluent à une erreur de programmation des ordinateurs de vol.

4 - M. Reagan, pour relancer, à Genève, les négociations START sur les armements stratégiques, propose à Moscou plusieurs formules visant à éliminer progressivement le nombre des ogives nucléaires.

22-23 - Deux milliers de personnes envahissent l'Europe de l'Ouest contre l'armement nucléaire : les rassemblements les plus importants ont lieu en R.F.A. (à Bonn, Hambourg et Stuttgart), ainsi qu'à Londres, Rome, Bruxelles et Madrid. Le 22, de nouvelles manifestations pacifistes ont lieu, en particulier à Copenhague et sur la Côte d'Azur, où se rassemblent cinq cent mille personnes.

19 - M. Reagan présente son nouveau projet de déploiement de missiles à sites multiples MX, qui seraient remplacés, à début des années 90, par des missiles à ogive unique, baptisés Midgetman.

3 - M. Andropov confirme que l'U.R.S.S. est disposée à prendre comme unité de compte des états-Unis non plus les lanceurs, mais les ogives nucléaires. Il rappelle sa demande de « prise en considération » des forces de dissuasion française et britannique, ce qui est jugé « insaisissable » par Paris, Londres et Washington.

3 - Dans une lettre pastorale, les évêques catholiques américains, réunis à Chicago, condamnent « le recours à l'arme nucléaire et demandent l'arrêt des essais, de la production et du déploiement » de nouveaux systèmes nucléaires.

29 - Les chefs d'Etat et de gouvernement réunis pour le sommet économique de Williamsburg (États-Unis, R.F.A., Canada, France, Grande-Bretagne, Italie, Japon) adoptent une déclaration qui préconise : « La sécurité de nos pays est indivisible et ne peut être caractérisée de façon globale... ».

19 - M. Reagan présente son nouveau projet de déploiement de missiles à sites multiples MX, qui seraient remplacés, à début des années 90, par des missiles à ogive unique, baptisés Midgetman.

3 - M. Andropov confirme que l'U.R.S.S. est disposée à prendre comme unité de compte des états-Unis non plus les lanceurs, mais les ogives nucléaires. Il rappelle sa demande de « prise en considération » des forces de dissuasion française et britannique, ce qui est jugé « insaisissable » par Paris, Londres et Washington.

3 - Dans une lettre pastorale, les évêques catholiques américains, réunis à Chicago, condamnent « le recours à l'arme nucléaire et demandent l'arrêt des essais, de la production et du déploiement » de nouveaux systèmes nucléaires.

29 - Les chefs d'Etat et de gouvernement réunis pour le sommet économique de Williamsburg (États-Unis, R.F.A., Canada, France, Grande-Bretagne, Italie, Japon) adoptent une déclaration qui préconise : « La sécurité de nos pays est indivisible et ne peut être caractérisée de façon globale... ».

19 - M. Reagan présente son nouveau projet de déploiement de missiles à sites multiples MX, qui seraient remplacés, à début des années 90, par des missiles à ogive unique, baptisés Midgetman.

3 - M. Andropov confirme que l'U.R.S.S. est disposée à prendre comme unité de compte des états-Unis non plus les lanceurs, mais les ogives nucléaires. Il rappelle sa demande de « prise en considération » des forces de dissuasion française et britannique, ce qui est jugé « insaisissable » par Paris, Londres et Washington.

3 - Dans une lettre pastorale, les évêques catholiques américains, réunis à Chicago, condamnent « le recours à l'arme nucléaire et demandent l'arrêt des essais, de la production et du déploiement » de nouveaux systèmes nucléaires.

29 - Les chefs d'Etat et de gouvernement réunis pour le sommet économique de Williamsburg (États-Unis, R.F.A., Canada, France, Grande-Bretagne, Italie, Japon) adoptent une déclaration qui préconise : « La sécurité de nos pays est indivisible et ne peut être caractérisée de façon globale... ».

19 - M. Reagan présente son nouveau projet de déploiement de missiles à sites multiples MX, qui seraient remplacés, à début des années 90, par des missiles à ogive unique, baptisés Midgetman.

3 - M. Andropov confirme que l'U.R.S.S. est disposée à prendre comme unité de compte des états-Unis non plus les lanceurs, mais les ogives nucléaires. Il rappelle sa demande de « prise en considération » des forces de dissuasion française et britannique, ce qui est jugé « insaisissable » par Paris, Londres et Washington.

3 - Dans une lettre pastorale, les évêques catholiques américains, réunis à Chicago, condamnent « le recours à l'arme nucléaire et demandent l'arrêt des essais, de la production et du déploiement » de nouveaux systèmes nucléaires.

29 - Les chefs d'Etat et de gouvernement réunis pour le sommet économique de Williamsburg (États-Unis, R.F.A., Canada, France, Grande-Bretagne, Italie, Japon) adoptent une déclaration qui préconise : « La sécurité de nos pays est indivisible et ne peut être caractérisée de façon globale... ».

19 - M. Reagan présente son nouveau projet de déploiement de missiles à sites multiples MX, qui seraient remplacés, à début des années 90, par des missiles à ogive unique, baptisés Midgetman.

3 - M. Andropov confirme que l'U.R.S.S. est disposée à prendre comme unité de compte des états-Unis non plus les lanceurs, mais les ogives nucléaires. Il rappelle sa demande de « prise en considération » des forces de dissuasion française et britannique, ce qui est jugé « insaisissable » par Paris, Londres et Washington.

3 - Dans une lettre pastorale, les évêques catholiques américains, réunis à Chicago, condamnent « le recours à l'arme nucléaire et demandent l'arrêt des essais, de la production et du déploiement » de nouveaux systèmes nucléaires.

29 - Les chefs d'Etat et de gouvernement réunis pour le sommet économique de Williamsburg (États-Unis, R.F.A., Canada, France, Grande-Bretagne, Italie, Japon) adoptent une déclaration qui préconise : « La sécurité de nos pays est indivisible et ne peut être caractérisée de façon globale... ».

19 - M. Reagan présente son nouveau projet de déploiement de missiles à sites multiples MX, qui seraient remplacés, à début des années 90, par des missiles à ogive unique, baptisés Midgetman.

3 - M. Andropov confirme que l'U.R.S.S. est disposée à prendre comme unité de compte des états-Unis non plus les lanceurs, mais les ogives nucléaires. Il rappelle sa demande de « prise en considération » des forces de dissuasion française et britannique, ce qui est jugé « insaisissable » par Paris, Londres et Washington.

3 - Dans une lettre pastorale, les évêques catholiques américains, réunis à Chicago, condamnent « le recours à l'arme nucléaire et demandent l'arrêt des essais, de la production et du déploiement » de nouveaux systèmes nucléaires.

29 - Les chefs d'Etat et de gouvernement réunis pour le sommet économique de Williamsburg (États-Unis, R.F.A., Canada, France, Grande-Bretagne, Italie, Japon) adoptent une déclaration qui préconise : « La sécurité de nos pays est indivisible et ne peut être caractérisée de façon globale... ».

9-10 - Les ministres des affaires étrangères des seize pays membres de l'OTAN, réunis à Paris pour la première fois depuis 1966, lancent aux Soviétiques un dernier appel à des « négociations constructives » avant le déploiement des missiles américains à la fin de 1983.

16 - La Soviet suprême de l'U.R.S.S. appelle toutes les puissances nucléaires (U.R.S.S., États-Unis,

9-10 - Les ministres des affaires étrangères des seize pays membres de l'OTAN, réunis à Paris pour la première fois depuis 1966, lancent aux Soviétiques un dernier appel à des « négociations constructives » avant le déploiement des missiles américains à la fin de 1983.

16 - La Soviet suprême de l'U.R.S.S. appelle toutes les puissances nucléaires (U.R.S.S., États-Unis,

9-10 - Les ministres des affaires étrangères des seize pays membres de l'OTAN, réunis à Paris pour la première fois depuis 1966, lancent aux Soviétiques un dernier appel à des « négociations constructives » avant le déploiement des missiles américains à la fin de 1983.

16 - La Soviet suprême de l'U.R.S.S. appelle toutes les puissances nucléaires (U.R.S.S., États-Unis,

La guerre du Tchad

9 - M. Hoenes, ambassadeur à Libye, réprime les accusations de violation de l'armistice de 1975 en faveur du régime de Kadhafi.

10 - Les forces de M. Hénisse Haffef, appuyées par l'armée française, ont vaincu les rebelles Oun-Chadistes, dans l'est du pays.

16 - Début de l'arrivée de détachement militaire français. Fin août, il comprend environ trois mille hommes déployés au nord et à l'est de N'Djamena, de façon à éliminer le long de la frontière libyenne un « corridor de sécurité » en-dehors duquel une confrontation franco-libyenne pourrait se produire.

25 - M. Mitterrand explique dans le Monde les raisons et les limites de l'engagement français au Tchad.

9 - M. Hoenes, ambassadeur à Libye, réprime les accusations de violation de l'armistice de 1975 en faveur du régime de Kadhafi.

10 - Les forces de M. Hénisse Haffef, appuyées par l'armée française, ont vaincu les rebelles Oun-Chadistes, dans l'est du pays.

16 - Début de l'arrivée de détachement militaire français. Fin août, il comprend environ trois mille hommes déployés au nord et à l'est de N'Djamena, de façon à éliminer le long de la frontière libyenne un « corridor de sécurité » en-dehors duquel une confrontation franco-libyenne pourrait se produire.

25 - M. Mitterrand explique dans le Monde les raisons et les limites de l'engagement français au Tchad.

1. - Paris et Washington annoncent qu'ils vont livrer des armes antiaériennes à M. Hénisse Haffef pour s'opposer aux rebelles libyens contre N'Djamena.

24 - Faya-Largeau, principale ville du nord du Tchad, tombe aux mains des rebelles dirigés par M. Ghannouchy, arabisé et soutenu par la Libye, après de violents combats.

28 - M. Mitterrand annonce que « la France respectera ses engagements, sans limite », tandis que des changements de commandement et de mandat des compagnies par des « experts civils » français, sont envoyés à N'Djamena.

1. - Paris et Washington annoncent qu'ils vont livrer des armes antiaériennes à M. Hénisse Haffef pour s'opposer aux rebelles libyens contre N'Djamena.

24 - Faya-Largeau, principale ville du nord du Tchad, tombe aux mains des rebelles dirigés par M. Ghannouchy, arabisé et soutenu par la Libye, après de violents combats.

28 - M. Mitterrand annonce que « la France respectera ses engagements, sans limite », tandis que des changements de commandement et de mandat des compagnies par des « experts civils » français, sont envoyés à N'Djamena.

Les Etats-Unis et leur « arrière-cour »

26 - Un coopérant français, le docteur Pierre Grosjean, est tué au nord du Nicaragua, dans une région où se multiplient les affrontements entre forces sandinistes et commandos venus de Honduras, soutenus par Washington.

19 - Le Conseil de sécurité de l'ONU, réuni à la demande de Nicaragua, adopte à l'unanimité une résolution condamnant le « groupe de Contadora » (Mexique, Colombie, Panama, Venezuela) de trouver une solution aux crises d'Amérique centrale.

27 - Après l'assassinat par la guérilla, le 25, du sous-chef des conseillers militaires américains au Salvador, Washington annonce l'ouverture de l'enquête sur « l'extrême droite » ou des « extrêmes nationalistes ».

9-10 - Le conseil atlantique, réuni à Bruxelles, annonce que les ministres des affaires étrangères des pays membres de l'OTAN seront réunis à Stockholm, le 17 janvier 1984, pour l'ouverture de la Conférence sur le désarmement en Europe (C.D.E.), afin d'essayer de rétablir avec l'Est un dialogue politique large et ouvert.

15 - Les pays du pacte de Varsovie se retirent des négociations de Vienne M.B.F.E. sur les forces classiques en Europe.

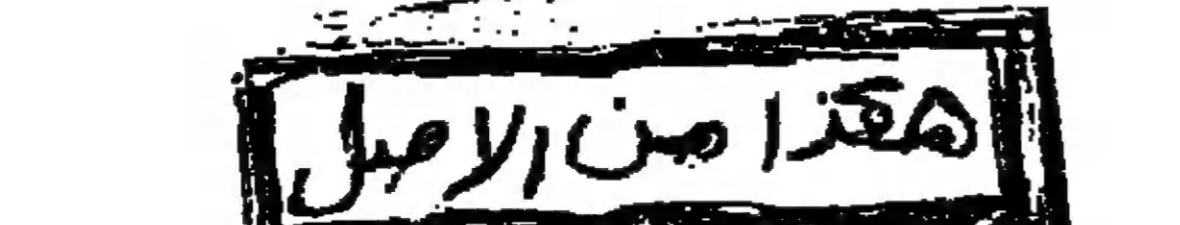
26 - Un coopérant français, le docteur Pierre Grosjean, est tué au nord du Nicaragua, dans une région où se multiplient les affrontements entre forces sandinistes et commandos venus de Honduras, soutenus par Washington.

19 - Le Conseil de sécurité de l'ONU, réuni à la demande de Nicaragua, adopte à l'unanimité une résolution condamnant le « groupe de Contadora » (Mexique, Colombie, Panama, Venezuela) de trouver une solution aux crises d'Amérique centrale.

27 - Après l'assassinat par la guérilla, le 25, du sous-chef des conseillers militaires américains au Salvador, Washington annonce l'ouverture de l'enquête sur « l'extrême droite » ou des « extrêmes nationalistes ».

9-10 - Le conseil atlantique, réuni à Bruxelles, annonce que les ministres des affaires étrangères des pays membres de l'OTAN seront réunis à Stockholm, le 17 janvier 1984, pour l'ouverture de la Conférence sur le désarmement en Europe (C.D.E.), afin d'essayer de rétablir avec l'Est un dialogue politique large et ouvert.

15 - Les pays du pacte de Varsovie se retirent des négociations de Vienne M.B.F.E. sur les forces classiques en Europe.



DR CABINET

ingénieur
système programmé
qualité logique

SYSA

opérationnel

SYSA

1983 A L'ÉTRANGER

- 20-21. - FINLANDE :** Aux élections législatives, le parti social-démocrate de M. Kalevi Sorsa, premier ministre sortant, remporte 57 des 200 sièges (+ 5). M. Sorsa forme, le 6 mai, un nouveau gouvernement de centre-gauche avec, pour la première fois depuis sa fondation en 1958, la participation du parti rural, qui, avec 17 élus, a gagné 11 sièges.
- 21. - C.E.E. :** Les parités des huit monnaies qui appartiennent au S.M.E. sont rajustées après que la victoire électorale de M. Kohl en R.F.A. ait été suivie d'une ruée sur le deutschemark. Le franc français et le lire irlandaise, de 2,5 % ; le livre irlandaise, de 3,5 % ; le mark est réévalué de 5,5 % ; la florin de 3,5 % ; la couronne danoise, de 2,5 % ; le franc belge de 1,5 %.
- 22. - ISRAËL :** M. Haim Herzog, travailliste, est élu président de l'État d'Israël par la Knesset ; présenté par l'opposition, il a battu le candidat de M. Begin.

AVRIL

- 4-5. - BRÉSIL :** A Sao Paulo, des manifestations contre la misère et le chômage, suivies de pillages et de heurts avec la police, font un mort et une centaine de blessés.
- 5. - FRANCE-UR.S.S. :** Quarante-sept diplomates et représentants du régime français ont été accusés d'espionnage et expulsés.
- 7. - FRANCE-AFRIQUE DU SUD :** Le gouvernement français, rappelant qu'il « condamne le système de l'apartheid », interdit aux sportifs amateurs toute relation avec l'Afrique du Sud.
- 12. - ÉTATS-UNIS :** Un Noir, M. Harold Washington, est élu maire de Chicago, la deuxième ville des États-Unis.

- 14. - POLOGNE :** Les dirigeants clandestins de Solidarnosc, avec lesquels M. Lech Walesa s'est entretenu en secret les 9, 10 et 11, confirment leur appel pour des « célébrations indépendantes » de la Fête du travail, le 1^{er} mai.
- 14-15. - FRANCE-SUISSE :** Visite officielle de M. Mitterrand en Suisse.
- 23. - ISLANDE :** Les élections législatives anticipées ne dégagent aucune majorité. Après plusieurs autres tentatives infructueuses, c'est M. Steingrims Hermannsson, chef du parti agrarien (14 élus), qui forme, le 26 mai, un gouvernement de coalition de centre droit avec les conservateurs, qui ont obtenu 23 des 60 sièges du Parlement.
- 24. - AUTRICHE :** Aux élections législatives, le parti socialiste obtient 90 (- 5) des 183 sièges et perd la majorité absolue à l'Assemblée. Le parti populiste emporte 81 sièges (+ 4) et le parti libéral, 12 (+ 1). M. Fred Sinowatz (socialiste) forme, le 18 mai, un gouvernement de coalition social-libérale. Il succède à M. Bruno Kreisky, qui dirigeait un cabinet majoritaire socialiste depuis 1971.
- 25. - PORTUGAL :** Le parti socialiste de M. Mario Soares, en obtenant 101 (+ 27) des 250 sièges de la nouvelle Assemblée, remporte les élections législatives anticipées aux dépens de l'Alliance démocratique, coalition de centre droit qui gouvernait depuis 1979. M. Soares forme un gouvernement le 9 juin, avec les sociaux-démocrates du P.S.D., membres de l'ancienne coalition, qui ont eu 75 élus (- 7).

MAI

1. - POLOGNE : Les manifestations organisées par Solidarnosc dans une vingtaine de villes sont

un succès, mais un manifestant est tué à Nowe-Huta.

3-7. - FRANCE-CHINE : M. Mitterrand, après une tournée au Népal, se rend en Chine.

4. - IRAN : Le parti Toudéh (communiste) est dissous et dix-huit diplomates soviétiques sont expulsés pour « espionnage ». Depuis début février, au moins mille cinq cents membres du P.C.I. iranien ont été emprisonnés, dont la plupart des dirigeants.

6. - R.F.A. : Les « carnets secrets » de Hitler dont l'hebdomadaire Stern avait commencé la publication se révèlent un « faux grotesque et superficiel » après une expertise officielle.

17. - C.E.E. : Accord entre les Dix sur la fixation des prix agricoles 1983-1984. La question du

Réveil politique au Chili

Le 11 mai a lieu la première journée nationale de protestation depuis le coup d'État militaire de septembre 1973. D'autres manifestations, organisées par les syndicats, suivent par les partis politiques interdits : les 14 juin, 12 juillet, 11 août, 8 septembre, 11 et 27 octobre. Au total, plus de soixante-dix personnes seront tuées par les forces de l'ordre et de nombreuses autres emprisonnées. Le général Pinochet, qui s'efforce de se maintenir à la tête de l'État jusqu'en 1989, fait quelques concessions. Le 10 août, il nomme au ministère de l'Intérieur un dirigeant conservateur, M. Onofre Jara, qui entretient d'ouvrir un dialogue avec l'opposition, dialogue qui sera rompu en octobre. Le 18 novembre, une manifestation unitaire de l'opposition rassemble plus de cinq cent mille personnes à Santiago.

- démantèlement des montants compensatoires avait provoqué, en France, depuis le 22 avril, de violentes manifestations de paysans.
- 20. - AFRIQUE DU SUD :** Un attentat, revendiqué par le Congrès national africain (A.N.C.), fait dix-huit morts à Pretoria. En représailles, l'aviation sud-africaine lance, le 23, un raid sur la banlieue de Maputo au Mozambique.
- 26. - TURQUIE :** L'armée turque pénètre en Irak, avec l'accord de Bagdad, pour une opération contre la guérilla kurde ; après un semaine de ratissage, près de deux mille « bandits » sont faits prisonniers.
- 28-30. - SOMMET DE WILIAMSBURG :** Les sept principales démocraties industrialisées adoptent une « déclaration sur la reprise économique ». L'ouverture d'une conférence ministérielle internationale est envisagée selon les propositions faites par M. Mitterrand, le 9, devant l'O.C.D.E.

JUN

- 3. - AFGHANISTAN :** Le docteur Philippe Augoyard, médecin français capturé par des troupes soviétiques, le 16 janvier, et condamné, le 13 mars, par un tribunal de Kaboul, à huit ans de prison, est gracié. Le 11, il regagne Paris.
- 7. - NORVÈGE :** M. Kaare Willoch, chef d'un gouvernement conservateur minoritaire depuis octobre 1981, forme un cabinet de coalition avec les centristes et les chrétiens populaires.
- 8-12. - O.U.A. :** Après deux échecs à Tripoli, en août et en novembre 1982, le dix-neuvième sommet de l'Organisation de l'Unité africaine se réunit à Addis-Abeba, en l'absence de la délégation saoudienne, qui a accepté de se retirer. L'O.U.A. adopte, le 11, une résolution sur le Sahara occidental qui

- appelle le Maroc et le Polisario à une négociation directe.
- 9. - GRANDE-BRETAGNE :** Triomphe de Mme Thatcher aux élections législatives. Le parti conservateur obtient 397 des 650 députés, soit la plus forte représentation aux Communes depuis 1945.
- 13. - ESPACE :** Pioneer-10, sonde spatiale américaine, lancée le 2 mars 1972 en direction de Jupiter et toujours en état d'activité, quitte le système solaire.
- 16. - U.R.S.S. :** M. Iouri Andropov, secrétaire général du P.C. soviétique, est élu président du présidium du Soviet suprême, c'est-à-dire chef de l'État.
- 16-23. - VATICAN-POLOGNE :** Jean-Paul II, pour sa seconde visite dans son pays natal, est accueilli par des foules gigantesques au sein desquelles fleurissent des banderoles de Solidarnosc. Le pape rencontre à deux reprises le général Jaruzelski et reçoit, M. Lech Walesa, le 23, en audience « privée ».
- 17-19. - C.E.E. :** Le conseil européen, réuni à Stuttgart, renvoie au sommet d'Athènes en décembre des décisions sur la réforme des mécanismes communautaires et sur l'augmentation des ressources financières de la C.E.E.
- 20-21. - FRANCE-CAMBODGE :** Visite officielle de M. Mitterrand au Cambodge.
- 26-27. - ITALIE :** Recul de la démocratie chrétienne aux élections législatives anticipées : avec 225 des 630 élus de la Chambre des députés, elle perd 3,4 % des voix et 37 sièges. Mais dans le cabinet de coalition formé le 4 août par M. Bettino Craxi, premier chef de gouvernement socialiste de l'histoire de la République italienne, les démocrates-chrétiens occupent la plupart des postes-clés.

JULIET

- 14. - BELGIQUE :** Un diplomate tueur est assassiné à Bruxelles. L'attentat est revendiqué par une Armée révolutionnaire arménienne, inconnue jusqu'alors.
- 15. - GRÈCE :** L'accord sur les bases américaines en Grèce, en négociation depuis neuf mois, est conclu : il prévoit l'évacuation des bases à partir du 1^{er} janvier 1989, quitte le système solaire.
- 21. - IRAN-IRAK :** L'armée iranienne ouvre un « quatrième front » dans le nord de l'Irak. Depuis son début, en septembre 1980, la guerre irano-irakienne aurait fait près de cinq cent mille morts.
- 22. - POLOGNE :** L'état de guerre instauré le 13 décembre 1981 est suspendu le 31 décembre 1982 et levé à l'occasion de la fête nationale. Une amnistie partielle et conditionnelle est prononcée tandis que la Diète adopte plusieurs lois élargissant l'arsenal de la répression.
- 27. - PORTUGAL :** Cinq terroristes armés envahissent l'ambassade de Turquie à Lisbonne ; l'un est tué au cours d'une fusillade ainsi qu'un policier portugais ; les quatre autres sont tués par l'explosion de la bombe qu'ils transportaient, de même que la femme d'un diplomate turc.
- 30. - SRI-LANKA :** Après des émeutes raciales qui, depuis le 25, auraient fait près de deux mille morts parmi la minorité tamoule, le président Jayewardene dénonce un « complot » inspiré par l'étranger. Trois formations d'extrême gauche sont interdites, et leurs dirigeants arrêtés. Le 4 août, le Parlement vote un amendement constitutionnel qui interdit toute revendication autonome.

(Lire la suite page 12.)

Le Liban et la question du Proche-Orient

- FÉVRIER**
- 14-22. - Réunion du Conseil national palestinien,** qui donne lieu, à Alger, à un débat passionné entre « modérés » et « extrémistes ». M. Yasser Arafat, dont la réélection à la tête du comité exécutif de P.O.L.P. est contrariée par l'Assemblée, obtient un mandat large et impératif en vue d'éventuelles négociations de paix.
- AVRIL**
- 10. - Le roi Hassan de Jordanie** constate l'échec des discussions engagées avec P.O.L.P. pour envisager une participation jordano-palestinienne aux pourparlers de paix.
- 10. - Imam Sadeq,** conseiller politique de M. Arafat, est assassiné à Al-Batroun (Liban). L'attentat est revendiqué par le groupe palestinien dissident d'Abou Nidal.
- 18. - L'ambassade des États-Unis à Beyrouth** est ravagée par l'explosion d'une bombe piégée ; seize personnes sont tuées.

MAI

- 6. - Une démission, soumise par le colonel Abou Moussa et soutenue par la Syrie et le Liban,** éclate au sein du Fatah, la principale organisation de P.O.L.P.
- 17. - Signature de l'accord israélo-libanais** mettant fin à l'état de guerre entre les deux pays et prévoyant le retrait des forces étrangères du Liban. Cet accord, aboutissement des négociations ouvertes le 28 décembre 1982, a été obtenu après une entrevue entre Héraclides et Beyrouth effectuée entre le 25 avril et le 8 mai par M. George Shultz, secrétaire d'État américain. Il est fermement condamné par la Syrie, P.O.L.P. et F.U.R.S.S. et ne sera pas ratifié.

JUN

- 24. - M. Arafat est expulsé de Damas :** ses propos, dénonçant le 21, l'« agression syro-libanaise contre la révolution palestinienne », ont été jugés calomnieux à l'égard de la Syrie, accusée d'être intervenue militairement aux côtés des dissidents dans les combats internationaux qui les opposent, depuis le 4, aux loyalistes du Fatah, successifs dans la plaine libanaise de la Bekaa.

JULIET

- 23. - Un front de salut national,** regroupant l'opposition libanaise au gouvernement de Beyrouth, est constitué au Nord-Liban. Damas exprime sa satisfaction.

SEPTEMBRE

- 1. - L'armée libanaise** achève de reprendre le contrôle de Beyrouth-

Quesr après les violents combats de rue qui l'ont opposée depuis le 28 août à des milices musulmanes.

3-4. - Les troupes israéliennes au Sud-Liban se replient derrière la rivière Awali. Dans la montagne du Cheuf (Liban) s'élevaient, les affrontements répétés entre milices chrétiennes et druzes, ces derniers fortement soutenus par la Syrie. Après plusieurs jours de très violents combats, les milices chrétiennes sont contraintes de se retirer de presque toute la montagne. L'armée libanaise, qui s'était déployée au sud et à l'est de Beyrouth, le long du littoral, intervient à partir de 14 pour défendre la position de Souk-El-Gharb. Elle est appuyée dans la bataille par l'artillerie navale américaine qui bombarde les batteries

- 28-29. - Les États-Unis et Israël** déclinent de rouvrir leur « coopération militaire et politique », à l'occasion de la grande visite officielle à Washington de M. Shavariz au tout que possible.
- NOVEMBRE**
- 3. - Les dissidents palestiniens,** appuyés par des forces syriennes et libanaises, lancent une offensive contre les positions de M. Arafat et de ses fidèles, retranchés dans la fin de septembre dans la région de Tripoli, au nord du Liban.



Dessin de PLANTU.

des druzes ainsi que celles des Syriens dans le Haut-Liban.

22. - Des avions Super-Eclairer français détruisent des batteries d'artillerie qui pilotent les contingents français de la force multinationale à Beyrouth.

25. - Un accord de cessez-le-feu est conclu au Liban grâce aux efforts de médiation syrienne. Il prévoit la convocation d'un congrès de réconciliation nationale. Damas refuse que le cessez-le-feu soit contrôlé par des observateurs de P.O.N.U.

OCTOBRE

- 23. - Le Q.C. des « marines » et le** siège d'une compagnie de parachutistes français à Beyrouth sont détruits à quelques instants d'intervalle : sur chacun des deux immeubles s'est précipité un camion-éclaireur bourré d'explosifs. Deux ont été tués, sept blessés - soldats de la paix - sont tués, deux combattants-observateurs et cinq passagers internationaux.

Chronologie établie par PHILIPPE BOUCHER et EDOUARD MASUREL.

L'AFFICHE DE CINÉMA
I - LE CINÉMA FRANÇAIS
Jean-Louis Chapiro
Balchazar J.M. Chariton
Iconographie de Jean-Pierre Borboné

300 affiches de films les plus célèbres illustrent cette histoire du cinéma français, des premiers films à la nouvelle vague.

UN VOLUME DE 160 PAGES
AU FORMAT DE 22,5 x 30 cm
300 REPRODUCTIONS
DONT 100 EN COULEURS
195 F

ÉDITIONS FRÉDÉRIC BIRR

Les personnalités disparues

- JANVIER**
5. - Valérie Vaivre, écrivain.
11. - Nicolas Podgorny, ancien chef de l'État soviétique.
24. - George Cukor, cinéaste américain.
28. - Georges Sidault, ancien président du conseil.
27. - Louis de Funès, acteur.
- FÉVRIER**
15. - Waldeck Rochet, secrétaire du parti communiste de 1984 à 1972.
24. - Jacques Benoist-Méchin, historien, ancien membre du gouvernement de Vichy.
25. - Tennessee Williams, dramaturge américain.
- MARS**
3. - Arthur Koestler, écrivain britannique.
3. - Hergé, père de Tintin.
7. - Igor Markevitch, compositeur et chef d'orchestre.
13. - Louison Bobet, ancien champion cycliste.
14. - Maurice Ronet, acteur.
15. - Rebecca West, écrivain et journaliste britannique.
18. - Umberto II, ancien roi d'Italie.
23. - Barney Clark, cent douze jours après la pose d'un cœur artificiel à Salt-Lake-City.
23. - Armand Lanoux, écrivain, secrétaire général de l'Académie française.
- AVRIL**
4. - Gloria Swanson, actrice américaine.
14. - Achille Peretti, membre du Conseil constitutionnel.
30. - George Balanchine, chorégraphe.
30. - Muddy Waters, chanteur et guitariste de blues américains.
- MAI**
17. - Alfred Fabre-Luce, essayiste.
25. - Idris Senoussi, ancien roi de Libye.
28. - Louise Weiss, écrivain et féministe, doyenne du Parlement européen.
- JUN**
1. - Prince Charles, comte de Flandres, régent du royaume de Belgique de 1944 à 1981.
1. - Arns Seghers, romancière allemande.
5. - Jean-François, écrivain et critique littéraire.
10. - Fabrice Engser, fondateur du Falco.
7. - Hermann Kahn, futurologue américain.
8. - Raymond Barrillon, chef de service de politique intérieure du Monde.
23. - Georges Auric, compositeur.
25. - René Fallet, écrivain.
29. - Luis Bunuel, cinéaste.
29. - David Nizan, acteur britannique.
- SEPTEMBRE**
10. - John Vorster, premier ministre sud-africain de 1966 à 1978.
25. - Léopold III, ancien roi des Belges.
26. - Tino Rossi, chanteur.
- OCTOBRE**
17. - Raymond Aron, philosophe et journaliste.
- NOVEMBRE**
5. - Jean-Marc Rieker, dessinateur de bandes dessinées.
7. - Germaine Tailleferre, compositrice.
8. - André Chamson, de l'Académie française.
20. - Marcel Dalio, acteur.
27. - Manuel Scorza, écrivain péruvien.
- DECEMBRE**
5. - Robert Aldrich, cinéaste américain.
6. - Lucienne Boyer, chanteuse.
25. - Joan Miró, peintre espagnol.

Devenez une lumière en anglais!

COURS TRIMESTRIELS le 2 janvier 1984 INSCRIPTION IMMÉDIATE

ILC INTERNATIONAL LANGUAGE CENTRE
20 passage Dauphine
75006 Paris - Tél. 325.41.37

صكك من الأصل

(Suite de la page 11.)

AOUT

- 4. — HAUTE-VOLTA : Le capitaine Thomas Sankara, ancien premier ministre démis de ses fonctions le 17 mai, considéré comme proche de la Libye, renverse le gouvernement du commandant Jean-Baptiste Ouédraogo, chef de l'Etat depuis novembre 1982.

- 6. — NIGERIA : Le président Shehu Shagari est réélu chef de l'Etat. Son parti, le parti national nigérian (N.P.N.), obtient, les 13 et 20, près des deux tiers des sièges de gouverneurs et de sénateurs.

- 7-14. — FINLANDE : Les premiers Championnats du monde d'athlétisme ont lieu à Helsinki : les Etats-Unis obtiennent 24 médailles, l'U.R.S.S., 23, et la R.D.A., 22. La France n'en gagne aucune.

- 8. — GUATEMALA : Le général Efraín Ríos Montt, président guatemaltèque depuis le coup d'Etat de mars 1982, est renversé par son ministre de la Défense, le général Oscar Mejía.

- 10. — SUISSE : Licio Gelli, ancien grand maître de la loge maçonnique italienne P2, s'évade de la prison de Genève, où il était incarcéré depuis septembre 1982.

- 14. — PAKISTAN : Début de la campagne de désobéissance civile, lancée par l'opposition au régime militaire du général Zia Ul-Haq. Le mouvement est surtout suivi dans la province du Sind, au sud-est du pays.

- 21. — MAURICE : Aux élections législatives, l'Alliance tripartite dirigée par M. Anerood Jugnauth, premier ministre sortant, remporte 41 des 60 sièges.

- 21. — PHILIPPINES : Benigno Aquino, principal rival politique du président Marcos, est assassiné dès sa descente d'avion, à son retour des Etats-Unis, où il était en exil depuis 1980. Plus de trois millions de personnes participent, le 31, à ses funérailles. Les mois suivants, les manifestations hostiles au régime de M. Marcos se multiplient.

- 31. — POLOGNE : Les consignes lancées par les dirigeants clandestins de Solidarité et par M. Lech Walesa pour marquer le troisième anniversaire des accords de Gdansk sont suivies dans de nombreuses villes.

SEPTEMBRE

- 15-23. — BELGIQUE : Une grève des services publics paralyse le pays.

- 19. — SAINT-KITTS-et-NEVIS : L'archipel antillais de Saint-Kitts-et-Nevis, ancien territoire britannique, accède à l'indépendance. Le 23, il devient le 158^e Etat des Nations unies.

- 26. — ETATS-UNIS : Le 12^e mètres australien Australia-II remporte la Coupe de l'America, disputée à Newport, battant, pour la première fois depuis 1851, le voilier des Etats-Unis.

- 29. — MEXIQUE : Le Mexique obtient la reconnaissance de l'indépendance de sa dette publique, échue entre août 1982 et décembre 1984 : après l'accord du 26 août, qui portait sur 11,4 milliards de dollars, un nouvel accord est signé concernant 7 milliards de dollars.

OCTOBRE

- 7. — INDE : L'Etat du Pendjab est placé sous le contrôle du gouvernement central alors que des graves attentats, commis par des nationalistes sikhs, ont atteint les forces de l'ordre et la communauté hindoue.

- 9. — IRAN-IRAQ : La France livre à l'Irak cinq avions d'attaque Super-Etendard malgré les menaces iraniennes de provoquer la fermeture du détroit d'Ormuz par où passe le pétrole à destination de l'Occident. Le 31, le Conseil de

Edité par la S.A.R.L. le Monde
 Gérant
 André Laurance, directeur de la publication
 Anciens directeurs
 Hubert Bonnes-Méry (1944-1969)
 Jacques Fauriol (1969-1982)

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration
 Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437
 ISSN : 0395 - 2037

sécurité de l'ONU demande une « cessation immédiate de toutes les hostilités dans la région du Golfe ». Téhéran, dont les troupes ont lancé une nouvelle offensive, le 20, dans le Kurdistan irakien, rejette cet appel.

LES PRIX NOBEL

- 5. — PAX : M. Lech Walesa (Pologne).
- 6. — LITTÉRATURE : M. William Golding (Grande-Bretagne).
- 10. — MÉDECINE : M^{lle} Barbara McClintock (Etats-Unis).
- 17. — ÉCONOMIE : M. Gérard Debreu (Etats-Unis).
- 19. — PHYSIQUE : MM. Subrahmanyan Chandrasekhar et William Alfred Fowler (Etats-Unis).
- 19. — CHIMIE : M. Henry Taube (Etats-Unis).

9. — BIRMANIE : A Rangoon, un attentat visant M. Chou Doo Hwan, président de la Corée du Sud, provoque la mort de vingt et une personnes dont quatre membres du gouvernement sud-coréen. Le 4 novembre, la Birmanie rompt ses relations diplomatiques avec la Corée du Nord, accusée d'être à l'origine de l'attentat.

10. — ISRAËL : Après le retrait de M. Begin, le 15 septembre, M. Yitzhak Shamir est investi par la Knesset à la tête d'un gouvernement identique au précédent. Dès le 11, il annonce une dévaluation de 23 % du shekel et de nouvelles mesures d'austérité.

12. — CHINE : Le comité central du P.C. chinois décide une campagne de « rectification » du style du parti.

12-14. — FRANCE-BELGIQUE : Visite officielle de M. Mitterrand en Belgique.

19. — ESPACE : Le succès du septième lancement de la fusée européenne Ariane, après celui du sixième, le 16 juin, assure son avenir commercial.

23. — SUISSE : Aux élections législatives, la coalition sortante obtient 167 (-2) des 200 sièges du Conseil national.

27-29. — FRANCE-TUNISIE : Visite officielle de M. Mitterrand en Tunisie.

30. — TURQUIE : 1 330 personnes sont tuées dans un tremblement de terre, au nord-est d'Erzurum.

31. — ARGENTINE : M. Raúl Alfonsín (radical) est élu président de la République en battant le candidat péroniste, M. Italo Luder. Après huit ans de dictature militaire, il entre en fonction le 10 décembre et annonce, le 13, que des poursuites judiciaires vont être engagées contre les membres des forces armées et les terroristes qui ont violé les droits de l'homme.

NOVEMBRE

2. — AFRIQUE DU SUD : 66 % des électeurs blancs approuvent par référendum la nouvelle Constitution, qui prévoit une présidentialisation du régime et l'association partielle et séparée des minorités métisses et indiennes à l'exercice du pouvoir dont la majorité noire reste exclue.

6. — TURQUIE : Aux élections législatives, le parti de la mère patrie de M. Turgut Ozal obtient, avec 45,1 % des voix, 211 des 400 députés. Le général Evren, président de la République jusqu'en 1989, approuve, le 13 décembre, le gouvernement libéral formé par M. Ozal.

7-10. — FRANCE-ALGÉRIE : M. Chadli Bendjedid effectue à Paris le premier voyage officiel d'un chef d'Etat algérien depuis l'indépendance.

9-14. — ETATS-UNIS-JAPON ET CORÉE DU SUD : Le voyage du président Reagan au Japon et en Corée du Sud est surtout consacré au renforcement de la coopération stratégique entre les trois pays.

15. — CHYPRE : Une « République turque », présidée par M. Rauf Denktaş, est créée au nord de Chypre. Ankara est seul à la reconnaître.

23. — ESPACE : Deux cosmonautes soviétiques repartent la Terre après cent quarante-neuf jours dans l'espace.

27. — ESPAGNE : Un Boeing-747 de la compagnie colombienne Avianca s'écrase près de Madrid : cent quatre-vingt-neuf personnes sont tuées et onze rescapées. Le

7 décembre, une collision entre deux avions sur l'aéroport de Madrid fait à son tour quarante-trois morts.

27. — URUGUAY : Après le succès des journées nationales de protestation des 25 août et 25 septembre, plus de trois cent mille personnes manifestent à Montevideo pour le retour à la démocratie.

28/XI - 8/XII. — ESPACE : Pour sa neuvième mission, la sixième pour Columbia, la navette spatiale américaine emporte le laboratoire européen Spacecab qui permet une « maison d'information impressionnante ». Apparaissant, les trois vols de l'autre navette, Challenger, du 4 au 9 avril, du 18 au 24 juin et du 30 août au 5 septembre, avaient été des réussites complètes.

DÉCEMBRE

1. — VENEZUELA : M. Jaime Lusinchi, candidat du parti d'Action démocratique (social-démocrate), remporte l'élection présidentielle. Il succédera le 2 février 1984 à M. Luis Herrera Campins, l'actuel président social-chrétien.

4-6. — C.E.E. : Le conseil européen d'Athènes ne trouve de compromis ni sur les questions budgétaires ni sur la politique agricole. Les négociations vont se poursuivre. Paris succédant à Athènes à la présidence semestrielle de la Communauté.

16. — NORVÈGE : Mme Danuta Walesa reçoit à Oslo, au nom de son mari, le prix Nobel de la paix.

11. — BANGLADESH : Le général Ershad, administrateur de la loi martiale, depuis le coup d'Etat du 24 mars 1982, se proclame chef de l'Etat.

14. — ETATS-UNIS : Le dollar dépasse les 8,47 francs à Paris, où il cotait 6,60 francs le 10 janvier. A la Bourse de New-York, l'indice des valeurs industrielles, qui a augmenté de 65 % en quinze mois en raison de l'amorce de reprise économique, a atteint le 29 novembre le niveau record de 1287,20.

15. — JAMAÏQUE : Aux élections législatives, le parti travailliste (conservateur) de M. Edward Seaga, au pouvoir depuis 1980, obtient les soixante sièges du Parlement en raison du boycottage du scrutin par l'opposition.

15-17. — FRANCE-YOUGOSLAVIE : Visite officielle de M. Mitterrand en Yougoslavie.

16. — POLOGNE : L'appel à manifester lancé par la direction clandestine de Solidarité pour l'anniversaire des révoltes ouvrières de 1970 est peu suivi en raison du gigantesque dispositif de dissuasion mis en place par les autorités. Dans un discours rendu public le 15, M. Lech Walesa avait dressé un violent réquisitoire contre le régime et proposé un programme d'action.

17. — GRANDE-BRETAGNE : L'explosion d'une voiture piégée devant les grands magasins Harrods à Londres fait 3 morts et 91 blessés. L'IRA provisoire revendique l'attentat tout en indiquant qu'elle ne l'a pas commandité.

18. — JAPON : Le parti libéral démocrate (P.L.D.), au pouvoir depuis 1945, obtient 258 (-28) des 511 sièges de la Diète aux élections générales provoquées par le refus de M. Tanaka, ancien premier ministre, de démissionner de son siège après une condamnation, le 12 octobre, dans l'affaire des pots-de-vin Lockheed. Malgré son revers électoral, M. Yasuhiro Nakasone est réélu premier ministre, le 26, par la Diète. Son nouveau gouvernement maintient la primauté du « clan Tanaka ».

26-29. — U.R.S.S. : M. Kouri Andreopov, qui n'est pas apparu au public depuis le 18 août, n'assiste pas au plénum du comité central ni à la session du Soviet suprême des 28 et 29. Mais quatre de ses proches sont promus dans les instances du P.C.

27. — AFRIQUE DU SUD-ANGOLA : L'armée sud-africaine confirme qu'elle a pénétré, depuis le 6, en territoire angolais pour attaquer les bases de maquisards de la SWAPO avant que celle-ci ne lance une offensive contre les forces sud-africaines en Namibie.

28. — UNESCO : Les Etats-Unis annoncent qu'ils se retireront de l'UNESCO à compter du 1^{er} janvier 1985. Washington reproche à l'organisation son « antisémitisme » et son engagement en faveur d'un « nouvel ordre mondial de l'information ».

31. — NIGERIA : Le gouvernement civil du président Shehu Shagari est renversé par un coup d'Etat militaire. Le général Mohammed Buhari est nommé chef du nouveau conseil militaire suprême.

LES ÉVÉNEMENTS

Gérer à gauche

de l'influence » du parti communiste et dressant un bilan positif de la participation du P.C.F. au gouvernement qui « n'estompe pas la portée des réserves et des critiques » à propos du plan de rigueur.

25-26. — Voyage de M. Mitterrand dans le Nord-Pas-de-Calais. Il rappelle que « les responsabilités et la décision appartiennent au président de la République » et renouvelle son soutien au gouvernement, qui agit « sous son autorité ».

MAI

3. — M. Louis Le Pensec, ancien ministre de la mer, est réélu député du Finistère avec 54,31 % de voix dès le premier tour.

19. — Les quarante et un fils de dixième de Seveso (Italie), entrés illégalement en France en septembre 1982, sont retrouvés dans l'Aisne. Leur recherche, depuis la fin mars, dans plusieurs pays d'Europe, avait relancé les débats sur l'élimination des déchets toxiques.

28-29. — Seize attentats en Guadeloupe, en Martinique, en

JANVIER

2. — M. Mitterrand, qui participe au journal d'Antenne 2, plaide pour une « voie médiane », page de « l'humanité du corps social ».

5. — Le conseil des ministres adopte un plan de lutte contre la violence en Corse : le F.L.N.C. est dissous et un commissaire de la République chargé de la sécurité, M. Robert Broussard, est nommé dans l'île, où tous les responsables policiers ont été remplacés.

10. — En Nouvelle-Calédonie, deux gendarmes mobiles sont tués près du village de Koiné. Le 13, dix-huit Mélanésiens sont inculpés, dont dix d'assassinat.

23. — M. Chirac présente un « projet politique » et un « plan de redressement » devant plusieurs dizaines de milliers de personnes rassemblées à Paris pour un congrès extraordinaire du R.P.R.

28. — Aux élections aux chambres d'agriculture, la F.N.S.R.A. et les organisations traditionnelles qui lui sont proches obtiennent plus de 60 % des voix.

FÉVRIER

5. — Klaus Barbie, ancien responsable de la Gestapo de Lyon, expulsé de Bolivie vers la France, est écroué à Lyon, après avoir été inculpé de « crimes contre l'humanité ».

20. — Aux élections régionales dans les quatre départements d'outre-mer, la gauche recueille partout la majorité des suffrages exprimés, mais ne contrôle l'assemblée qu'en Martinique. Cependant, le 28, elle obtient aussi la présidence du conseil régional à la Réunion et en Guyane, tandis que, en Guadeloupe, l'opposition l'emporte.

28. — L'Armée secrète arménienne (ASALA) revendique l'attentat contre une agence parisienne de voyages, spécialisée dans le tourisme en Turquie, attentat qui a fait un mort et quatre blessés.

MARS

4. — M. Daniel Mayer, désigné par M. Mitterrand, succède à M. Roger Frey à la présidence du Conseil constitutionnel.

13. — A Marseille, un enfant de onze ans, d'origine gitane, est tué par l'explosion d'un colis piégé

La politique de rigueur

définit par le président de la République en 1981...
 45,6% prévus pour 1984, sont devenus « insupportables ».

21. — Le conseil des ministres adopte le projet de budget pour 1984. La limitation à 6,2% de l'augmentation des dépenses de l'Etat s'accompagne par un allouement de la fiscalité pour les moyens et les gros revenus.

3. — Christian Du Comte pour le développement industriel (Codi). Les fonds, collectés dans les caisses d'épargne et dans les établissements bancaires et mutualistes, seront utilisés pour moderniser l'appareil de production français.

19. — La balance de commerce extérieure est excédentaire un septembre pour la première fois depuis août 1983. Le déficit pour 1983 sera inférieur de moitié à celui de 1982, qui a atteint 92,7 milliards de francs.

29. — Le taux des cotisations de l'assurance-chômage est augmenté de 1 % par le gouvernement, suite d'un accord entre le patronat et les syndicats. Le C.N.P.F., décidé de ne plus « signer un conseil d'administration de FUNEDIC jusqu'à l'adoption d'un nouveau système d'assurance ».

14. — M. Bérégovoy annonce que, pour assurer l'équilibre financier de la Sécurité sociale en 1984, d'une part, le prélèvement de 1 % sur le revenu imposable sera reculé et étendu aux revenus de capital soumis à prélèvement obligatoire. D'autre part, la cotisation vieillesse sera réduite d'un point pour l'ensemble des salariés.

15. — M. Mitterrand défend, sur TF1, la politique budgétaire du gouvernement. Il annonce que le taux professionnel sera réformé en 1984 et s'engage à diminuer d'un point dans le budget 1985 les taux des prélèvements obligatoires (salaires et cotisations sociales) qui, à 44,7%, de produit intérieur brut en 1983 et à

définit par le président de la République en 1981...
 45,6% prévus pour 1984, sont devenus « insupportables ».

MAI

3. — M. Louis Le Pensec, ancien ministre de la mer, est réélu député du Finistère avec 54,31 % de voix dès le premier tour.

19. — Les quarante et un fils de dixième de Seveso (Italie), entrés illégalement en France en septembre 1982, sont retrouvés dans l'Aisne. Leur recherche, depuis la fin mars, dans plusieurs pays d'Europe, avait relancé les débats sur l'élimination des déchets toxiques.

28-29. — Seize attentats en Guadeloupe, en Martinique, en



(Dessin de PLANTEAU.)

23. — M. Mitterrand, dans une allocution télévisée, demande aux Français de « redoubler d'énergie et de ténacité pour le redressement national ».

Guyane et un à Paris sont revendiqués par une organisation inconnue jusqu'alors : l'Alliance révolutionnaire caraïbe.

28. — Aux élections régionales dans les quatre départements d'outre-mer, la gauche recueille partout la majorité des suffrages exprimés, mais ne contrôle l'assemblée qu'en Martinique. Cependant, le 28, elle obtient aussi la présidence du conseil régional à la Réunion et en Guyane, tandis que, en Guadeloupe, l'opposition l'emporte.

31. — Adoption définitive de la loi portant abrogation ou révision de certaines dispositions de la loi « sécurité et liberté ». Le gouvernement a fait approuver un amendement sur les contrôles d'identité, après une polémique à gauche sur l'autorisation de prises d'empreintes digitales et de photographies.

AVRIL

1. — Entrée en vigueur du droit à la retraite à soixante ans. Les partenaires sociaux ont signé les 4 février et 18 mars des accords sur l'adaptation des régimes complémentaires.

JUN

2. — M. Léopold Sédar Senghor est élu premier ministre de la République sénégalaise.

6. — M. Mazarzyk obtient, par 323 voix contre 155, la confiance des députés sur une déclaration de politique générale.

2. — M. Léopold Sédar Senghor est élu premier ministre de la République sénégalaise.

19-20. — Le comité central du P.C.F. adopte à l'unanimité le rapport de M. Marchais affirmant que les élections municipales ont marqué « un début de remontée

2. — M. Léopold Sédar Senghor est élu premier ministre de la République sénégalaise.

définit par le président de la République en 1981...
 45,6% prévus pour 1984, sont devenus « insupportables ».

21. — Le conseil des ministres adopte le projet de budget pour 1984. La limitation à 6,2% de l'augmentation des dépenses de l'Etat s'accompagne par un allouement de la fiscalité pour les moyens et les gros revenus.

3. — Christian Du Comte pour le développement industriel (Codi). Les fonds, collectés dans les caisses d'épargne et dans les établissements bancaires et mutualistes, seront utilisés pour moderniser l'appareil de production français.

19. — La balance de commerce extérieure est excédentaire un septembre pour la première fois depuis août 1983. Le déficit pour 1983 sera inférieur de moitié à celui de 1982, qui a atteint 92,7 milliards de francs.

29. — Le taux des cotisations de l'assurance-chômage est augmenté de 1 % par le gouvernement, suite d'un accord entre le patronat et les syndicats. Le C.N.P.F., décidé de ne plus « signer un conseil d'administration de FUNEDIC jusqu'à l'adoption d'un nouveau système d'assurance ».

29. — Le taux des cotisations de l'assurance-chômage est augmenté de 1 % par le gouvernement, suite d'un accord entre le patronat et les syndicats. Le C.N.P.F., décidé de ne plus « signer un conseil d'administration de FUNEDIC jusqu'à l'adoption d'un nouveau système d'assurance ».

14. — M. Bérégovoy annonce que, pour assurer l'équilibre financier de la Sécurité sociale en 1984, d'une part, le prélèvement de 1 % sur le revenu imposable sera reculé et étendu aux revenus de capital soumis à prélèvement obligatoire. D'autre part, la cotisation vieillesse sera réduite d'un point pour l'ensemble des salariés.

14. — M. Bérégovoy annonce que, pour assurer l'équilibre financier de la Sécurité sociale en 1984, d'une part, le prélèvement de 1 % sur le revenu imposable sera reculé et étendu aux revenus de capital soumis à prélèvement obligatoire. D'autre part, la cotisation vieillesse sera réduite d'un point pour l'ensemble des salariés.

15. — M. Mitterrand défend, sur TF1, la politique budgétaire du gouvernement. Il annonce que le taux professionnel sera réformé en 1984 et s'engage à diminuer d'un point dans le budget 1985 les taux des prélèvements obligatoires (salaires et cotisations sociales) qui, à 44,7%, de produit intérieur brut en 1983 et à

15. — M. Mitterrand défend, sur TF1, la politique budgétaire du gouvernement. Il annonce que le taux professionnel sera réformé en 1984 et s'engage à diminuer d'un point dans le budget 1985 les taux des prélèvements obligatoires (salaires et cotisations sociales) qui, à 44,7%, de produit intérieur brut en 1983 et à

définit par le président de la République en 1981...
 45,6% prévus pour 1984, sont devenus « insupportables ».

21. — Le conseil des ministres adopte le projet de budget pour 1984. La limitation à 6,2% de l'augmentation des dépenses de l'Etat s'accompagne par un allouement de la fiscalité pour les moyens et les gros revenus.

3. — Christian Du Comte pour le développement industriel (Codi). Les fonds, collectés dans les caisses d'épargne et dans les établissements bancaires et mutualistes, seront utilisés pour moderniser l'appareil de production français.

3. — Christian Du Comte pour le développement industriel (Codi). Les fonds, collectés dans les caisses d'épargne et dans les établissements bancaires et mutualistes, seront utilisés pour moderniser l'appareil de production français.

19. — La balance de commerce extérieure est excédentaire un septembre pour la première fois depuis août 1983. Le déficit pour 1983 sera inférieur de moitié à celui de 1982, qui a atteint 92,7 milliards de francs.

19. — La balance de commerce extérieure est excédentaire un septembre pour la première fois depuis août 1983. Le déficit pour 1983 sera inférieur de moitié à celui de 1982, qui a atteint 92,7 milliards de francs.

29. — Le taux des cotisations de l'assurance-chômage est augmenté de 1 % par le gouvernement, suite d'un accord entre le patronat et les syndicats. Le C.N.P.F., décidé de ne plus « signer un conseil d'administration de FUNEDIC jusqu'à l'adoption d'un nouveau système d'assurance ».

29. — Le taux des cotisations de l'assurance-chômage est augmenté de 1 % par le gouvernement, suite d'un accord entre le patronat et les syndicats. Le C.N.P.F., décidé de ne plus « signer un conseil d'administration de FUNEDIC jusqu'à l'adoption d'un nouveau système d'assurance ».

صكرا من الاصل

DE 1983 EN FRANCE

gnent une « charte » qui manifeste leur « volonté commune d'une autre politique ».

5. - Yannick Noah est le premier Français depuis 1946 à remporter les Internationaux de tennis de Roland-Garros.

10. - L'Assemblée nationale adopte en première lecture le projet de réforme de l'enseignement supérieur, après un débat de près de trois semaines; l'opposition avait déposé environ deux mille amendements.

13-14. - M. Mitterrand, en visite officielle en Corse, déclare que « le champ du dialogue est ouvert pour peu que la Corse fasse preuve d'initiative », mais condamne « la violence et la révolte ».

17. - M. Hérain présente, dans un entretien au Monde, le projet de reorganisation des forces terrestres et annonce la création d'une force d'action rapide de quarante-sept mille hommes, à base d'hélicoptères et d'infanterie antichars.

23. - Un débat sur le budget social est organisé pour la première fois à l'Assemblée nationale.

27. - La loi de programmation militaire 1984-1988 et la loi modifiant le code du service national sont définitivement adoptées.

31. - Le conseil des ministres adopte une série de mesures destinées d'une part à renforcer la lutte contre l'immigration clandestine, d'autre part à faciliter l'insertion des immigrés installés en France.

SEPTEMBRE

13. - Pierre-Jean Massimi, secrétaire général de la Haute-Corse, est tué près de Bastia. Le F.L.N.C. assure le 21 avoir commis « un attentat en représailles contre la « disparition », le 17 juin, du militant nationaliste Guy Onesti. Le 27, le conseil des

19. - Les syndicats des « réformistes » (F.O., C.G.C. et C.F.T.C.) remportent les élections des administrateurs des caisses de la Sécurité sociale, organisées pour la première fois depuis 1962. La C.G.T. et la C.F.D.T. subissent un échec. F.O. devance la C.F.D.T. et talonne la C.G.T.

19. - M. Savary présente de nouvelles propositions sur l'avenir de l'enseignement privé; écartant l'idée d'intégration dans un service public, il propose un calendrier de discussions pour une rénovation d'ensemble du système

18-20. - Le parti radical, réuni en congrès à Paris, élit M. André Rossinat à sa présidence et confirme son maintien dans l'opposition.

23. - Le conseil des ministres adopte le projet de loi sur la presse, très vivement critiqué par l'opposition. Après quatre jours de débats houleux à l'Assemblée nationale, du 14 au 17 décembre, l'examen du texte est renvoyé à une session extraordinaire en janvier 1984.

19. - M. André Chandernagor, nommé le 7, premier président de la Cour des comptes, est remplacé par M. Roland Dumas comme ministre chargé des affaires européennes.

21. - Le projet de loi sur l'enseignement supérieur est définitivement adopté. En deuxième lecture, les députés ont approuvé des amendements propres à rassurer en partie les professeurs qui s'étaient inquiétés d'une éventuelle « dégradation de l'université ».

28. - Un réfugié espagnol, membre présumé de l'ETA-militaire, est grièvement blessé à Saint-Jean-de-Luz. Un autre réfugié avait été tué, le 19, à Bayonne. Ces deux attentats sont revendiqués par un « Groupe antiterroriste de libération », soupçonné d'être une émanation des milieux policiers espagnols.

31. - M. Mitterrand, présentant ses vœux aux Français, se leur « promet rien d'autre que la poursuite sans faiblesse de l'effort de redressement national ».

- Deux bombes explosent, l'une dans le T.G.V. Marseille-Paris, près de Tain-Hermitage (Drôme), l'autre à la gare Saint-Charles à Marseille. Ces attentats, dont les auteurs sont inconnus, font quatre morts et une cinquantaine de blessés.



(Dessin de PLANTU)

JUILLET

5. - Après les prises de position hostiles de M. Chirac, maire de Paris, et Girard, président (R.P.R.) du conseil régional de l'Île-de-France, M. Mitterrand annonce que la France renonce à organiser une exposition universelle à Paris en 1989.

15. - Une bombe explose à Orly-Sud devant les cockpits de la Turkish Airlines; huit personnes sont tuées et cinquante-quatre blessées. L'attentat, revendiqué par l'ASALA, est condamné par le tribunal des organisations armées en France. Le 18, à Paris, cinquante-six personnes sont interpellées par la police, dont Vahagn Garabadjian, qui avoue, le 20, être l'auteur de l'attentat d'Orly, mais revendiqua sur ses aveux le 28. Au total, onze personnes sont inculpées et écrouées et dix autres assignées à résidence.

21. - Les directeurs de Peugeot et de Talbot annoncent un plan de suppression de 7 371 emplois.

ministres décide la dissolution de la Confédération des communistes (C.C.N.), considérée comme la « vitrine légale » du F.L.N.C.

25. - Aux élections sénatoriales, l'opposition obtient soixante-quinze (+12) des quatre-vingt-dix-neuf sièges qui étaient à pourvoir, et la majorité, vingt-trois (+1).

30. - A Marseille, l'explosion d'une bombe dans l'enceinte de la Foire internationale provoque la mort d'un visiteur.

éducatif. L'enseignement catholique accepte de négocier, mais le Comité national d'action laïque (C.N.A.L.) refuse.

28-30. - Au congrès du parti socialiste, réuni à Bourg-en-Bresse, les délégués manifestent leur soutien « résolu » à la politique du gouvernement. Le CÉRES de M. Chevènement, dont le motion avait recueilli environ 18 % des suffrages dans le vote des fédérations, et les « recorders dissidents » (5 %) se sont ralliés au texte légèrement modifié de la motion de M. Jospin (77 %).

DÉCEMBRE

1. - Rencontre au sommet P.S.-P.C.F. à Paris, pour « vérifier » le respect de l'accord de gouvernement conclu le 23 juin 1981.

18. - Au deuxième tour des élections législatives partielles organisées dans le Lot et dans le Morbihan, M. Bernard Charles (M.R.G.) et M. Aimé Kergueris (U.D.F.) sont élus pour succéder respectivement à MM. Maurice Faure et Christian Bonnet, élus sénateurs.

23. - M. Barre remet à M. Mauroy le rapport sur les « avions rempileurs » que M. Giscard d'Estaing avait montré la veille à la télévision. Une vive polémique avait suivi les propos de M. Emmanuel, secrétaire d'Etat au budget, qualifiant, à l'Assemblée nationale, le 21, de « forfaiture » la destruction par M. Beck, ancien premier président de la Cour des comptes, d'un rapport confidentiel établi en 1980 à la de-

mande de M. Barre par un magistrat de cette Cour. Ce rapport concernait les sommes consacrées par Elf-Erap entre 1976-1979 à des recherches sur la détérioration adrienne des gisements pétroliers.

AOÛT

7. - Au Pays basque, un gendarme est tué et un autre blessé au cours d'une fusillade avec des militants nationalistes, alors que, depuis le début de l'été, plusieurs attentats ont été commis contre des touristes.

14-15. - Jean-Paul II se rend en pèlerinage à Lourdes, pour sa deuxième visite en France.

OCTOBRE

2. - M. Jean-Michel Baylet, élu président du M.R.G., lance un appel à la constitution d'un « large centre gauche ».

5. - La procédure judiciaire engagée contre trois Irlandais, arrêtés à Vincennes le 28 août 1982 et présentés alors par l'Elysée comme des « terroristes internationaux », est annulée en raison des irrégularités commises par des gendarmes, notamment du G.I.G.N., lors de la perquisition.

NOVEMBRE

3-4. - M. Mitterrand effectue en Poitou-Charentes sa sixième visite officielle dans une région.

14. - Six attentats à la bombe commis en Guadeloupe sont revendiqués par l'Alliance révolutionnaire caraïbe (A.R.C.).

16. - M. Mitterrand affirme, à Antenne 2, que la crédibilité de la dissimulation nucléaire repose sur sa propre détermination.

JANVIER

28. - Alors que plusieurs conflits sociaux ont lieu dans l'industrie automobile, M. Mauroy « constate » que « des travailleurs immigrés sont agités par des groupes religieux et politiques ».

OCTOBRE

3. - Trente mille à quarante mille personnes manifestent à Paris à l'appel de la C.G.C. contre la politique du gouvernement.

11. - Alors que des débrayages syndicaux ont lieu dans les centres de tri postaux depuis le 26 septembre, M. Gattaz, président du C.N.P.F., déclare que les entreprises sont « gravement atteintes » par les retards et le manque de courrier.

NOVEMBRE

14. - La C.G.T. souligne que « l'écart entre ses objectifs et la politique du gouvernement s'est accru ».

MARS

15. - Une manifestation nationale d'étudiants en médecine rassemble plus de quinze mille personnes à Paris; une grève très suivie a commencé à la fin février pour protester contre la réforme en cours des études médicales. Ce mouvement est marqué par de multiples actions spectaculaires.

22. - Début de la grève des internes et chefs de clinique des centres hospitaliers-universitaires contre les projets de réforme hospitalière et les modifications envisagées de leur statut.

30. - Des professionnels du tourisme manifestent à Paris contre le renforcement du contrôle des changes.

JUN

3. - Deux manifestations de policiers sont organisées après la mort de deux d'entre eux, tués le 31 mai à Paris. Avec des mots d'ordres très politiques, la première, le matin, se déroule dans le quartier de la justice; la seconde, l'après-midi, partant jusqu'aux grilles du ministère de l'Intérieur. Dans la soirée, le préfet de police de Paris démissionne, et le directeur général de la police nationale est relevé de ses fonctions tandis que M. Mauroy demande la plus grande fermeté pour les policiers séduits: soixante-cinq fonctionnaires seront sanctionnés, dont les dirigeants des deux syndicats organisateurs des manifestations, qui seront révoqués dès le 7.

DÉCEMBRE

3. - Soixante mille personnes défilent à Paris au terme de la marche contre le racisme commencée le 15 octobre à Marseille par des jeunes d'origine immigrée.

14. - M. Maire (C.F.D.T.) démissionne de la présidence du conseil des ministres.

17. - A l'usine Talbot de Poissy, le gouvernement accepte 1 905 des 2 905 licenciements demandés par la direction ainsi que le plan social qui les accompagne. La grève avec occupation, commencée le 7, se poursuit, mais, le 31, le gouvernement fait évacuer Poissy.

Les élections municipales

Le 20 janvier, le R.P.R. et l'U.D.F. concluent un accord limitant à cinq le nombre des premières. L'accord du 23 décembre entre la P.C. et le P.S. en prévoyait onze.

Le 6 mars, le premier tour des municipales est marqué par un recul de la majorité, qui perd seize villes de plus de 30 000 habitants (8 P.C., 8 P.S.) dont Reims (P.C.), Brest, Grenoble, Nantes et Roubaix (P.S.).

Le 13 mars, au second tour, la gauche réalise mieux, mais perd quinze autres villes de plus de 30 000 habitants (8 P.C. et 7 P.S.) dont Nîmes et Saint-Étienne (P.C.). Sur les trente et une prises à la majorité, che-huit seront dirigées par le R.P.R. et huit par l'U.D.F. La victoire de l'opposition est totale à Paris comme à Lyon.

En fin, plusieurs décisions de tribunaux administratifs arrêtaient ou bloquant des résultats suscitant une vague polémique sur les fraudes électorales. La P.C.F., vain dans treize cas sur vingt-

sept, dénonce une « manipulation politique ».

Le 11 septembre, à Dreux, l'opposition, alliée à l'extrême droite, remporte l'élection municipale organisée dans cette municipalité à direction socialiste après l'annulation pour irrégularité du scrutin de mars. Entre les deux tours, un débat national s'était instauré et M^{me} Simone Veil avait précisé, le 5, qu'elle « n'aurait pas conclu d'alliance avec le Front national », qui avait obtenu 16,72 % des suffrages au premier tour.

Le 2, puis le 16 octobre ainsi que le 6 et le 13 novembre, des maires sociaux communistes sont battus par des listes d'opposition dans quatre nouvelles villes de plus de 30 000 habitants: Sarcelles, Antony, Villeneuve-Saint-Georges et Aubnay-sous-Bois. M. Marchais, réajurant le 13 novembre les accusations de fraude, affirme que les « perles de la gauche » sont dues à un recul du P.S.

AVRIL

25-26. - M. Mitterrand, en visite dans le Nord-Pas-de-Calais, évoque les conflits hospitaliers ainsi que l'agitation des agriculteurs et des éleveurs. Il affirme que « l'essentiel est fait » pour la loi de « l'État », mais souligne qu'« aucun conflit, quel qu'il soit, ne saurait être considéré comme inévitable ».

28. - M. Kramczyk (C.G.T.), tout en insistant sur « l'immensité de la tâche », annonce la mise en œuvre du « contrat de travail » et la mobilisation des forces de droite et du patronat, qui veulent peser sur les changements.

MARS

2. - Les internes et chefs de clinique votent la fin de leur grève. M. Mauroy a délégué, le 25 avril, cinq médiateurs et a adressé, le 29 avril, un texte qui satisfait leurs principales revendications.

4. - M. Chirac déclare dans le Monde que l'opposition souhaite « l'apaisement des conflits ».

5. - Près de vingt mille artisans, commerçants et petits patrons manifestent contre le gouvernement à l'appel de la C.G.P.M.E.

20. - Les étudiants en médecine décident de suspendre leur grève, qui de-

MAI

2. - Les internes et chefs de clinique votent la fin de leur grève. M. Mauroy a délégué, le 25 avril, cinq médiateurs et a adressé, le 29 avril, un texte qui satisfait leurs principales revendications.

4. - M. Chirac déclare dans le Monde que l'opposition souhaite « l'apaisement des conflits ».

5. - Près de vingt mille artisans, commerçants et petits patrons manifestent contre le gouvernement à l'appel de la C.G.P.M.E.

20. - Les étudiants en médecine décident de suspendre leur grève, qui de-

BLANC 84 MADELIOS

Place de la Madeleine, Paris
Pour ceux qui savent choisir

DES EXEMPLES:

CHEMISE popeline 100% coton. poignet simple ou poignet mousquetaire	145 F
CHEMISE COL ANGLAIS 100% coton.	165 F
CHEMISE oxford 100% coton.	160 F
PYJAMA popeline coton.	175 F
PEIGNOIR éponge coton.	270 F
MOUCHOIR coton couleur, les trois.	33 F
MOUCHOIR coton blanc roulotté main, initiale brodée, les trois	54 F

SPECIALITE DE MOUCHOIRS EN FIL DE LIN ROULOTTES MAIN

jeune afrique

N° 1199-1200 26 DEC. 4 JANVIER

SPECIAL FIN D'ANNEE

1983... ANNEE DE LA VIOLENCE
1984... QUELS CHANGEMENTS ?

Comment l'Afrique et le monde vont-ils évoluer en 1984 ? et surtout :

- Sankara contre Houphouët
- Biya comme Diouf ?
- Chad est-il incertain

Mais 1984 c'est aussi les sports : objectif Los Angeles

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Saussaies
75407 PARIS CEDEX 09
C.C.P. Paris 4287-23

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE
341 F 683 F 829 F 1 080 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
661 F 1 245 F 1 819 F 2 360 F

ÉTRANGER
(par mandats)

I - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
381 F 683 F 979 F 1 240 F

II - SUISSE, TUNISIE
454 F 830 F 1 197 F 1 530 F

Par voie aérienne
Taux sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (vols volés) doivent bien joindre au chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs en provenance (deux semaines au plus) ; les abonnés sont invités à joindre leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Un Dépôt-Vente Différent...

Sa taille, son M^e d'exposition, la qualité et la variété des meubles et objets anciens présentés et surtout le nombre de bonnes affaires qu'on y réalise font de ce Dépôt-Vente l'endroit rêvé de la capitale, pour acheter ou vendre tout mobilier ancien ou d'occasion.

Le Dépôt-Vente de Paris
81, rue de Lagny, Paris 20^e
372.13.91

Le Monde ECONOMIE

LES MARCHÉS FINANCIERS EN 1983

L'Europe favorite

Dossier établi par François RENARD, André DESSOT et Serge MARTI

Les marchés financiers mondiaux, qui avaient en un très vigoureux sursaut en 1982 après leur fléchissement de 1981, ont connu une année particulièrement faste, avec des performances tout à fait remarquables.

Ces performances ont été le fait, surtout, des marchés européens, où les hausses moyennes se sont élevées de 24 % à plus de 60 % (Paris et Stockholm). La plus modeste, en revanche, a été celle de New-York (+ 20 %). Aux États-Unis, en effet, c'est au second semestre de 1982 que l'essentiel de la hausse a été acquise, dans l'espoir d'une reprise économique que les opérateurs anticipèrent largement. Cette reprise une fois confirmée, le ton est devenu plus hésitant outre-Atlantique. Certes la Bourse de New-York a monté jusqu'à l'été 1983, mais elle a stagné au second semestre, sur le fait accompli d'abord, sur la crainte d'une nouvelle tension des taux d'intérêt ensuite.

Au Japon, très déprimé en 1982 par la crise mondiale, tous les records ont été battus. La hausse des valeurs s'est développée tout au long de l'année dans la perspective d'un redémarrage de l'économie, déjà perceptible au second semestre et qui devrait se poursuivre assez vigoureusement en 1984.

En Europe, sur l'ensemble des douze mois de 1983, la flambée des cours a été alimentée par l'espoir d'une amélioration de la situation. A Londres, la City a salué chaleureusement la réélection de la majorité conservatrice, et les valeurs britanniques se sont hissées à un palier historique. A Francfort, où les cours ont rejoint et dépassé leurs plus hauts niveaux, atteints en 1960, le redressement de l'économie, désormais acquis, a été amplement escompté.

En France, ce n'est pas la reprise économique, loin s'en faut, qui a provoqué une véritable « explosion » des cours, la

plus forte et la plus étendue depuis la guerre. Bien au contraire, les nouvelles les plus déprimantes n'ont cessé d'affluer : chômage, licenciements, stagnation, puis baisse de la consommation. Et pourtant les valeurs françaises n'ont cessé de monter, certaines doublant ou même triplant leur cours de départ ! « Un boom triste », dira un des acteurs du jeu, et même « un peu honteux » dans un cadre national peu riant.

C'est que, à Paris, un faisceau de facteurs techniques a été réuni dans une conjonction assez rare : perte d'intérêt pour l'immobilier et pour l'or qui a provoqué des désinvestissements au profit de valeurs mobilières favorisées par le fisc, phénomène d'« entonnoir » dans un marché relativement étroit où les investisseurs se sont disputés une quinzaine de valeurs, celles de sociétés en bonne santé et opérant, pour une bonne part, à l'étranger, notamment aux États-Unis (les « belles américaines »).

Une chose est vraisemblable néanmoins : les performances hors du commun réalisées par la Bourse de Paris en 1983 ne risquent pas d'être rééditées en 1984, tout au moins de cette façon-là. Le même problème se pose partout dans le monde aux investisseurs : comment consolider les progrès effectués et se prémunir contre les retours de flamme, inévitables dans certains cas ? Les arbres ne montent jamais jusqu'au ciel ! Tout dépendra de l'évolution des taux d'intérêt. Ils continueront de baisser, sans doute, en France pour des raisons internes. Ailleurs, c'est l'inconnu, avec toutefois l'espoir que la reprise américaine s'étendra et se généralisera, sans trop d'inflation, et cela, les gouvernements y veilleront, à tout prix. Autres inconnues : le prix de l'or et celui du pétrole. Bien des investisseurs y pensent, comme à un relais.

PARIS : L'EXPLOSION

Le comble des paradoxes ! Alors que rien dans la situation économique de la France n'incite à un optimisme béat, que l'Hexagone n'a pas pu s'accrocher, pour l'instant, au train de la reprise parti des États-Unis et que les dirigeants actuels ne sont pas précisément ceux que les milieux d'affaires appelleraient de leurs vœux en 1981, la Bourse de Paris a réalisé cette année un parcours exceptionnel à tous égards.

Avec une hausse de 60 % en moyenne par rapport au début du mois de janvier (57 % pour l'indice global le 28 décembre et 55,5 % selon l'indice de la Compagnie des agents de change), le marché parisien a connu en tête des places mondiales, un cours à coudre avec Stock-

holm. Il faut remonter à 1954 pour retrouver de pareilles performances au moment où le Palais Brongniart trouvait dans les découvertes pétrolières d'Esso à Pavlovsk le stimulant nécessaire après plusieurs années de marasme de l'après-guerre.

Du coup, la capitalisation boursière de Paris et des sept places de province a franchi le seuil des 300 milliards de francs. Dans le même temps, on assistait à une explosion du volume des échanges, plus de 300 milliards de francs, une augmentation de plus de 50 %. Une fois de plus, les obligations ont occupé une part importante du marché, le montant des échanges atteignant 222 milliards de francs durant

cette période, soit une augmentation de 71 % tandis que les actions représentaient 108 milliards de francs (+ 66 %) sur le seul marché officiel.

En dépit de terrain gagné par ces dernières par rapport à l'ensemble des transactions, la part du marché obligataire est restée prépondérante. « Les raisons de la croissance très forte du marché obligataire sont structurelles, mais j'ai le sentiment qu'elles sont actuellement à leur zénith », devait déclarer à ce sujet M. Yves Flornoy à la revue Bourse avant de céder à M. Xavier Dupont son fauteuil de syndic au terme de huit années passées à la tête de la Compagnie des agents de change.

Les raisons de cette hausse exceptionnelle ? Elles sont multiples, puisqu'on peut citer pêle-mêle les niveaux records enregistrés sur l'ensemble des places internationales et leur effet d'entraînement sur le marché de Paris, la « prise en tenaille » des placements liquides entre une fiscalité lourde et des conditions plus contraignantes (levée de l'anonymat sur les ventes d'or, par exemple), enfin, la grave crise qui a sévi sur le marché immobilier en dépit d'un « frémissement » perçu par certains professionnels en fin d'année. Parallèlement, la Bourse de Paris avait subi la « saignée » des nationalisations depuis plus d'un an sans que de nouvelles valeurs soient venues compenser, à la cote officielle, la vingtaine de titres bancaires et industriels radiés pour cause d'extension du secteur public.

Cette conjonction d'éléments, allée à une politique volontariste des pouvoirs publics qui a trouvé son aboutissement dans la « loi Delors » du 3 janvier 1983 sur le développe-

ment des investissements et la protection de l'épargne, a fait que tous les secteurs se sont trouvés poussés à la hausse les uns après les autres. Aux « belles américaines », installées aux États-Unis et que l'envolée du dollar a tirées vers le haut (Moët-Hennessy, Pernod Ricard, B.S.N.-G.D., Bongrain, Générale Biscuit) ont succédé les secteurs industriels, agro-alimentaire et chimie en tête, tandis que les services et les sociétés de portefeuille allaient également de l'avant.

Seules les valeurs de la métallurgie, du bâtiment et des travaux publics ainsi que de la distribution ont fait grise mine ; encore ces dernières ont-elles été tirées de l'ornière en fin d'année par des investisseurs se rabattant sur des titres qui n'avaient pas trop monté. Un vent de spéculation a également soufflé sur une poignée de sociétés dites « en redressement », parmi lesquelles Michelin, Peugeot, Marnhin, Creusot-Loire, Maisons Péfénix (par moments) ou encore D.M.C. Résultat : à la fin novembre, plus d'une vingtaine de sociétés françaises avaient dépassé les 100 % de hausse par rapport à la fin de l'année 1982 avec, en tête, Sommer Alibert, Générale Biscuit, Pernod Ricard, D.M.C., Rousset-Uclaf, Escailor et Esso, pour ne citer que les écarts supérieurs à 150 %.

En dehors du cercle étroit des trois mille personnes directement intéressées, dans leurs émoluments, par les performances de la Bourse de Paris, celles-ci ont également profité aux sociétés cotées. Grâce aux nouveaux produits financiers mis à leur disposition, à un développement important des augmentations de capital et au relais assuré par les comptes d'épargne en actions aux

anciens Sicav Monory, elles ont recueilli cette année quelque 15 milliards de francs d'argent frais. Un autre apport important a été constitué par le second marché, ouvert, en

principe, aux seules petites et moyennes entreprises et dont la capitalisation a déjà dépassé les 7 milliards de francs depuis son inauguration, le 1^{er} février 1983.

Record pour les émissions et les transactions

Si l'année 1982 avait été celle des obligations, qui avaient battu deux records - celui des transactions et celui des émissions, - l'année 1983 aura été propice à la fois aux obligations et aux actions, tous les records étant à nouveau battus.

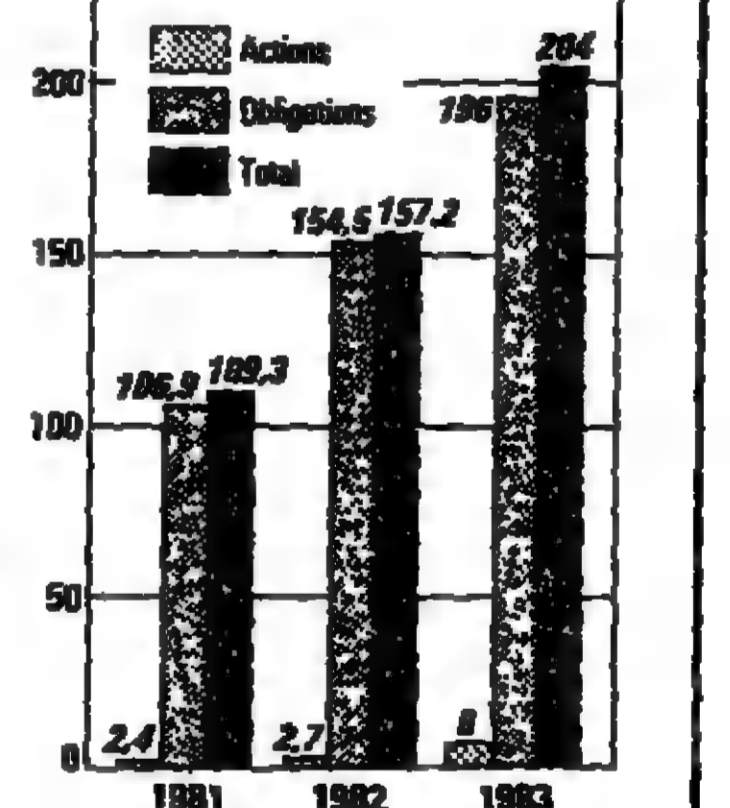
Certes, les obligations ont été recherchées grâce à deux facteurs : la nouvelle baisse des rendements et des taux à l'émission, revenus de 15,30 % à 13,40 % pour les emprunts d'État, et de 15,70 % à 14 % pour ceux du secteur public, qui a attiré les prêteurs et révalorisé les cours des émissions précédentes ; la véritable « explosion » des SICAV et fonds de placement en obligations à court terme, dits « de trésorerie », qui ont collecté plus de 50 milliards de francs supplémentaires aux dépens des placements traditionnels à courte durée (compte sur livrets et comptes à terme). Ces deux phénomènes conjugués ont permis aux émissions de faire un nouveau bond de près de 27 % en 1983, faisant suite à celui de 44 % en 1982, avec un total de 196 milliards de francs contre 154,5 milliards de francs. Le montant des emprunts d'État a augmenté de 25 %, à 50 milliards de francs (151 milliards de francs avec les bons du Trésor renouvelables), sa part du montant total ne variant guère (25,5 % ou 26 % contre 25,9 % en 1982). Les grands emprunteurs ont été, comme à l'habitude, les établissements publics, E.D.F. notamment (plus de 16 milliards de francs), la S.N.C.F., les P.T.T., les établissements à statut social (Crédit foncier, Crédit national, C.E.P.M.E.) et les banques, pour obtenir du désencadrement. Deux nouvelles catégories d'émissions sont apparues : les obligations avec bons de souscription d'actions (voir en page 16) pour 1,3 milliard de francs, et les obligations renouvelables du Trésor (1 milliard de francs). Au total, la capitalisation boursière des obligations en circulation est passée de 605 milliards de francs fin 1982 à 816 milliards de francs fin 1983 et à plus de 1 000 milliards de francs à la fin 1983.

Celle des actions, qui avait fléchi de 9 % en 1982, à 211 milliards de francs, a fait un bond de 60 % en 1983, atteignant 320 milliards de francs environ, en raison d'une hausse moyenne des cours de plus de 50 %. L'événement de l'année a été le triplement des augmenta-

tions de capital en espèces, plus de 9 milliards de francs contre 2,7 milliards de francs en 1982 et 2,4 milliards de francs en 1981.

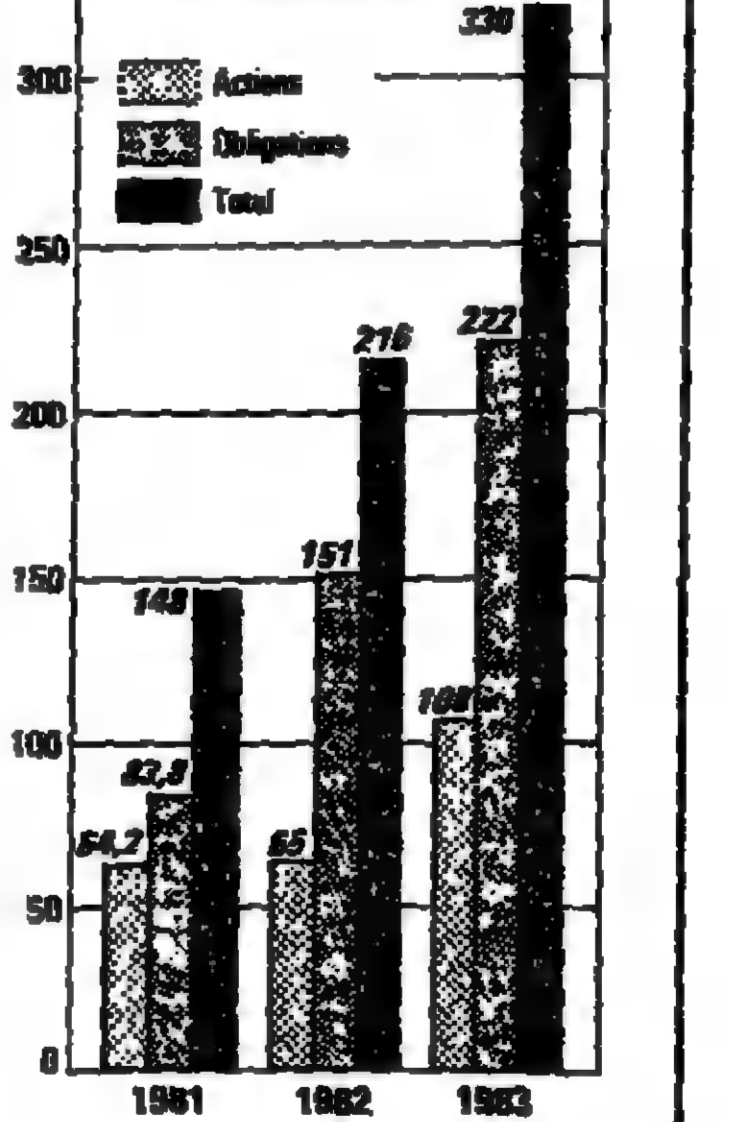
Au chapitre des transactions, tous les records ont été battus à nouveau : + 53 % pour le total (330 milliards de francs). Si les obligations comptent pour 222 milliards de francs (+ 47 %) après une progression de 71 % en 1982, les actions ont fait un

LES ÉMISSIONS



véritable bond à 108 milliards de francs (+ 66 %), ce qui reflète l'extraordinaire activité de la Bourse de Paris en 1983, due, également, aux transactions en actions étrangères (plus de 35 milliards de francs).

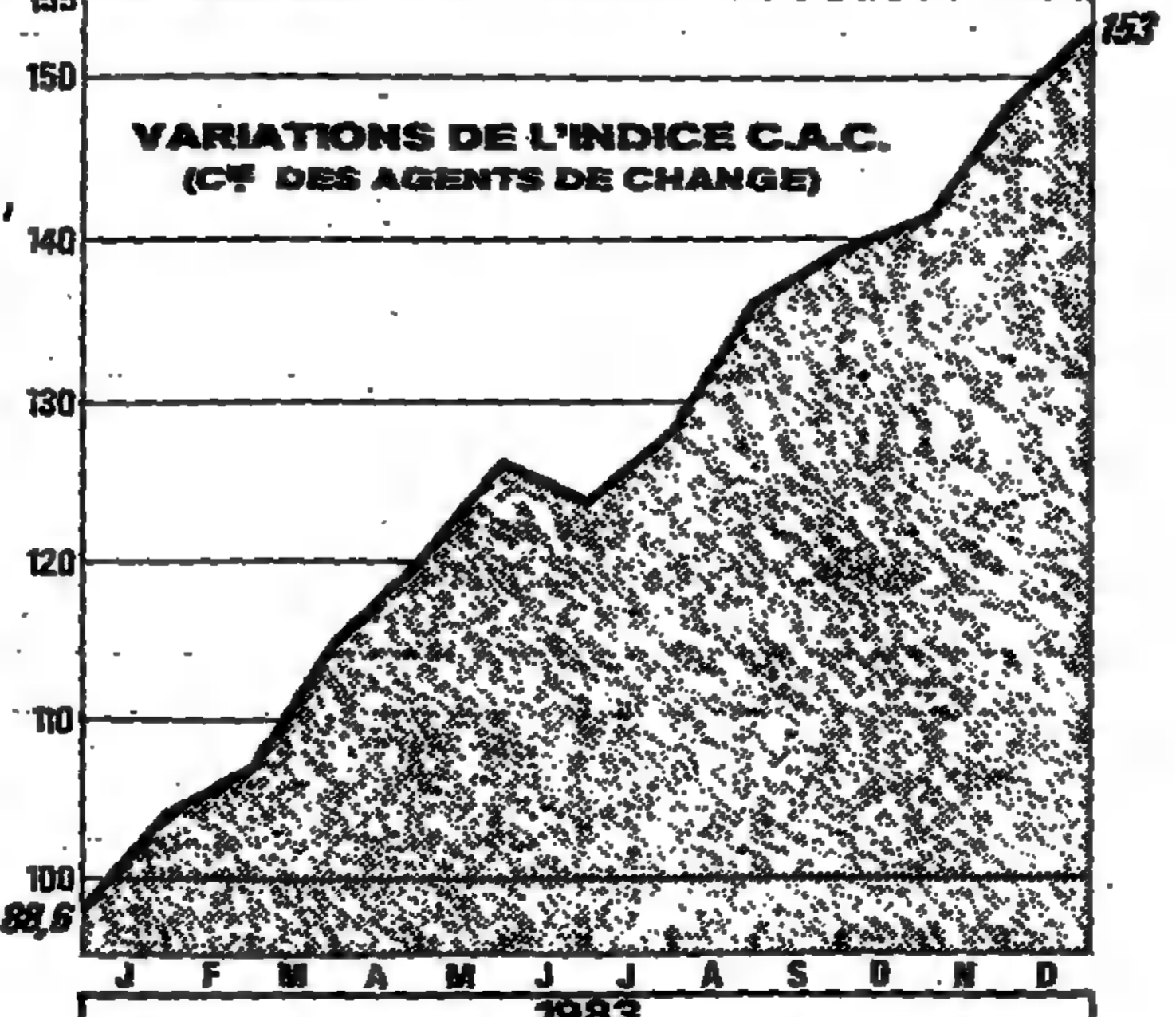
LES TRANSACTIONS



LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

COMPARTIMENTS	31 déc. 1982	Plus haut 1983	Plus bas 1983	23 déc. 1983	Diff. en %
Indice global de base 100 en 1949	282,5	3 291,1	282,7	1 591,1	+ 48,88
Valeurs françaises à revenu variable	2 385,8	3 817,5	2 384,8	3 348,9	+ 48,79
Valeurs étrangères	125,8	286,3	122,6	286,3	+ 48,88
Indice des valeurs françaises à revenu variable (base 100 en 31-12-1981)	100	159,3	100	159,3	+ 59,3
Métallurgie	78,8	87,2	72,3	77,2	+ 2,15
Chimie	95,3	108,8	96,5	108,8	+ 14,71
Industrie et commerce, trav. public	100	128,1	100,7	115,1	+ 15,10
Construction	94,7	112,9	94,8	112,9	+ 18,78
Matières premières	116,9	177,6	119	172,2	+ 47,30
Automobile et accessoires	86,5	127,5	84,4	121,5	+ 40,23
Industrie de consommation	117,1	138,1	118,7	138,1	+ 17,99
Agro-alimentaire	128,3	138,5	121	140,2	+ 9,66
Distribution	92	97,7	84,5	97,7	+ 6,19
Transport	113,8	145	113	145	+ 27,41
Services	136,9	207,1	113,7	202	+ 47,79
Assurances	105,4	149,2	107	149,2	+ 41,53
Banque	112,7	137,9	112,6	137,9	+ 21,13
Immobilier et financier	112,7	156,9	112,7	156,9	+ 38,23
Investissement et portefeuille	107,9	102,6	106,4	101,6	+ 8,24
Valeurs étrangères à revenu fixe	94,6	104,6	94,4	104,6	+ 5,76
Empreintes d'État	99,4	105,5	98,7	104,6	+ 5,43
Empreintes provinciales et locales	90,7	104,2	90,4	104,2	+ 5,37
Sociétés	94,7	105,5	94,8	105,3	+ 6,08
Valeurs étrangères à revenu variable	87,9	91,6	87,4	91,6	+ 4,28
Sociétés	96,1	106,3	94	106,1	+ 5,25
Indice global	100	152,9	96,1	153,8	+ 53,89
Produits de base	78,6	131	74,9	126,6	+ 61,86
Construction	97,9	116,9	94,6	112,9	+ 15,79
Industrie et commerce	101,6	125	97,6	126,2	+ 18,38
Industrie de consommation	108,3	166,5	97	166,7	+ 66,38
Industrie de consommation, non durable	107	128,5	104,1	128,1	+ 14,91
Matières premières	117,2	157	113,6	138,1	+ 16,12
Services	127,5	193,1	113,6	193,1	+ 51,41
Sociétés financières	119,4	183,8	112,6	185,1	+ 56,33
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	91,6	132	89,9	132,6	+ 44,75
Valeurs étrangères	94,9	105,1	93,1	105,4	+ 10,78
Indice global	100	154,7	101,6	155,9	+ 55,97

Base 100 : 31 décembre 1982



MARCHÉ DE PARIS

Le succès du second marché

Depuis quelques années, la pénurie d'introductions en Bourse inquiétait les autorités... Le succès du second marché est dû à la fois à la communauté financière et aux entreprises soucieuses d'ouvrir leur capital...

Créé en 1977, celui-ci avait rapidement prouvé sa valeur... Le second marché a permis de financer des entreprises innovantes et de dynamiser l'économie française...

Une éclosion de nouveaux produits financiers

Avec la loi du 3 janvier 1983 sur le développement des investissements et la protection de l'épargne pour cadre, 1983 aura été l'année des nouveaux produits financiers...

Les obligations à bons de souscription d'actions ou « warrants »... Les certificats d'investissement pour l'instant, seule l'Agence Havas a utilisé ce nouveau titre financier...

NETTE AMÉLIORATION

Très déprimés en 1982, avec un recul de 24 %, en raison de la crise du pétrole, le compartiment de l'acier a connu une brillante remontée cette année...

lorsque le libre jeu de cette formule fut entravé par les pouvoirs publics qui inquiétaient la hausse continue du dollar...

Table with 4 columns: Index, 31-12 1982, Plus haut, Plus bas, 30-12 1983. Rows include Applications des gaz, Elf-Aquitaine, Esso, etc.

MINES D'OR

Grâce au dollar

Sauvées par le gong. Bien parties à l'aube de 1983, au point de s'élever à leur plus haut niveau historique... L'indice des mines d'or a atteint un pic de 39,5 %...

La hausse du dollar a permis aux mines d'or de bénéficier d'une demande accrue... Les investisseurs ont été attirés par les perspectives de croissance de ce secteur...

Table with 4 columns: Index, 31-12 1982, Plus haut, Plus bas, 30-12 1983. Rows include Anglo, Anglo-American, Boliden, etc.

AGROALIMENTAIRE

La « grande bouffe »

Du jamais vu : 100 % de hausse aux Etats-Unis. Le second y est bien solidement implanté aussi et, de surcroît, a mis une perle à sa couronne en rachetant aux frères Gardinier leurs intérêts dans les champagnes...

Les investisseurs ont été attirés par les perspectives de croissance de ce secteur... La hausse des prix agricoles a stimulé les ventes de produits agroalimentaires...

Table with 4 columns: Valeurs, 31-12 1982, Plus haut, Plus bas, 30-12 1983. Rows include Béghin, Biscuit (Gen.), Bongrain, etc.

Les plus importantes variations de cours de l'année (en %) (cours au 30 décembre 1983)

Table with 2 columns: EN HAUSSE, EN BAISSSE. Rows include Générale Biscuit, Esso, Elf-Aquitaine, etc.

VALEURS FRANÇAISES - MARCHÉ AU COMPTANT

Table with 2 columns: EN HAUSSE, EN BAISSSE. Rows include Genolot, S.F.M., Nefelia, etc.

VALEURS ÉTRANGÈRES - MARCHÉ À RÉGLEMENT MENSUEL

Table with 2 columns: EN HAUSSE, EN BAISSSE. Rows include Ito Yokoyama, Norsk Hydro, Imperial Chemical, etc.

CHIMIE

Dans les pharmacies...

Sous le signe de l'austérité l'année précédente, le compartiment de la chimie s'est classé troisième... L'entreprise a pris le contrôle à 90 % de la Carboxyque française...

Enfant adopté de la chimie, Arjomari (second fabricant mondial de papiers spéciaux) s'est fait un devoir de remettre une très bonne copie...

Table with 4 columns: Valeurs, 31-12 1982, Plus haut, Plus bas, 30-12 1983. Rows include Arjomari, L'Air Liquide, Institut Mérieux, etc.

Handwritten signature or stamp at the bottom of the page.

Le Monde de l'économie

INDUSTRIE DE CONSOMMATION NON ALIMENTAIRE

Les feux de la rampe

Véritable panier de la ménagère, ce compartiment a, comme l'année précédente, fait des émoulinages en 1983, et, de la seconde place, est passé à la première (+120 %). Les espoirs placés dans les nombreuses sociétés le constituant se sont en effet vus renforcés et matérialisés.

Ainsi, les résultats d'André Roudier seront encore mauvais. Mais les comptes du second semestre ont fait apparaître des bénéfices. L'assainissement commence donc à porter ses fruits. Le cours du titre a triplé.

La situation de D.M.C., troisième groupe textile français, a continué de s'améliorer. Malgré une baisse de 1982, le groupe a obtenu un résultat équivalent à celui de l'année précédente. La marge bénéficiaire du groupe devait s'élargir à 24 millions de francs prévus. C'est encore peu comparé à l'année d'affaires (25 millions de francs), mais prometteur.

Le groupe de la Cité a profité de l'effort Larousse. Mais Havas lui a soufflé l'affaire. N'importe. Malgré une expansion plus ralentie collant à l'inflation, le groupe n'a pas dénoté, et l'action a été très entourée (+140 %).

Table with 5 columns: Valeurs, 31-12 1982, Plus haut, Plus bas, 30-12 1983. Lists companies like A. Rouillon, D.M.C., Agache-Willot, etc.

(1) Emission à 900 F (1 pour 6). Droit : 55 F.

AUTOMOBILES ET ACCESSOIRES

Sous surveillance

Sorti à la fin de l'année précédente de la salle de réminiscence, le compartiment « automobiles et accessoires » a fait en 1983 ses premiers pas dans sa chambre d'hôpital et a progressé de 46 %, mais sous haute surveillance. Il n'est pas encore entré en convalescence. Les bénéfices ont été terribles.

Peugeot que le compartiment doit d'avoir assez bien tiré son épingle du jeu. Les voies de la Bourse seraient-elles impénétrables ? Pas vraiment. Bibendum n'a plus un sou vaillant, pas même le franc symbolique pour représenter Dunlop-France, en déconfiture. Mais les mesures de rigueur prises pour stopper l'hémorragie, surtout les promesses du marché américain, ont retenu l'attention. Si à l'horizon 90, cinq, voire six pénaux, mitchien sera du lot.

Table with 5 columns: Valeurs, 31-12 1982, Plus haut, Plus bas, 30-12 1983. Lists companies like Motobécans, Europrene d'automobiles, etc.

(1) Réalisation de command de 100 F à 12 F. Emission à 30 F (5 pour 1). Droit : 0,05 F. (2) Emission à 220 F (1 pour 3). Droit : 115 F.

MATERIEL ELECTRIQUE

Les hautes technologies à l'honneur

Si les investisseurs travaillant dans la City ont, en 1983, boudés les valeurs électriques (-4 %), leurs collègues parisiens, bien au contraire, les ont fêlés (+47 %).

Plus de 50 % de Thomson-Brandt). L'opération est programmée jusqu'au 1er janvier 1987. L'objectif des pouvoirs publics est de créer, sous la houlette de la C.G.E., un grand groupe mondial dans la communication, et la mission a été confiée à Thomson-Brandt de se développer encore dans l'électronique grand public et les composants.

Par ordre décroissant, signalons les performances de : 1) Téléphonie, sorti enfin de l'hôpital et dont on attend une progression de 22 % des bénéfices ; 2) T.R.T. (groupe Philips) ; 3) P.M.-Labinal (qui se porte beaucoup mieux) ; 4) Moulinex (effort à l'étranger, retour péroratoire de rumeurs sur la succession de M. Mantelet) ; 5) Merlin-Gérin (prévisions de bénéfices en hausse de 22 %) ; 6) Intertechnique ; 7) Legrand, premier cette année à avoir lancé une émission d'actions à dividende prioritaire sans droit de vote ; 8) Leroy-Sommer, plus riche de son avenir (dégagement de la tête de pont américaine avec le rachat de King Bearing, quatrième distributeur de produits industriels aux Etats-Unis) que de son présent (100 millions de bénéfice d'exploitation consolidé attendus contre 127,8 millions) ; 9) enfin, Radiotechnique, qui a soufflé un gros contrat à Thomson-Brandt pour les décodeurs télé (40 chaînes).

Passé sous le contrôle de l'Etat, Bull a été définitivement ratié de la cote le 22 juillet, avec, bien sûr, C.E.M.

Table with 5 columns: Valeurs, 31-12 1982, Plus haut, Plus bas, 30-12 1983. Lists companies like Alcatel-Alcatel, CIT-Alcatel, etc.

(1) Emission à 2 000 F (1 pour 3). Droit : 90 F. (2) Emission à 400 F (1 pour 3). Droit : 20 F. (3) Emission à 230 F (1 pour 4). Droit : 21 F. (4) Emission à 180 F (1 pour 3). Droit : 13 F. (5) Emission à 300 F (1 pour 3). Droit : 35 F. (6) Attribution (1 pour 10). Droit : 160 F.

CONSTRUCTIONS MECANIQUES

Lourd

Les difficultés n'ont fait que pleuvoir sur le secteur : sauvetage de Manurhin par la maison mère Matra, crise du matériel de travaux publics et, dans, de Pochain, crise,

Table with 5 columns: Valeurs, 31-12 1982, Plus haut, Plus bas, 30-12 1983. Lists companies like Av. M. Dumont, Comant, etc.

(1) Souscription : 1 pour 4 à 600 F. (2) Souscription : 1 pour 10 à 650 F. (3) Souscription : 1 pour 5 à 100 F. (4) Souscription : 1 pour 3 à 900 F.

BATIMENT

Le poids de la crise

Avec 15 % de progression moyenne, le secteur du bâtiment s'est donc inscrit largement en dessous de la progression moyenne de 55 %. Cette contre-performance s'explique par la crise que subit la profession à l'intérieur de nos frontières, et qui, toutefois, a épargné les entreprises opérant à l'étranger :

Table with 5 columns: Valeurs, Fin 1982, Plus haut, Plus bas, 31-12 1983. Lists companies like Auxiliaire d'Entreprises, Bouygues (1), etc.

(1) Attribution gratuite : 1 pour 3. Cours du droit : 217 F. (2) Attribution gratuite : 1 pour 2. Cours du droit : 410 F. (3) Augmentation de capital : 1 pour 3 à 100 F.

ASSURANCES

Mauvais

L'assurance n'est plus ce qu'elle était. Ses résultats techniques sont souvent mauvais, et la concurrence y a gagné. Certains, au sein de assurances-oci où le marché reste porteur, ce qui a stimulé A.G.P.-Vie,

Table with 5 columns: Valeurs, 31/12/82, Plus haut, Plus bas, 30/12/83. Lists companies like A.G.P. Vie (1), Comindis, etc.

(1) Répartition : 1 action A.G.P. R.D. pour 4 A.G.P. Vie. Cours du bon de droit : 276 F. (2) Augmentation de capital. (3) Attribution gratuite : 2 pour 1. Cours du bon : 67 F.

VALEURS A REVENU FIXE

Bien disposé

La baisse des taux d'intérêt à long terme (près de 2 %) a favorisé le secteur à revenu fixe, qui ont ajouté 5 % en moyenne à leurs gains de l'année précédente (7 % à 10 %), pour la plus grande satisfaction des épargnants. Certains d'entre eux, néanmoins, sont encore perdants sur les émissions antérieures à 1980, dont les cours sont encore inférieurs à ceux d'émission. Les titres indexés

Table with 5 columns: Valeurs, 31-12 1982, Plus haut, Plus bas, 30-12 1983. Lists interest rates like 4 1/2 % 1973, 7 % 1973, etc.

DISTRIBUTION

La déprime

Le poids de la crise a affecté le secteur de la distribution, où non seulement le chiffre d'affaires plafonne en raison de la stagnation de la consommation, mais où les bénéfices ralentissent leur progression à l'alourdissement des frais généraux et des charges de toute nature. Ce ralentissement général a été très vite compensé par les opérateurs, qui, toutefois, révisaient quelque peu leurs jugements pessimistes en fin d'année.

Table with 5 columns: Valeurs, 30-12 1982, Plus haut, Plus bas, 31-12 1983. Lists companies like Alcatel supermarchés, R.E.V., etc.

(1) Augmentation de capital : 1 pour 3 à 600 F. (2) Augmentation de capital : 1 pour 2 à 450 F. (3) Augmentation de capital : 2 pour 1 à 36 F.

SERVICES

Une très brillante année

Dans une conjoncture économique particulièrement grise, et peu propice à la production d'équipement, le compartiment des services s'est particulièrement distingué, avec une progression supérieure à 70 %. Que ce soit à l'exportation, nouveau nom de l'ensemble Novotel-J. Borel International, en rapide redressement, Soderho, son grand rival dans la restauration, le Club Méditerranée, ou Havas, qui a pratiquement pris le contrôle de la Librairie Larousse par filiale interposée, les valeurs de loisirs, de restauration ou de médias, publicitaires ou non, ont été favorisées. Cela a été le cas, égale- ment, des valeurs de distribution d'eau, la Générale et la Lyonnaise,

Table with 5 columns: Valeurs, 31-12 1982, Plus haut, Plus bas, 30-12 1983. Lists companies like Accor (1), Bis, Club Méditerranée, etc.

(1) Augmentation de capital : 1 pour 4 à 140 F. Cours de droit : 17 F. (2) Augmentation de capital : 1 pour 4 à 120 F. (3) Augmentation de capital : 1 pour 3 à 100 F.

INVESTISSEMENT ET PORTEFEUILLE

Un beau score

Dans ce compartiment fort disparate puisque l'immobilier y occupe la navigation ou la mécanique lourde, le score d'ensemble a été impressionnant : + 70 %. Le palme revient à la Compagnie du Midi avec 150 % de hausse, la Bourse ayant pris conscience des plus-values intrinsèques dans son patrimoine. A l'autre extrémité, Schneider a été laissé pour compte, en raison des difficultés du groupe, de la filiale Cressot-Loire notamment.

Table with 5 columns: Valeurs, 31-12 1982, Plus haut, Plus bas, 30-12 1983. Lists companies like C.F.D.E., Charpentier réunis, C.G.P.F., etc.

(1) Attribution gratuite : 1 pour 20. Cours du droit : 69 F.

BOURSES ÉTRANGÈRES

LONDRES

Hausses kangourou et pluie de records

Avec 30 % de hausse, le London Stock Exchange est arrivé sixième en 1983 au hit-parade des Bourses mondiales. Il aurait mérité de monter sur le podium car sa performance, favorisée par la déflation et la désescalade des taux, masque des progrès. Elle a d'abord permis aux valeurs britanniques (toutes actions confondues) de se hisser à leur plus haut niveau historique (indice « all-shares » à 470). Mais son principal mérite est de s'être fait accompagner par une cascade de records : record d'activité (près de 70 milliards de livres sterling) ; records d'émission (2 milliards de livres, soit 24 milliards de francs, sans compter les ventes de titres faites par l'État dans le cadre de la dénationalisation pour 700 millions de livres ni les 500 millions de livres placés par le secteur privé, dont 150 millions provenant des 87 introductions nouvelles sur le second marché, qui compte maintenant plus de 200 sociétés ; record d'achats également de valeurs de « père de famille » (les fameuses « gilt edged stocks ») pour 9,5 milliards de livres ; record de hausse en fin, avec des progressions inimaginables, les dix plus fortes s'échelonnant de 50 % à 2500 % (Belair Cosmetic).

Mais le tort du marché est d'avoir mené sa course à la façon des kangourous, par bonds, ce qui, globalement lui a été de l'ampleur. Ainsi les augures avaient vu juste. Le marché n'avait pas dit son dernier mot l'année précédente, pourtant conclue par un sérieux passage à vide. La recapture fut rapide, et les prévisions économiques très optimistes faites par divers organismes spécialisés, les cours se mirent à pétiler joyeusement.

Enfin, la politique rigoureuse menée par la « dame de fer » promettait de porter ses premiers fruits. Mais cette fois, l'élan ne fut pas vraiment donné par les investisseurs locaux, tibbles pour la plupart. De fait, en début d'année, le climat au Stock Exchange était au doute, un sérieux doute sur les vertus de la position mère administrée par « Maggie ». Pour tout dire, les chances de redressement apparaissaient assez minces aux « brokers ». Ce ne fut pas l'avis de tout le monde. Et l'on vit, dès la fin janvier, les « marines » de la finance new-yorkaise débarquer en force outre-Manche, dollars au poing. Ce furent eux, qui d'un bond, ramenèrent à l'autre, animés par le marché et transmettant leur rage d'acheter aux nationaux, rage, qui devait les amener à acquiescer — un exemple entre cent — 10 % du capital des L.C.I. L'arrivée de cette armada eut pour premier effet de faire monter les cours de 16 % en l'espace de deux mois et demi et de porter le 15 avril l'indice F.T. au voisinage immédiat de la barre des 700. Un record, le premier. Par la suite, le marché allait s'assurer un peu. Pas longtemps. La promesse de résultats améliorés faite par I.C.I., numéro un de l'industrie privée, promesse effectivement confirmée peu après, regenfla les énergies, et, jusqu'au 9 mai, le flirt avec la fameuse barre des 700 fut à peu près ininterrompu.

Cependant, le 10, l'annonce d'élections générales anticipées produisit l'effet d'une douche glacée, et, dans la crainte d'une alternance politique, la plus forte baisse depuis deux ans fut enregistrée (22 points).

La confiance ne se restaura qu'avec la multiplication des sondages donnant la victoire à Mme Thatcher. Le 26 mai, la barre des 700 était cette fois définitivement franchie et, à partir du 10 juin, c'est-à-dire au lendemain du raz de marée conservateur jusqu'à la fin du

mois, les records tombèrent en rafale sur les achats redoublés des G.I. installés dans la City.

Les actions I.C.I., Plessey, Glaxo, Grand Métropolitain, General Electric, Blue Circle, Thorn Emi, pour ne citer que les principales, furent assidûment courtisées. C'est alors qu'il commença le second semestre, bien plus contrasté que le premier.

Le mois de juillet et la première quinzaine d'août furent placés sous le double signe du scepticisme et de la réflexion. Le boom de la consommation (+4,4 % au lieu des 2,5 % escomptés) donna des frissons et ses effets pervers sur la balance commerciale furent pris en compte. En plus, pour bien des analystes, les niveaux de cours anticipaient déjà les bénéfices comptables attendus par les sociétés cotées pour l'année entière et la majeure partie de 1984.

Ne sachant trop à quel saint se vouer, faute de mieux, le marché se mit à la remorque de Wall Street. Un premier sursaut se produisit quand même le jour de l'Assommoir, favorisé par le raffermissement de la livre et la hausse de B.P., nouvelle citée des Américains, puis un second, le 22 août. Nouveaux records. L'indice F.T. culmina à 740,4.

C'est alors que survint une nouvelle vague de baisses. L'optimisme sur la reprise économique se tempéra avec la recrudescence de la production industrielle et l'intention manifestée par le nouveau chancelier de l'échiquier, M. Nigel Lawson, de donner un nouveau tour de vis pour assainir les finances. Le brio des pétrolières effaça toutefois en partie la mauvaise impression produite. Mais le 14 septembre, le plongeon de Wall Street causa un beau désordre et une jolie baisse, une des plus fortes de l'année. La vente par la Banque d'Angleterre d'actions B.P. (130 millions) calma les esprits et excita les acheteurs. Mais derechef, fin septembre, l'annonce d'un nouvel emprunt d'État gela les initiatives. Le mois d'octobre fut à l'image de juillet, sans grand relief, ce malgré les encouragements venus de Wall Street et les ardeurs manifestées par les investisseurs du Nouveau Monde, dont la confiance restait inébranlable. Mais avec la perspective de la mini-budget, fin novembre, dans le mini-budget, le marché trahit les pieds. Les rumeurs sur une éventuelle insolvabilité de l'Argentine n'arrangea pas les choses. Le signal de la reprise ne vint que vers la fin novembre avec la multiplication des bons résultats industriels. La bataille boursière du siècle sur Eagle Star et la prolifération d'O.P.A. fortifièrent le marché et, vers la fin décembre, de nouveaux records tombèrent (776 à l'indice F.T.). L'année s'achèvera dans l'euphorie. Mais à côté des gagnants, entreprises de presse notamment (+65 %), il est de nombreux perdants, le matériel électrique (-4 %), les brasseries et distilleries. Décidément les Anglo-Saxons ne peuvent jamais rien faire comme les autres.

	Cours fin 1982	Cours fin 1983
Beecham	338	305
Bovater	153	265
Brit. Petroleum	296	406
Covoniale	74	123
De Beers (*)	6,25	7,45
Dunlop	47	39
Free State Geduld	52 1/8	37 1/4
Glaxo	12 1/2	702
Gu. Unif. Secors	593	616
Imp. Chemical	354	636
Shell	414	568
Unilever	770	895
Warren	36	136
Victors	34 1/2	36 1/8

(*) En dollars.

FRANCFORT

Une course irrégulière

La place allemande a eu beaucoup de mal en 1983 mais moins de chance dans la réussite. Du mérite, car, confirmant ses excellentes dispositions affichées dès la fin de l'année précédente, elle a fait un excellent parcours (+36 % de hausse). Moins de chance parce que des « outsiders » l'ont doublée dans la cote (Stockholm, Paris, Amsterdam). Ainsi Francfort, qui pouvait brigrer la deuxième place, est arrivé quatrième. Mais le résultat obtenu compte davantage que le classement. Quelle course ! Les actions allemandes ont réussi à se hisser à leur plus haut niveau depuis septembre 1960, au-dessus de la barre des 1000 et au volume de transactions record approchant les 100 milliards de deutschemark (+44 %), dont 47 milliards en actions (+34 %).

Francfort n'a cependant pas mené sa course avec la même régularité que Paris. Pour cause : plus internationalisé, le marché allemand, avec la promesse d'un retour sur les voies de l'expansion, fut davantage sensibilisé aux grands problèmes politiques et monétaires. C'est ainsi que, après avoir démarré en trombe début janvier, le même mois il faisait brutalement marche arrière après l'annonce de la dissolution du Bundestag et la fixation des élections pour le 6 mars suivant.

Mais avec la multiplication des sondages accordant la victoire à la coalition gouvernementale au pouvoir, ses craintes s'évanouirent et la hausse reprit rapidement. Largement anticipé, le résultat du scrutin n'en fut pas moins salué comme il se doit par une envolée des cours. Le recul de l'inflation, la régression du chômage, la détente des taux d'intérêt, les premiers frémissements de la reprise économique outre-Rhin, furent autant de prétextes dont la spéculation se saisit pour ariver sur les valeurs allemandes. En avril, le plus haut niveau depuis 1969 était atteint. Avec l'excellent tenue de Wall Street, le marché continua d'avoir le vent en poupe. Cependant, les prévisions sur une détente des taux d'intérêt étant apparues trop optimistes, il allait subir un second revers de fortune en mai, revers d'autant plus marqué que nul ne se berçait trop d'illusions sur les résultats du sommet de Williamsburg.

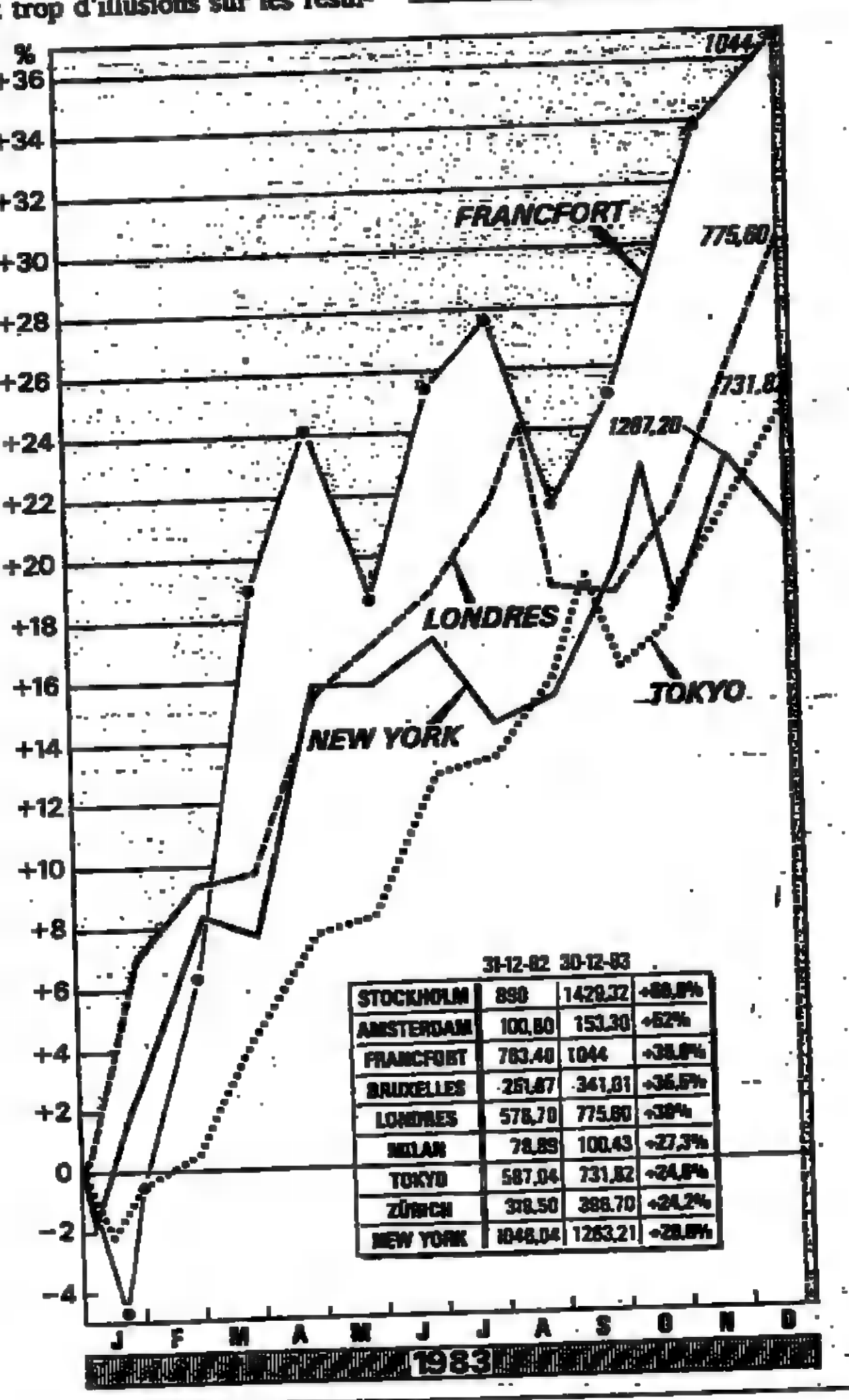
Ces résultats furent bien piteux et les opérateurs en concurent du désespoir ; dans le mois, les cours baissèrent de 8 %. Mais, une nouvelle fois, l'encouragement vint d'outre-Atlantique. Révisés par l'annonce d'une hausse de 0,5 % du P.N.B. allemand pour le premier trimestre, la première depuis un an, les investisseurs américains mais aussi arabes se mirent à rattrasser la cote. Le mois de juin fut un bon cru, et le temps de la consolidation vint en juillet.

Des ventes bénéficiaires survinrent en août, déclenchées derechef par les craintes d'un renchérissement des taux d'intérêt que raviva la hausse spectaculaire du dollar. Ce n'est qu'à la mi-septembre que le marché reprit son avance, qui, sans trop d'acrocies, allait se poursuivre jusqu'à la fin de l'année, lui permettant d'atteindre le sommet de son histoire. L'optimisme, il est de son histoire. L'optimisme, il est de la promesse d'un retour sur les voies de l'expansion (+2 %) — donnée ainsi presque aussi forte qu'aux États-Unis et au Japon. — prévisions qui parurent sérieusement confirmées par les excellents résultats des chimistes germaniques du troisième trimestre.

L'affaire dramatique du Boeing sud-coréen, la guerre du Liban, les rebondissements du dollar, même l'affaire Landoth-Flick, ne furent de ce fait pas trop ressentis.

L'on serait même tenté de dire d'autant moins que la sous-évaluation du deutschemark vis-à-vis du billet vert (-10 %) mettait les entreprises allemandes en position de force. Les achats étrangers ont été et sont toujours fondés sur cet espoir.

	Cours fin 1982	Cours fin 1983
A.E.G.	28,49	81
B.A.S.F.	122	171,90
Bayer	114	171
Commerzbank	134,59	179
Deutschebank	275	336
Foehsch	113,39	179,50
Karmat	201	279
Mannesmann	144	140
Siemens	259,80	382
Volkswagen	146,80	216



NEW-YORK

Un cycle haussier

En progrès de 20 % environ par rapport au début janvier, le marché new-yorkais a pratiquement rattrapé, en 1983, la hausse enregistrée sur l'ensemble de l'année précédente. Succédant à la pluie de records qui s'était abattue sur Wall Street à partir de cette fameuse journée du 17 août 1982 qui a donné le signal de la course contre la montre, les actions américaines ont continué à progresser avec un bel ensemble et un an plus tard, pour marquer le premier anniversaire de ce démarrage historique, l'indice Dow Jones des industrielles avait déjà mis plus de 50 % à son actif.

D'entrée de jeu, le baromètre numéro un du Big Board s'établissait à 1070 points aux premiers jours de l'année nouvelle. Un mois plus tard, il parvenait à franchir la barre des 1100 en dépit des craintes de voir baisser le prix du pétrole, prélude à une éventuelle guerre des tarifs entre producteurs de brut. Mais ce n'était qu'une fausse alerte et la cote reprit aussitôt de la hauteur, l'I.B.M. mettant à profit le climat favorable pour dépasser le cours de 100 dollars.

C'est surtout à partir du mois d'avril que devait rebondir la poignée sur les taux d'intérêt. Pour M. Paul Volcker, le patron à poigne de la Réserve fédérale, le loyer de l'argent était à l'évidence trop élevé, ce que les opérateurs ont aussitôt interprété comme l'annonce discrète d'une baisse des taux, mais, quelques jours plus tard, le brusque gonflement de la masse monétaire, confirmé au mois de mai, faisait craindre un resserrement de la politique du crédit pratiquée aux États-Unis.

Pendant quelque temps, le Dow Jones devait se tenir prudemment au-dessous des 1200 points, au fur et à mesure que les « gourous » faisaient connaître leur avis sur l'importance et la stabilité de la reprise économique et sur le danger de redémarrage de l'inflation qui pourrait en résulter ou non. Ce n'est qu'en août que fut franchie la barre des 1200 points, après un léger fléchissement fin juillet, conséquence de l'épisode « Peanut ». Il s'agissait du nom de code (« cashé ») donné par l.B.M. à une nouvelle série d'ordres financiers, baptisée par la suite P.C. junior, et qui devait susciter la panique sur un marché déjà fort perturbé. Au cours du seul second trimestre 1983, l'ensemble des compagnies avaient perdu 600 millions de dollars dans ce secteur, ce qui incitait Texas Instruments à battre en retraite tandis que d'autres constructeurs, tel Digital Equipment, perdaient des sommes très importantes.

Toujours au mois d'août, le rajeunissement d'un quart de point du taux de base bancaire de la Citibank (à 11 %) constituait un signal d'alarme pour le marché, emprêté jusqu'à la fin de l'année dans des considérations souvent contradictoires, selon l'identité des intervenants, tant à propos des taux d'intérêt (les fonds fédéraux ont floué entre 8,50 % et 10 %) que sur l'ampleur des déficits budgétaires. Sur ce dernier chapitre, le secrétaire au Trésor, M. Donald Regan, estimait, début octobre, que le décaissement devait être ramené à 100 milliards de dollars d'ici à la fin de l'année fiscale 1985.

Intervenu à la fin de ce même mois d'octobre, le débarquement des « marines » américaines à la Grenade n'avait pratiquement aucun effet sur la cote et l'indice Dow Jones se tenait fermement au-dessus du niveau

de 1220, les familiers du Big Board étant plutôt sensibles à la fermeté manifestée à cette occasion par le président Reagan... et aux bons résultats annoncés au même moment par les firmes américaines à l'issue du troisième trimestre d'activité.

Le 29 novembre, le Dow Jones des valeurs industrielles inscrivait un nouveau record (1287,20) avant de redescendre progressivement au mois de décembre, sous l'effet des ajustements de positions (« window dressing ») et des ventes fiscales auxquelles se livrent traditionnellement les opérateurs en fin d'année. Ainsi, en dépit de nombreuses incertitudes d'ordre commercial évalué à 65 milliards de dollars cette année, Wall Street a atteint de nouveaux sommets, la majorité des investisseurs se disant convaincus de la proximité de la reprise aux États-Unis, même ralentie, alors que l'inflation devrait être stabilisée aux alentours de 5 % en rythme annuel.

Parmi les secteurs les plus en vue cette année, les valeurs vedettes (« blue chips ») ont toutes figuré en bonne place, à commencer par l.I.B.M. Dans un peu coiffé de l'éclatement du groupe en une autre société et sept entités régionales distinctes, intervenu à la mi-novembre, mais les cours se sont un peu repris par la suite. Les titres automobiles ont également fait preuve de bonnes dispositions après l'annonce d'un spectaculaire redressement des bénéfices de General Motors et de Chrysler, Ford faisant savoir, de son côté, qu'elle reprendrait la distribution d'un dividende.

Les valeurs sidérurgiques ont également été bien tenues dans leur ensemble, tandis que les pétroliers renouaient de la hauteur en fin d'année. Les actions de haute technologie ont continué à bénéficier de la faveur des investisseurs, toujours sensibles à la possibilité de réaliser rapidement des plus-values, alors que, d'un avis commun, le marché new-yorkais est encore sous-évalué avec un rapport cours/bénéfice voisin de 12.

Visiblement, l'« effet Reagan » continue à jouer à plein sur les marchés financiers, où l'on entrevoit déjà un second mandat pour l'hôte actuel de la Maison Blanche, dans la perspective de l'élection présidentielle de l'automne 1984. En attendant, New-York a toutes les chances de rester dans un cycle haussier pendant plusieurs mois, en dépit de quelques ajustements inévitables qui ne devraient pas dévier le marché de sa trajectoire « bullish » (hausse), selon l'expression des spécialistes.

	Cours fin 1982	Cours fin 1983
Alcoa	31 3/4	44 7/8
A.T.T.	39 3/8	61 3/4
Boeing	33 1/2	43 3/4
Chase Man. Bank	59	48 1/2
Du Pont de Nem	35 7/8	52
Eastman Kodak	35 1/2	56 3/8
Exxon	29 3/4	37 3/8
Ford	38 7/8	42 1/2
Gen. Electric (I)	95 5/8	98 5/8
General Foods	62	74 3/8
General Motors	33 3/4	51 3/8
Goodyear	36	39 3/8
I.B.M.	96 1/8	122 1/2
I.T.T.	30 5/8	38 3/4
Mobil Oil	25	28 5/8
Piper II	68 3/8	38 3/4
Schlumberger	46	59 1/4
Teneco	38 3/4	36
U.A.L. Inc.	53 3/4	36 3/4
Union Carbide	53	62 3/4
U.S. Steel	28 5/8	30 3/8
Westinghouse	38 7/8	54 3/4
Xerox Corp.	37 1/2	49 3/4

(1) Dédoublement des actions (1 pour 1).

TOKYO Le retour des guerriers

dans un pays où le code de l'honneur est encore pratiqué ne devait pas affecter outre mesure le moral des investisseurs nippons. Pas plus, d'ailleurs, que la condamnation pour corruption de l'ex-premier ministre, M. Kakuei Tanaka. Celui-ci devait d'ailleurs prendre une éclatante revanche sur ses adversaires politiques, à commencer par l'actuel chef de gouvernement, M. Yasuhiro Nakasone, en reprenant la tête de sa circonscription de Niigata lors des élections législatives du mois de décembre dernier.

Ce camouflet s'accompagnait, pour le parti libéral-démocrate de M. Nakasone, de la perte de la majorité absolue à la Diète, un résultat inattendu qui faisait perdre près de 200 points en une séance à l'indice Nikkei à la Bourse de Tokyo. Mais le 26 décembre, le premier ministre était reconduit dans ses fonctions et les investisseurs désaffectés alors la scène politique pour tourner leurs regards vers les progrès accomplis

par la Bourse niponne à l'aube de la nouvelle année. Un point paraît acquis : si les investisseurs étrangers ont continué à se sentir attirés par l'Empire du Soleil-Levant, c'est tout simplement qu'à leurs yeux, la hausse de Tokyo est davantage due à une phase de rattrapage après le terrain perdu depuis l'été 1981 plutôt qu'à une réelle volonté de prendre le large.

Conclusion : les titres nippons, conservés encore un potentiel de hausse, alors que les marchés américain et britannique semblent un peu préoccupés par les États d'âme que continue à provoquer la question de l'évolution des taux d'intérêt et de la menace inflationniste que contient, en germe, la relance de l'économie confirmée aux États-Unis. Restés toutefois assez prudents dans le choix de leurs investissements, les acheteurs étrangers ont surtout acquis des valeurs jugées solides, à large marché, et, si possible, dans les

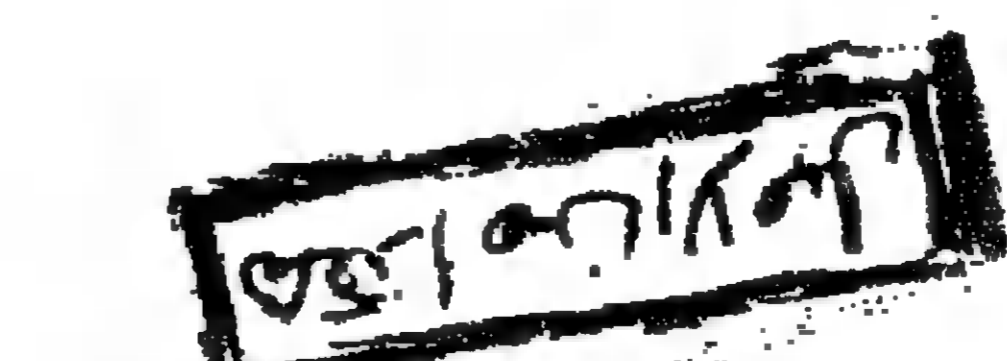
secteurs de pointe, où certains titres ont gagné 50 % environ. Les actions liées à la consommation ont également suscité de l'intérêt auprès de la communauté boursière, dans la perspective d'une relance du marché intérieur, destinée à compenser une expansion désormais plus limitée sur les marchés à l'exportation.

Du côté des valeurs étrangères, la Compagnie française des pétroles (C.F.P.) a demandé sa radiation de la Bourse de Tokyo, ce qui ramène à dix-sept la liste des firmes étrangères cotées sur cette place. Celle-ci a inauguré le 1^{er} novembre 1983 un marché hors cote désormais « dépourvu » pour accueillir largement, et selon des réglementations assouplies, les sociétés japonaises qui ne peuvent pas encore avoir accès à la cote officielle.

Sur un plan général, les marchés nippons ont tiré profit de la fermeté du yen vis-à-vis des principales monnaies, à commencer par le dollar, et de la poursuite de la croissance au

Japon. Évaluée à 3 % environ pour cette année, il s'est pas cela en elle-même plus de 4 % en 1984. Dans un marché où le volume d'affaires s'est fortement développé à Tokyo, à tel point que les transactions en actions effectuées par les maisons de courtage au cours de l'exercice 1982-1983, clos le 30 septembre dernier, ont porté sur 257 millions d'actions (contre 184 millions l'année précédente). Au fil des mois, l'intérêt des investisseurs a pas faibli, et 1984 devrait être l'année du Japon, en termes de placement, font valoir les spécialistes.

	Cours fin 1982	Cours fin 1983
Aktel	285	609
Bélgica	488	634
Canon	1240	1550
Fujifilm	506	906
Honda Motors	1840	1306
Mitsubishi Electric	2420	1996
Mitsubishi Heavy	2320	272
Sany Corp	3570	3640
Toyota Motors	1139	1499



W. YORK
le haussier

Le Monde

culture

MUSIQUE

PARRAINÉ PAR RADIO-FRANCE ET LE MINISTÈRE DE LA CULTURE

Le Trio à cordes de Paris en liberté

Depuis le 1^{er} janvier, trois musiciens de l'Orchestre national de France, Charles Frey, Michel Michalakakis et Jean Grout, bénéficient d'un congé exceptionnel. Complètement indépendants des membres du Trio à cordes de Paris, depuis sa fondation en 1966, devaient d'abord acquiescer de leurs décisions avant de consacrer leurs loisirs à jouer, non seulement les tris de Mozart, de Beethoven et de Schubert, mais également ceux de Schoenberg, de Webern et tout ceux qu'ils demandaient à des compositeurs contemporains.

Le nombre de leurs concerts et de leurs tournées croissent et se multiplient, ils avaient obtenu, il est vrai,

CONDITIONS DE L'AIDE DE L'ÉTAT AUX THÉÂTRES LYRIQUES MUNICIPAUX

Un arrêté du ministre de la Culture publié au Journal officiel du 28 décembre fixe les mécanismes d'attribution des subventions de l'État aux théâtres lyriques municipaux.

Les projets d'activité pour la saison en cours et la saison à venir seront examinés par une commission composée du délégué à l'audiovisuel du ministre de la Culture et de six personnalités désignées par le ministre.

Trois membres de l'Inspection générale de la Musique sont associés aux délibérations. Le montant des subventions éventuellement attribuées dépendra de l'efficacité des travaux engagés et de leur statut social, ainsi que des conditions de préparation et de rentabilité des spectacles.

Les productions devront assurer la promotion des artistes lyriques français, donner l'occasion de découvrir des talents nouveaux, ou encore valoriser des activités chorégraphiques. Enfin, chaque théâtre candidat devra garantir le minimum d'une création mondiale ou française et d'une reprise d'ouvrage contemporain tous les deux ans. La mise en scène d'œuvres peu jouées du répertoire est également recommandée.

certaines facilités au fil des années. A l'Orchestre national, on leur refusait de moins en moins la permission d'aller jouer ailleurs et le ministère de la Culture avait passé une convention avec le Trio à cordes de Paris, lui assurant une certaine sécurité financière en échange de concerts « gratuits » destinés en priorité à des associations à but non lucratif.

Il n'en demeure pas moins que jouer en trio ou au sein d'un grand orchestre sont deux choses bien différentes, presque incompatibles, dans la mesure où la plupart des chefs demandent aux cordes une sonorité puissante au détriment de la finesse et de la spécificité individuelle : pour un forte ou bravo l'archet sur la corde, pour un pianissimo on l'effleure. En musique de chambre, cette façon de comprendre les nuances serait proprement désastreuse. Pour concilier l'un et l'autre, il faut donc deux techniques... Ce qui ne va de soi que pour l'observateur extérieur.

Déjà, de par la volonté commune de Radio-France et du ministre de la Culture, les membres du Trio à cordes de Paris n'auront plus besoin de se livrer à des scérolabes dangereuses : ils joueront seulement en formation de chambre, pendant une durée illimitée, à la seule condition qu'ils jouent beaucoup et toujours aussi bien et qu'ils fassent suivre leur dénomination de celle de leurs tuteurs (placés entre parenthèses) afin sans doute qu'on n'aille pas croire qu'il s'agit d'une initiative du maître de Paris.

Le « Trioparaphramic » ?

Comme il a manifesté depuis longtemps une vocation missionnaire, le Trio à cordes de Paris (Radio-France - ministère de la Culture) va pouvoir multiplier les efforts prolongés dans les villes et les campagnes (que le ministre appelle d'ailleurs des « missions » et qui sont organisées en liaison avec les collectivités et les institutions locales), tandis que le nombre de partitions écrites spécialement à son intention va croître et multiplier dans des proportions inquiétantes pour la critique.

Pour le premier concert donné sous son nouveau nom, qu'il faudra bien décider d'abréger officielle-

ment sinon l'usage s'en chargera, le Trio à cordes de Paris (R.-F.-M.C.) a tenu à montrer les diverses facettes de son activité dans un programme où il figurait tantôt seul, tantôt avec un partenaire.

Pour illustrer la partie « classique » de son répertoire, il avait choisi la transcription pour trio à cordes de la *Fugue en ré bémol mineur* de Bach faite par Mozart, qui, outre la transposition en ré mineur, l'a dotée d'un prélude de son ore au grand désespoir des amis du Cantor, mais pour le bonheur des autres car c'est une page d'une rare intensité.

En comparaison, le *Quatuor pour flûte et cor* de son maître de Mozart, pour lequel Patrick Gallois s'était brillamment associé au T.C.P. (R.-F.-M.C.) - abréviation provisoire, apparaît comme un divertissement sans arrière-pensées. On émettra seulement une réserve sur la confusion entre l'entraîn et la rapidité, ou entre le tempérament et la vitesse, pour reprendre les termes de Schoenberg dans une lettre de 1914 à Hermann Scherchen (qui n'en a pas moins continué toute sa vie à jouer plutôt rapide). C'est une tendance de tous les temps puisque Mozart s'en plaignait déjà, qui résulte tantôt d'un souci exclusif de briller, tantôt de la crainte d'ennuyer, cependant qu'un tempo plus retenu permet des articulations de détail plus intéressantes et donne davantage de sonorité dans les traits.

Cette remarque vaut aussi pour le *Quatuor en sol mineur* de Brahms, avec cette fois Pascal Rogé au piano. Mais c'est bien, dans les deux cas, la seule réserve car dans des œuvres comme celles-là on voit le fruit d'un travail sans relâche poursuivi par des artistes d'une conscience professionnelle et d'une exigence musicale rares.

Parmi les partitions contemporaines qu'il a créées, le « Trioparaphramic » abréviation sauvage - n'a eu que l'embaras du choix. Indéniablement le Trio de Claudy Malherbe (né en 1950) est un bon choix, d'autant que les exécutions successives depuis un an ayant arroulé les angles, cette œuvre none bien sans être confortable; claire sans excès d'évidence, elle reste libre de toute école.

GERARD CONDÉ.

Rencontre

Robin Renucci ou les contradictions du jeu

Robin Renucci, vingt-sept ans, mi-Bourguignon, mi-Corse. Très angoué, nerveux, les yeux rigolards quand même, un sourire désarmant. Dix ans de théâtre déjà : semi-professionnel à Auxerre, stages à la jeunesse et aux sports. A Paris, cours Dullin, Conservatoire avec Bouscillon, Blüwal, Vives et Delauche. Là, Michel Deville le remarqua et le fit débiter au cinéma dans *Enfer profonds*. Depuis, Robin Renucci progresse parallèlement sur l'écran et sur les planches, de petits en seconds rôles, jusqu'aux premiers plans de 1983 : *Vive la patrie* de Gérard Mordillat, où il est l'infatigable animateur de fêtes ; *Où boivent les vaches*, de Roland Dubillard, qu'il reprend à partir du 4 janvier à Villeurbanne. Face à Roger Planchon, poly-artiste surdoué, il est le pianiste mi-amer, mi-voyou en attente de consécration.

Robin Renucci est quelqu'un qui éclate au cinéma comme un théâtre. Il fait partie des « jeunes qui montent », et ça ne le rassure pas, dans une époque « de rasoir et de blouses à jeter après usage ». Il n'accorde sa confiance à rien ni à personne, en tout cas pas aveuglément et pas définitivement. A dix-huit ans, passant son bac avec une dissertation sur Nietzsche, il comprend l'idée de solitude : « Être seul, refuser l'assistance. L'acteur est quelqu'un qui travaille individuellement sur lui-même ». Sa formation est éclectique, il en prend ce qui lui sert, fait la synthèse. Il ne croit pas, d'ailleurs, à la formation de l'acteur, seulement à la possibilité de transmettre une technique, un relatif savoir, mais « ça se passe ailleurs, dans un domaine qui ne peut pas se dire ».

Robin Renucci cite Rimbaud : « Je ne pense pas, on me pense ». Lui, à l'impression d'être entraîné sans intervention de la volonté, il ne regrette rien de ce qu'il a fait, il faudrait le faire, trouver ces relais vers la

tradition. Il ne se reconnaît pas de maîtres, mais des guides - « les poètes d'adolescence » - une famille qui va de Copéau à Brook. La famille, les racines, la tradition, sont des balises dans sa solitude. Il en a besoin, et en même temps a peur de ne pas être dans le mouvement, en tête du mouvement. Ses contradictions viennent de sa perpétuelle inquiétude. Il veut du concret - ainsi, il place son argent parce qu'il peut vivre sans souffrir. Il refuse les certitudes, pose partout des points d'interrogation. Une chose pourtant, il est sûr d'être un acteur, d'être fait pour ça.

Être acteur, c'est jouer, imaginer, inventer, détenir le pouvoir immense de la communication, et c'est une responsabilité. Robin Renucci cherche : « On est seul quand on cherche », il tient à maîtriser l'effet produit sur le public, c'est-à-dire à en dominer la cause, et la seule cause c'est l'acteur. Il a le goût du pouvoir, il est ambitieux, orgueilleux, exigeant au théâtre et commence à pouvoir se permettre de l'être au cinéma. « Les seconds rôles, quand on s'ambule en plein tournage sans rien savoir, tout ce qu'on vous demande c'est d'assurer. Moi, là, je veux prouver que je suis bon ».

Il compte bien profiter de la vogue des jeunes acteurs, mais s'en méfie : « A cause du mirage, on cherche des nouvelles idées. On nous veut naturels. On nous a bien eus avec le naturel des Américains. En réalité, ils composent, on ne peut pas jouer soi-même. On pousse l'acteur dans sa pathologie, c'est une impasse, et quelle hécotombe. Il faut une santé de fer pour jouer la dérive, la subtilité du malais. C'est obsessionnel, pénible, mais pas si grave. Je souhaite avoir l'humour de tout ça et l'amour. Mon seul repère, je le trouve dans l'art ».

COLETTE GODARD.

NOTES

Exposition

ÉMILE BERNARD A SAINT-GERMAIN-EN-LAYE

L'Égypte d'un synthétiste

Emile Bernard (1868-1941) appartenait au groupe « synthétiste » de Pont-Aven et participa à l'exposition du Café Volpini à Paris avec Gauguin, en 1895. Les recherches du professeur Jean-Jacques ont permis de faire mieux connaître aux francophones un peintre plus prisé jusqu'ici à Amsterdam et à New York (catalogue raisonné de l'œuvre peinte d'E. Bernard, Editions S.I.D.E., Paris 1982).

En 1891, il rompit avec Gauguin et, deux ans plus tard, partit pour l'Orient. Il s'installa en Égypte où il vécut jusqu'en 1904, y épousa une Syrienne, vivant comme un autochtone et peignant, peignant sans arrêt. Il retourna ensuite en Europe où il passa le reste de sa vie, notamment à Venise, exposant plusieurs fois à Paris.

C'est sa période nilotique, à travers un grand nombre de dessins, d'aquarelles, de photos, de lettres, le tout inédit, et de toiles déjà connues, qui est présentée dans le cadre superbe du prieuré de Saint-Germain-en-Laye, ancienne demeure de Marquis Denis. La veine orientaliste d'Emile Bernard ne ressort que mieux sur la sobre architecture Grand Siècle du prieuré. L'ensemble vaut le déplacement.

J.P. PERONCEL-HUGOZ.

Musée du Priuré, Tél. : 01-75-77-87. Jusqu'au 1^{er} mars. Musée des nouvelles beaux-arts de Quimper, puis à partir du 15 mai, au Musée de Pont-Aven.

Formes ROMATHIER GALERIE BELLINT Contact avec la terre

Les paysages éclatés, repensés, de Georges Romathier affirment de plus en plus l'étrange contact du peintre et de la terre. Rien que la peinture, en dépit des trous bleus que font d'invisibles oiseaux, secrète sa propre lumière, celle qui, ailleurs, fait lire la grisure bien-tout du mas ou inonde la terrasse et le plateau. Sombres sont les Alpilles comme les bûches noires sous les taillis.

Écoulées en atelier, les huiles n'en respectent pas moins l'éclairage, à un moment donné, de chaque site élu. C'est qu'elles ont été peintes d'après d'innombrables aquarelles toutes enlevées sur le motif et dont une série offerte au visiteur transmet intact la vision première.

JEAN-MARIE DUNOYER. Bellint, 28 bis, boulevard Sébastopol et galerie Etienne-de-Caussans, 25, rue de Seine.

Cinéma UN BON PETIT DIABLE DE J.-C. BRIALY Méchant petit film

Si la rencontre entre Jean-Claude Brialy, comédien passant à l'occasion derrière la caméra, et la comtesse de Ségur - née Rostopchine - n'imposait pas vraiment, on pouvait néanmoins espérer que l'ancien acteur masqué de la Nouvelle Vague, le dandy cynique des Cousins de Chabrol, mettrait un brin de piment dans sa transposition d'Un bon petit diable. Assisté de Didier Decoin pour l'écriture du scénario, Brialy a commis le film le plus triste, le moins impérieux qui se puisse imaginer.

Seule envolée lyrique, un pastiche du célèbre ralenti de *Zéro de conduite* de Jean Vigo, les chers petits anges - comme noyés dans un halo de blancheur. Mais la citation passe complètement à côté de la plaque, le cinéaste ni son scénariste ne savent pas vraiment sur quel pied danser. D'Allice Sapritch on oublie le cousin Mac'Miche, ils ne tirent même pas une mimique drôle, une phrase cinématographique.

Débordant la chère comtesse sur sa gauche, ils imaginent de toutes pièces une sorte de fond-écran, et l'enterrement de la mère Mac'Miche et le mariage de la bonne Betty (Bernadette Lafont). A côté du tandem Decoin-Brialy, la comtesse avait tout simplement du génie.

* Voir les exclusivités. L.M.

CINÉMA

Le Japon en cinq cents films

(Suite de la première page.) La première partie (190 films, de janvier à juin 1984) se veut une histoire chronologique du cinéma japonais, de 1900 à 1970 ; la deuxième partie (220 films, de juillet à décembre 1984) rend hommage à divers personnages : cinéastes, comédiens, techniciens, ainsi qu'aux films de genres, adaptations littéraires, documentaires, films fantastiques, films de samouraïs ; la troisième partie propose un panorama contemporain de 1970 à 1984, incluant aussi bien des œuvres grand public que l'équivalent nippon de l'underground.

Plus concrètement, dans les deux premières parties, on pourra voir 23 films de Mizoguchi, 28 de Kurosawa, 32 d'Ozu, 23 de Naruse, 18 de Godo, 12 de Kinoshita, mais aussi un choix de films pratiquement inexistant en France, ou du deux par auteur, de Hiroshi Shimizu, de Tamizo Ishida, de Sadozo Yamamoto, signés par Nishii Buro dans la première partie et de son récent ouvrage sur le cinéma japonais.

« Parmi les non-cinéastes auxquels nous rendons hommage, précise Hiroko Gowers, on relèvera les noms de Kazuo Miyagawa, l'opérateur de Mizoguchi, de Kazuo Hirayama, l'interprète de la Porte de l'Enfer, de Raizo Ichikawa, le Gérard Philippe nippon, remarqué dans *Vengeance* d'un acteur, en 1963, et le Brasier, d'après Mishima, tous deux réalisés par Kon Ichikawa.

Un investissement considérable

« Parmi les documentaires, poursuit-elle, on notera deux ouvrages assez particuliers : d'abord quatre tomes d'un film de 1939, la films japonaise sur le Yang-Tze de Sotzi Kinzsa, qui montre le mariage japonais à la conquête du continent chinois (la copie appartient à la Cinémathèque française) ; et le court métrage *Tribunal de Tokyo*, de Masaki Kobayashi, plus connu pour ses grandes fresques romanesques, et qui décrit pendant quatre heures le procès des criminels de guerre japonais par les alliés en 1946. »

Existe-t-il encore un cinéma japonais contemporain ? Oui, affirme Hiroko Gowers. La production moyenne varie entre deux et trois cents films, le moitié sont des films

érotiques artisanaux, qui passent deux ou trois semaines en salles puis disparaissent à jamais. Le reste se répartit entre des productions relativement importantes comme le *Balade de Nanyang* (palme d'or à l'édition de 1983), et des œuvres modestes comme *Caraval de la nuit*, projeté à la Semaine de la critique, au change officiel, douze millions de francs, le second cent cinquante mille francs. Pour financer *Kagayashi*, sa super production primée à Cannes il y a deux ans et demi, Kurosawa avait dû se faire députer par Francis Coppola et George Lucas. Les très gros budgets semblent interdits au pays du Soleil Levant.

Au coût moyen de 3 000 francs le transport d'une simple copie de Tokyo à Paris, la rétrospective japonaise représente un investissement considérable. Un catalogue va être publié courant janvier, sur la première partie de la manifestation. L'importance des moyens mis en œuvre, la véritable phénoménologie culturelle que représente cette rétrospective, amènent à souhaiter dans un avenir rapproché l'avènement de ces nouveaux supports électroniques, et d'abord le fameux disque au laser, qui devrait rendre l'objet film accessible à consulter et à manipuler que le livre de poche et le disque. La véritable révolution dans la communication est encore à venir : souhaitons la très proche, et le cinéma redeviendra l'art majeur dont ont tant rêvé les pionniers.

LOUIS MARCORELLES. * Outre le livre de Noël Burch, *Pour un observateur japonais* (édition Calvocoressi de Claude Gallimard), on consultera avec profit *Images du cinéma japonais*, de Max Tessier (Henri Veyrier, 1981).

MUSIQUE ET CINÉMA. - Le deuxième Festival du film des nouvelles scènes aura lieu à Paris, du 11 au 17 janvier 1984, sur l'initiative de la Maison des cultures du monde, autour du thème « Le musicain et son milieu ». Les films seront projetés au théâtre de l'Ancêtre, au Musée de l'Homme et à la Chapelle de la Cour du Centre Pompidou. Renseignements : 544-72-36.

DANSE

PROGRAMMES VIDÉO AU CENTRE POMPIDOU Les ressources du mouvement

Pour la deuxième année consécutive, Marcel Bonnaud a organisé au Centre Georges-Pompidou un cycle de vidéo-danse. Immense succès : la petite salle du sous-sol où l'on projetait en permanence plus de deux cents cassettes a connu la saturation. Les visiteurs pouvaient y voir des émissions de télévision du monde entier allant des ballets filmés aux documentaires et rétrospectives et aussi des essais d'écriture vidéo-chorégraphique réalisés à l'Institut national de l'audiovisuel (France) (1) ou la Kitchen (Etats-Unis) ou par divers organismes privés.

Il est certain que la danse moderne, éclatée dans l'espace, trouve dans la vidéo des possibilités infinies de projection du mouvement et lui offre réciproquement des ressources d'images et de rythmes très riches. La jeune danse française, imaginative et diversifiée, fait sa percée dans ce domaine. Jean-Claude Gallois travaille avec le cinéaste Claude Mourieras (*Daphnis et Chloé*), Régine Chopinot avec Charles Pico du groupe Frigo (*Articulations, Délites*), Dominique Bagonet avec Charles Pico aussi (*Tant mieux tant mieux*), Lila Green avec Alain Louquet (*Pandora*), sans oublier le *Chant des légumes*, de Philippe Decouffé, et *Un sacre ou deux*, de Daniel Lardoux, avec la collaboration des étudiants des Arts déco.

Les Etats-Unis ont une bonne langue d'avance, et c'est normal si l'on pense qu'un Nam June Paik ou un Charles Atlas sont des familiers de Cunningham, Cage ou Tudor et que le studio de George Cunningham à Westbeth est un haut lieu de la vidéo-danse.

Le Centre Georges-Pompidou a présenté au grand foyer Time five, de Charles Atlas, un cycle de soixante minutes diffusé sur cinq écrans à partir de cinq magnétoscopes. C'est une sorte de synthèse de tous les cruceurs, incrustations, jeux de perspective et surimpressions possibles, véritable poème en images

JAZZ

Mort du guitariste de blues Alexis Korner

Le guitariste britannique Alexis Korner est mort dimanche 1^{er} janvier à l'hôpital Westminster de Londres des suites d'un cancer. Il était âgé de cinquante-cinq ans.

Alexis Korner fut l'un des premiers en Grande-Bretagne, à la fin des années 50, à sortir le blues du ghetto dans lequel il était alors enfermé. Véritable catalyseur de la scène musicale anglaise des années 60, il fut à l'origine de la formation de plusieurs groupes, notamment des Rolling Stones.

Né à Paris le 19 avril 1928 d'une mère grecque-turque et d'un père autrichien, Alexis Korner passa son enfance à travers l'Europe avant de s'installer avec sa famille à Londres en 1939. Korner commence à jouer dans des orchestres de jazz comme celui de Chris Barber. Au moment de la grande période du *rythm and blues*, au milieu des années 50, il va à contre-courant et s'efforce, non sans mal, d'imposer le blues dans les clubs londoniens. En 1961, il fonde l'Alexis Korner Blues Incorporated, un groupe auquel participèrent Charlie Watts et Keith Richards, Jack Bruce, Ginger Baker, Eric Burdon, John McLaughlin. L'Alexis Korner Blues Incorporated fut l'un des premiers orchestres de blues électrique. Guitariste remarquable, Alexis Korner ne chantait pas lui-même - ou du moins pas encore - et sans doute cela lui porta préjudice dans son aventure. Il était un musicien respecté, vénéré. Pas une star.

Dans les années 70, il avait formé divers groupes : le C.C.S. (Collective Consciousness Society) et le Snake. Parmi ses albums, notons : R. and B from the Marquee, Alexis Korner's Blues Incorporated, Alexis Korner and New Church, Get off my Cloud. - C.F.

MARCELLE MICHEL. (1) Notamment *AELIOUXYZ* et *Carmin Cathin*, montages vidéo réalisés par Geneviève Hervé avec la danseuse Gretcha Cargo. (2) Jusqu'au 9 janvier 1984.

Vos annonces dans Emplois Cadres Le Monde 5, rue des Italiens, 75009 Paris Régie-Press, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris

COMMUNICATION

Handwritten scribble at the top of the page.

Lundi 2 janvier

- PREMIERE CHAINE : TF 1
20 h 36 Film : Les merveilleux four volants dans leurs drôles de machines.
22 h 45 Extraits.
22 h 50 Passions-passions.
TROISIEME CHAINE : FR 3
20 h 36 Film : Le Scénario.

- 18 h 5 Dessin animé : l'inspecteur Gadget.
19 h 30 Sports.
19 h 55 Dessin animé : les Misérables.
FRANCE-CULTURE
7 h 2 Mathématiques.
8 h Les classes de la connaissance : Martin Buber, la rencontre de l'indéfini et de l'éternité.

Mardi 3 janvier

- PREMIERE CHAINE : TF 1
11 h 30 Vidéo plus.
12 h Le rendez-vous d'Annie.
12 h 30 Atout cœur.
13 h Journal.
14 h 45 Série : La petite maison dans la prairie.

- 19 h 50 Dessin animé : l'inspecteur Gadget.
20 h 5 Les Jeux.
20 h 30 D'accord, pas d'accord.
20 h 35 Film : le Chat.
FRANCE-CULTURE
9 h 7, Les années des autres : les Sphéropodes.

SUR FRANCE-MUSIQUE

« La Tribune », c'est fini

C'est terminé. Frit. Pour de vrai, n'attendez plus sur France-Musique, « La Tribune des critiques de disques ». Diffusé le dernier jour de l'année, samedi 31 décembre, le dernier numéro de l'émission légendaire manquait un peu d'illuminer. Ce n'était pas tout à fait « ça », plus ça. Il est sur un beau compo... C'est terminé, Frit. Pour de vrai, n'attendez plus sur France-Musique, « La Tribune des critiques de disques ».

LE COURRIER DE L'AIN EST CÉDÉ À M. BURTON

(De notre correspondant.)
Bourg-en-Bresse. - Le tribunal de commerce de Bourg-en-Bresse avait décidé, le 9 décembre, de surseoir à statuer jusqu'au 13 janvier 1984 sur la requête en liquidation de biens concernant Le Courrier de l'Ain.

Un nouveau « contrat de rédaction » à l'Est républicain

Nancy. - Après avoir été à l'origine d'une grève (le Monde des 7 et 8 décembre 1983), un nouveau « contrat de rédaction » a été signé le 23 décembre entre la direction générale de l'Est républicain et les représentants des journalistes. La nécessité de réviser l'ancien contrat de rédaction, datant de 1974, avait été votée à l'unanimité par les journalistes réunis en assemblée générale le 14 novembre, après l'annonce de l'application du décret formant pour 24,3 % dans le capital de l'Est républicain.

Le tribunal de commerce de Bourg n'a pas attendu le mois de janvier pour prendre sa décision. Il a autorisé, vendredi 30 décembre, la SNEP, propriétaire du Courrier de l'Ain, à mettre ses titres en location-gérance à la SECA pour une durée d'un an, au loyer trimestriel de 15 000 F.

LA BANDE FM A PARIS

Une ordonnance du tribunal condamne les émissions illégales d'A.B.C.

Saisi en référé par l'Association l'Animagraphe, créatrice de Radio-Nanterre, émettant avec une autorisation du 23 août 1983 sur la fréquence de 94,70 MHz, M. Jean-Michel Guth, premier président du tribunal de Paris, a rendu le 30 décembre une ordonnance enjoignant à Radio A.B.C. de cesser de troubler de quelque manière que ce soit, et notamment par l'usage d'une fréquence radio-électrique non expressément autorisée à son profit, les émissions de l'Animagraphe Radio-Nanterre sous astreinte journalière de 1 000 F.

FIN DE L'OCCUPATION DE L'IMPRIMERIE OBERTHUR

Les travailleurs de l'imprimerie Oberthur, à Rennes - menacés de cessation d'activités (le Monde du 24 décembre), - qui occupaient les lieux depuis le jeudi 29 décembre, ont décidé samedi 31 de suspendre ce mouvement. Mais, selon le syndicat C.G.T., « loin d'abandonner l'action, nous en modifions les formes pour tenir compte de la situation et agir avec responsabilité, dans un esprit constructif. Nous voulons sauver tous les emplois, c'est là notre seul objectif. M. Edmond Hervé, le gouvernement, viennent de prendre des engagements dans ce sens, ils devront les respecter », ajoute le communiqué.

Les listes d'embauche, dressées par les deux sociétés Lopès et Olier, qui reprennent respectivement les activités de la presse et de celles d'édition, seront connues cette semaine. En ce qui concerne les cent quarante personnes qui ne sont pas reprises dans le cadre du plan de sauvetage conçu par le comité interministériel de restructuration industrielle (CIRI), une « table ronde » doit avoir lieu ce lundi 2 janvier à la préfecture de Rennes pour mettre au point diverses solutions.

TRIBUNES ET DÉBATS

LUNDI 2 JANVIER

- M. Jack Lang, ministre délégué à la culture, répond aux questions des journalistes dans l'émission « Face à la rédaction », sur France-Inter, à 19 h 20.
- M. Laurent Fabius, ministre de l'Industrie et de la Recherche, est l'invité de l'émission « L'heure de vérité », sur Antenne 2, à 20 h 35.

OFFRES D'EMPLOI	la ligne	la ligne T.T.C.	ANNONCES CLASSEES	ANNONCES ENCADRÉES	la ligne/col*	la ligne/col T.T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	83,00	98,44		OFFRES D'EMPLOI	47,00	56,74
IMMOBILIER	28,00	29,65		DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,60
AUTOMOBILES	56,00	66,42		IMMOBILIER	36,00	42,70
AGENDA	56,00	66,42		AUTOMOBILES	36,00	42,70
PROP. COMM. CAPITAUX	184,00	184,50		AGENDA	36,00	42,70

* Dégressifs selon surface ou nombre de positions.

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Centrale - A.M - ENSTA - ENSM...
 Sud-Est. Filiale d'un groupe national important, cette société du secteur industriel pétrolier (700 personnes) recherche dans le cadre de son développement plusieurs ingénieurs capables d'assister la direction de l'engineering :

Ingénieurs chefs de projets
 Ils auront pour première mission, de faire des calculs sur des projets, de participer à la conception et à la réalisation de nouveaux produits, de collaborer à la réponse aux appels d'offres et au suivi des affaires existantes. Leur évolution se poursuivra par la prise en charge ou plusieurs projets. Ces postes s'adressent à des jeunes ingénieurs de formation industrielle générale possédant 3 à 5 ans d'expérience en B.E. (conception et mise en route de prototypes - résistance des matériaux) et dans la conduite des hommes. (Réf. 3125 a)

Ingénieur chef du groupe études-affaires
 Il devra prendre en charge la responsabilité d'une équipe d'ingénieurs et de techniciens afin d'assurer d'une part, la conception et le développement de produits nouveaux et d'autre part, de participer à la commercialisation de l'ensemble des activités de la société auprès d'une clientèle pétrolière. Ce poste s'adresse à un ingénieur de haut niveau, de formation industrielle générale, possédant 5 à 10 ans d'expérience dans des fonctions d'encadrement (B.E. calculs - gestion d'affaires commerciales). (Réf. 3125 b)

Pour ces deux types de postes, la pratique des moyens informatiques en calcul scientifique et l'utilisation courante de la langue anglaise sont requises. La rémunération annuelle sera liée à l'expérience et au potentiel des candidats retenus. François Meyer vous remercie d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et présentations) au préalable de votre choix.

Meyer & partenaires 100, cours Julien 13006 Marseille (91) 48.36.94.

UN CHARGÉ DE MISSION
 Tourisme et les Pyrénées
 Apporter un appui technique aux professionnels, collectivité locales et organiser économiquement les producteurs. Form. supérieures env. 35 ans, responsabilité dans une entreprise de tourisme, capacité de relations, motivé et réaliste. Env. C.V. avant le 15 janvier à Centre d'information pyrénéenne 12 r. Salsens, 31200 Toulouse

Il est ouvert au département du Haut-Rhin un concours sur épreuves en vue du recrutement de

4 ATTACHÉS DU CADRE DÉPARTEMENTAL
 dont 2 par concours externe et 2 par concours interne.

Les candidatures devront être déposées au plus tard le 12 janvier 1984 à 18 heures à l'Hôtel du Département du Haut-Rhin, Bureau du personnel, 11, avenue de la République COLMAR.

Pour tous renseignements complémentaires concernant les conditions d'admission, les épreuves éliminatoires et la tenue des épreuves, s'adresser à l'Hôtel du Département du Haut-Rhin, Bureau du personnel, 11, avenue de la République à COLMAR (Tél. 23-50-51 ou 24-83).

Établ. région Roussin recherche chef des services éducatifs. Dipl. d'État éduc. spécial + pratique prof. certifiée. Lire rapidement pour assurer fonctions auprès enfants. Conv. salariales à débiter. Ec. n° 7 308 le Monde Pub. - 5, rue des Italiens, 75008 Paris.

F.O.L. DROME recrute un animateur professionnel pour animation travailleurs immigrés et familles, niveau IUT - CAPASE - DEFA - DECEP ou autre expérience animation. Env. de candidature.

Renseignements F.O.L. DROME S.P. 02 - 26011 VALENCE. Téléphone : 42-19-61. Dépôt de candidature avant le 15 janvier 1984.

Engineering opérationnel offshore
 Sud-Est. Filiale d'un groupe national important, cette société spécialisée dans les travaux métriques offshore, recherche des ingénieurs de haut niveau. En liaison permanente avec les directions commerciales, technique et opérationnelle, ils se verront confier dans un premier temps, la totale responsabilité de la réalisation d'un ou plusieurs projets. Leur évolution, liée à la performance de leurs résultats, pourra se poursuivre dans un second temps par la prise en charge d'un poste d'ingénieur d'affaires.

Ces créations de poste s'adressent à des ingénieurs diplômés d'une grande école, possédant 5 à 10 ans d'expérience dans le domaine maritime ou pétrolier. Basés dans le Sud-Est, ces postes nécessitent des déplacements de courte durée à l'étranger, ainsi la pratique courante de la langue anglaise est-elle requise. La rémunération annuelle de départ sera liée au potentiel et à l'expérience des candidats retenus. François Meyer vous remercie d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et présentations) sous réf. 3126

Meyer & partenaires
 100, cours Julien 13006 Marseille (91) 48.36.94

GRENOBLE
 Société en forte croissance surtout à l'export (60% des ventes), recherche

TRÉSORIER
 Rattaché directement au Directeur Financier, il aura à traiter :

- des problèmes de trésorerie à court et moyen terme,
- le suivi des emprunts,
- les conversions de change,
- les échanges internationaux.
- le recouvrement clients.

Une expérience de trésorier dans une grande entreprise et du milieu bancaire est demandée. Anglais indispensable.

Réf.

CONTRÔLEUR DE GESTION
 Intégré au contrôle financier, il prendra en charge :

- le contrôle des coûts,
- le suivi du plan de réduction des coûts,
- l'analyse de rentabilité.

Une expérience en entreprise anglo-saxonne est souhaitée. Anglais indispensable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous la référence du poste choisi à HAVAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS, qui transmettra.

PROFESSEUR
 enseignement pratique V.A.P. et D.V.V. école, niveau IUT anglais, Flair temps. Poste permanent. Envoyez avec C.V., diplôme sous le n° T 43855 M. Réseau PRESSE 88 bis, r. Méner, 75002 Paris.

ÉCOLE NATIONALE DE LA SANTÉ PUBLIQUE
 recherche

- UN ENSEIGNANT EN ÉPIDÉMIOLOGIE.
- UN ENSEIGNANT EN ÉCONOMIE DE LA SANTÉ.
- UN SPÉCIALISTE EN ORGANISATION ET MÉTHODES ET SYSTÈMES D'INFORMATION.

C.V. et renseignements : M. le Directeur de l'E.N.S.P., av. de Prof.-Léon-Bernard, 35043 RENNES CEDEX. T. (98) 58-29-38 poste 17-10.

CONSEILLER (S) EN INFORMATIQUE DE GESTION
CONSEILLER (S) EN INFORMATIQUE DE PRODUCTION

Vous pouvez devenir :

- UN ENSEIGNANT EN ÉPIDÉMIOLOGIE.
- UN ENSEIGNANT EN ÉCONOMIE DE LA SANTÉ.
- UN SPÉCIALISTE EN ORGANISATION ET MÉTHODES ET SYSTÈMES D'INFORMATION.

Stage de 1 200 heures à temps plein, gratuit et rémunéré par l'Etat.
 Démarrage le 30 janvier 1984, sélection en cours.

Contrat d'urgence :
 Le Groupement des Chambres de Commerce et d'Industrie Hautain-Cambésis

INSTITUT INFORMATIQUE ET ENTREPRISE
 Centre Tertiaire - 2, rue Henri-Médard
 89000 AUNOY-LEZ-VALENCIENNES
 Tél. : (20) 30-18-10

DIRECTIONS

SOCIÉTÉ INFORMATIQUE
 réalisant sur un marché en forte expansion un C.A. de 45 MF en France et à l'Étranger recrute son

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Formation : Grande École de Commerce ou Universitaire.
 Expérience : 2 ans minimum dans une fonction d'Audit.

Il sera chargé, au sein d'une Équipe de Direction jeune et dynamique, de la Comptabilité Générale, de la mise en place de la Comptabilité Analytique, de la Trésorerie et de la Fonction Personnel.

Envoyer lettre de candidature manuscrite avec C.V., photo et rémunération souhaitée

SOCIÉTÉ PÉRIÉRIC
 Direction Générale
 66, rue du Docteur Calmette
 94350 VILLIERS-SUR-MARNE

emplois internationaux
 (et départements d'Outre Mer)

Le Centre National pour l'Exploitation des Océans recherche dans le cadre du programme international de forages scientifiques « océan, drilling, program » des

GEOLOGUES GEOPHYSICIENS

niveau thèse (équivalent Ph.D.) ou maîtrise, expérience à la mer indispensable, anglais pratiqué couramment.

Postes à pourvoir dans une université américaine.

Merci d'adresser C.V. + prétentions au Service du Personnel CNEO - 66, avenue d'Éna 75116 PARIS.

La Fondation Européenne de la Culture recherche

LE DIRECTEUR

de son INSTITUT POUR UNE POLITIQUE EUROPÉENNE DE L'ENVIRONNEMENT, dont le siège est à Bonn.

Ce directeur est responsable de l'ensemble des activités de l'Institut et de son développement. Le (ou la) candidat(e) devra notamment être en mesure de négocier des contrats, de diriger des recherches interdisciplinaires orientées vers la décision politique en matière d'environnement et d'en communiquer en plusieurs langues les résultats aux instances parlementaires et gouvernementales. Son lieu de travail sera Bonn, mais il (ou elle) sera également responsable des activités de l'Institut dans les autres pays. Le poste implique de fréquents déplacements en Europe. Niveau de rémunération correspondant aux responsabilités.

Les dossiers de candidature doivent être adressés avant le 31 janvier 1984 à la Fondation Européenne de la Culture, 5, Jan van Goyenkade, NL-1075 HN Amsterdam. Le secret des candidatures est garanti.

Importante Société d'Assistance Technique et Maintenance d'équipements électroniques en très forte expansion recherche pour Région Parisienne et Moyen Orient

Ingénieurs Système

Techniciens Electroniciens

Expérience exigée : radars et Micro-processeurs.

Adresser votre CV à **ATM International**
 134, rue de Charenton 75012 Paris

Recherches technologiques (travaux) techniques anglais/français en poste dans nos bureaux de développement (à l'étranger) et en France. Les candidats (sa, expérimentés (s) dans les domaines : applications, contrats, etc., doivent être avec C.V. au M.O., Transputer Ltd, 118-128 North End Road, London, W14 9PP, U.K.

URGENT
 recherche pour **AFRIQUE NOIRE TECHNICIENS**
 Radio maritime

Avoir solide formation et expériences. Parler anglais, arabe, espagnol, portugais, japonais. Bonne présentation, bon salaire + avantages.

Formation 2 mois au Japon. Envoyez C.V. + photo à :

SICAR
 10 BP 513,
 ABDJAN 10, Côte d'Ivoire.

OFFRES D'EMPLOIS

Sfm

SOCIÉTÉ DE FABRICATION D'INSTRUMENTS DE MESURE, 91 MASSY
 recrute

1) POUR SA DIRECTION CONTRÔLE ET QUALITÉ **ingénieur qualité logiciel** (Réf. 2152)
 POSITION II
 DIPLOME ANALYSTE TEMPS REEL
 Expérience industrielle indispensable notamment sur les problèmes de méthodologie.

2) POUR SA DIRECTION DES ÉTUDES **ingénieur-analyste programmeur** (Réf. 3643)
 DÉBUTANT, DIPLOME

ingénieur-électronicien (Réf. 5772)
 DÉBUTANT, DIPLOME

ingénieur (Réf. 8132)
 DÉBUTANT
 DIPLOME SUP AERO, ENSICA, ENSMA
 Spécialisation avionique et systèmes - automatique.

Ecrire en précisant la référence du poste
 Direction des Affaires Sociales
 B.P. 74, 91301 MASSY cedex

CINEMA ART ET ESSAI
 Association loi 1901 cherche

DIRECTEUR
 Poste libre de suite

Envoyer C.V. et prêt. à :
VYB GROSSET
 20 bis, rue Montmorency-Boulle
 91500 BRUNOIS.

DIRECTEUR QUALIFIÉ
 recherché par CENTRE D'AIDE PAR LE TRAVAIL Handicapés marocains Benifera Sud Paris

Écrire avec références à UNAFAM, S. r. de Montyon, S.

emplois internationaux

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

europa computer systems
 Notre Société spécialisée dans la location de matériel IBM recherche un

CHEF DE CABINET
 afin de diriger le cabinet du Président

Ce poste à responsabilité, divers dans ses aspects, requerrait un homme d'environ 35 ans, de formation supérieure ayant déjà acquis une expérience dans la gestion de l'intendance ainsi que dans l'encadrement.

Nous vous remercions d'adresser une lettre manuscrite à l'appui de votre CV à Mme Jackie Tod.

ECS - 16 rue Washington - 75008 Paris

031 071 109

هنا من الاميل

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

IMPORTANTE ASSOCIATION DE TOURISME SOCIAL EN EXPANSION
recherche pour son siège à Paris
Contrat à durée indéterminée

UN CHEF DU PERSONNEL
POSITION CADRE 3

Salaires annuels 152.000 F. brut.
Sous la responsabilité du Directeur Adjoint, Directeur du Personnel il assurera :

- La suivi des organigrammes et des mouvements de personnel.
- La réalisation de la paye.
- Les relations avec le personnel du siège.
- La planification.

Une expérience de 3 ans dans un service de personnel est exigée.
Poste à pourvoir le 1er Février 1984.
Adresser candidature et C.V. détaillé avant le 11-Janvier 1984
dernier délai à : **AREPOS**
34, RUE DES MARTYRS - 75009 PARIS

TELIC-ALCATEL

Siège Social : STRASBOURG - Direction Commerciale : FRESNES.
Nous sommes les premiers en France et l'un des premiers dans le monde sur le marché du téléphone et de la communication privée (télématique, bureautique, électronique grand public).
Une croissance rapide nous permet d'atteindre aujourd'hui le milliard de francs de chiffre d'affaires.

Utilisant une gamme très diverse de technologies de pointe, nous bénéficions des impulsions de chacune d'entre elles. Tous nos produits se renouvellent et se diversifient sur un rythme sans cesse plus rapide.

Nous déployons sur des marchés nationaux et internationaux en fort développement mais très concurrentiels, notre règle est la compétitivité par l'intelligence, soutenue par un moral de vainqueur et des moyens puissants.

Traitant de techniques de communication au sens le plus large, nous sommes en prise directe avec l'un des phénomènes socio-culturels les plus émergents du monde contemporain.
La qualité des hommes de TELIC est le moteur de son développement.
Vous avez le même goût d'entreprendre, venez nous rejoindre à STRASBOURG.
Notre Direction des Achats se renforce en associant à son équipe

2 INGENIEURS ACHATS

• L'un pour les circuits intégrés LSI
Au sein d'une équipe gérant une famille de composants, vous aurez pour mission de négocier avec une large autonomie des marchés de composants électroniques.
Vous assurerez l'interface avec les Services Techniques et les Services d'Ordonnement et de Fabrication.
Vous êtes un acheteur ou un vendeur confirmé et vous possédez une bonne expérience de la négociation commerciale, ou bien, vous êtes un jeune ingénieur et vous souhaitez élargir votre action à la Fonction Achats.
Vous possédez une bonne connaissance de la langue anglaise.

• L'autre pour les pièces moulées
Au sein d'une équipe, vous aurez à négocier l'achat des pièces plastiques moulées.
En liaison avec les Services Techniques et Industriels, vous participerez à la définition des nouveaux produits. Vous aurez la responsabilité du choix des fournisseurs et de l'élaboration de nos stratégies d'achat.
Vous possédez une connaissance approfondie des techniques d'injection plastique.
Vous possédez une bonne connaissance de la négociation commerciale ou vous souhaitez élargir votre action à la Fonction Achats.

Adresser en préluce à notre rencontre, votre curriculum vitae à
Bernard CAMMAS - Directeur du Personnel

TELIC
Alcatel
Groupe C.G.E.

TELIC-ALCATEL
206, Route de Colmar - B.P. 57
67023 STRASBOURG Cedex.

Développant ses activités, une société (PARIS 17e) installant des SYSTEMES de mini-informatique et applications recherche un

ingénieur logiciel

ayant une connaissance du FORTRAN, diplômé d'une Grande Ecole d'ingénieurs ou de l'Université.
Plusieurs années d'expérience de conduite d'applications de gestion ou financières sur mini.
Activités de pointe, techniques nouvelles, travail varié.
Rémunération intéressante.
Envoyer C.V. à :
J.M. TRINI - ORIPA
16, rue La Condamine - 75017 PARIS - Tél. : 522.85.96

jeune est pour l'activité publicité - presse - R.P. - d'une importante société de prestations de services.

Notre groupe dont les activités sont très diversifiées, a une implantation internationale (12.000 personnes). Nous souhaitons confier à un(e) jeune diplômé(e) d'enseignement supérieur (ESC - maîtrise de gestion...), ayant trois ans environ d'expérience de la publicité industrielle, acquise de préférence chez un annonceur, le poste d'adjoint au responsable Publicité - Presse - Relations Publiques. Ce nouveau collaborateur participera à l'élaboration et à la réalisation de brochures de documentation, de rapports d'activité, de journaux internes, à l'organisation de manifestations, de séminaires, à la conception d'actions publicitaires professionnelles. Pour réussir à ce poste, il faut parler anglais, posséder une bonne culture économique, avoir le sens de l'efficacité et de la disponibilité, une grande capacité d'adaptation à des activités variées.
Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier sous référence A.264.83 M à notre Conseil - 61, boulevard Haussmann - 75008 PARIS.

CB Chantal Baudron. s.a.

JEUNE CADRE FINANCIER

La Direction Financière d'un Groupe privé (CA 3 milliards de francs) recherche un jeune cadre pour développer son service trésorerie.
Sa mission sera de planifier les moyens de prévisions, de gérer la trésorerie d'une dizaine de filiales en coordination avec les services comptables et la Direction Générale. Interlocuteur privilégié des banques, il développera les relations avec les exploitants au travers du suivi des comptes et des autorisations de crédit des sociétés.
Cette fonction conviendrait à un homme de rigueur, de négociation et d'encadrement.
Diplômé d'Etudes Supérieures (option Finances), il a un fort potentiel d'initiatives pour promouvoir l'organisation et la gestion du service. Aussi devra-t-il justifier d'une expérience d'au moins 3 ans dans une fonction similaire.
Ce poste trampoline offre de sérieuses possibilités d'évolution au sein d'une direction financière pour un jeune cadre ambitieux.
Merci d'adresser votre candidature (C.V., lettre manuscrite, prétentions) sous réf. 224/195 à :

TRANSELEX 128, boulevard Haussmann
75008 PARIS

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL
recherche :

PROFESSIONNEL DES RELATIONS SOCIALES
H.F.
30 - 35 ans

Cette candidature est destinée à renforcer une équipe chargée de préparer, mettre en œuvre et veiller à l'application de la politique sociale du Groupe.

Le poste à pourvoir suppose une connaissance approfondie DU DROIT SOCIAL (NIVEAU DEA), une bonne culture générale (diplôme complémentaire apprécié) et une expérience de 5 ans minimum en milieu industriel.

Envoyer CV manuscrit, photo sous référence 84885 à
CORTESSÉ PUBLICITE - 20, avenue de l'Opéra - 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra

GROUPE SYSECA

STE D'INGENIERIE EN INFORMATIQUE
(700 personnes, C.A. 220 M.F.)
partenaire d'un groupe industriel
de taille internationale

recherche
dans le cadre de l'expansion de son activité

SYSTEMES DE COMMUNICATION
INGENIEURS INFORMATIENS
CONFIRMES
(3 à 5 ans d'expérience)

Postes à pourvoir : CHEFS DE PROJETS

Domaines : télécommunications, réseaux de données, télématique, microinformatique.

Nous accordons une attention particulière aux candidats désireux d'évoluer dans le cadre de notre rapide expansion, ayant le sens des responsabilités et du contact à haut niveau dans les administrations et les grandes entreprises nationales ou internationales et capables de s'intégrer dans des équipes dynamiques.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 2047 à
GROUPE SYSECA - Service du Personnel
315, Bureaux de la Colline
92213 St Cloud Cedex
Tél. : 602.70.47

AIR INTER
LIGNES AERIENNES INTERIEURES

Dans le cadre de son nouveau plan de développement recherche pour sa DIRECTION DE L'INFORMATIQUE ET DES TELECOMMUNICATIONS

INGENIEURS GRANDES ECOLES
H.F.
(X, Mines, Centrale, ENST, ESE...)

Diplômés Grandes Ecoles Commerciales (HEC, ESSEC) 1 à 3 ans d'expérience, pour participer à la conception, à la réalisation et à la mise en place de systèmes d'information mettant en œuvre des techniques de pointe (télécommunications, bureautique, mini et micro-informatique, bases de données). Une première expérience dans une société de conseil serait appréciée. Les candidats devront posséder de réelles capacités de travail en équipe.

Lieu de travail : ORLY.

Perspectives d'évolution intéressantes. Nombreux avantages sociaux.
Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 619/M au service Effectifs Recrutement Orientation
1, avenue du Maréchal De Gaulle - 91550 PARAY VIEILLE POSTE

L'AREPOS, association de tourisme social, gère des séjours, des voyages ainsi que ses propres villages de vacances. Elle désire moderniser son traitement de l'information. Elle souhaite équiper d'un mini ordinateur au siège et de micro ordinateurs dans ses villages de vacances. Elle recherche son

TECHNICIEN EN INFORMATIQUE

Il doit être titulaire d'un DUT ou équivalent (BAC + 2 BTS et AFPA...). Il a réalisé des projets informatiques importants ; en collaboration directe avec l'équipe de direction, il procédera, sous le contrôle de celle-ci à :

- l'analyse des besoins.
- La rédaction du cahier des charges.
- Le choix du matériel (table ligne...).
- l'analyse du système.
- Le contrôle et la validation.
- La formation du personnel.
- La maintenance de l'outil d'information.

Une réelle expérience de l'exploitation d'un mini ordinateur et une pratique d'un langage évolué sont exigées (type mini 6 et Cobol). La connaissance d'un micro ordinateur et du Basic est souhaitée.
Prise de fonction Février 1984.
Envoyer C.V. détaillé et prétentions avant le 11 Janvier 1984 dernier délai à :
AREPOS
34, RUE DES MARTYRS - 75009 PARIS

CABINET DE COMMISSAIRES AUX COMPTES
situé à Paris, recherche

REVISEURS CONFIRMES

• diplômés de l'enseignement supérieur et ayant acquis une première expérience de la révision et du commissariat aux comptes et souhaitant intervenir auprès de sociétés appartenant à des secteurs d'activités variées.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous référence 47095 à PROJETS 12, rue des Pyramides 75001 Paris qui fera suivre.

Pour s'intégrer aux équipes d'études qui préparent ses futures gammes d'ordinateurs Bull Systèmes recherche des

INGENIEURS CAO VLSI

Ils participeront à l'étude et au développement d'un système intégré de CAO permettant la mise en œuvre de méthodologies nouvelles de conception structurée des VLSI.
Plusieurs postes sont ouverts touchant la simulation fonctionnelle et la vérification des VLSI, la composition assistée du plan de masse, la compilation des masques et les tests.
Ces postes s'adressent de préférence à des candidats diplômés des Grandes Ecoles (ou équivalent).
Lieu de travail : Les Clayes sous Bois (78).
Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la réf. 137 M à
Gérard Lavergne
Cii Honeywell Bull
PC OG021C
94, avenue Gambetta
75990 PARIS CEDEX 20.

Bull

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

Établissement public recherche
agent possédant licence en droit et connaissance en gestion pour participation à un service conseil en gestion du personnel et comptabilité. Expérience professionnelle à privilégier, mais non exigée.
Envoyer candidature manuscrite, curriculum vitae, prétentions et photo sous n° 7.301
Le Monde Pub.
services ANNONCES CLASSÉES
5, r. de Tolence, 75008 Paris.

	Le jour*	Le jour T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	53,00	58,44
DEMANDES D'EMPLOI	25,00	29,65
IMMOBILIER	56,00	66,42
AUTOMOBILES	56,00	66,42
AGENDA	56,00	66,42
PROP. COMM. CAPITAUX	164,00	194,50

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le journal*	Le journal T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	47,00	55,74
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,60
IMMOBILIER	36,00	42,70
AUTOMOBILES	36,00	42,70
AGENDA	36,00	42,70

* Dégressif, selon surface du nombre de personnes.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

message N°8

Dans ce message, le dernier de huit, les conseils en recrutement adhérents de Syntec veulent tracer, à l'attention des hommes et des femmes qui deviennent un jour « candidats », les règles du jeu du marché de l'emploi et donner quelques conseils leur permettant de bien orienter leur carrière.

Au carrefour de votre carrière, une attitude professionnelle

Offreur de services ou demandeur d'emploi, lecteur d'annonces, vous arrivez au terme de votre démarche. Vous avez sélectionné des offres, vous avez répondu à des invitations de cabinets en recrutement. Vous avez accepté la compétition. Des entreprises vous ont été présentées. Et maintenant est venu le moment de votre décision personnelle.

soyez lucide

Vous disposez d'une masse de renseignements. Certains sont objectifs (secteur d'activité, localisation géographique, intérêt du marché, etc.), d'autres se prêtent à une interprétation subjective (contenu du poste, climat social, partie variable et/ou annexe de la rémunération). Enfin, certains éléments ne vous seront connus que lorsque vous tiendrez le poste (esprit de coopération de vos collaborateurs ou de vos collègues, etc.). A vous donc de réduire les incertitudes, d'éclaircir les zones d'ombre pour pouvoir finalement prendre un risque calculé. Poursuivez votre information, de même que l'entreprise vous a demandé de compléter votre dossier de candidature.

Ne soyez pas dupe de vous-même. Voyez bien quels sont les éléments qui vont emporter votre décision : le secteur de pointe ou l'avis de votre épouse, l'importance de la rémunération ou les études de vos enfants, le goût du risque ou la qualité de la vie.

soyez libre

Pondérez ces différents éléments comme vous l'entendez. Personne ne le fera pour vous. En ce sens, vous êtes responsable et libre. D'autant plus que c'est vous qui assumerez pleinement toutes les conséquences de votre choix (et votre famille aussi). Entourez vous de tous les conseils sans vous laisser influencer. Soyez fort. Ne vous résignez pas à un changement auquel vous n'adhérez pas vraiment. Gardez la liberté d'offrir vos services à celle des entreprises qui en a le plus besoin et qui vous propose la meilleure contrepartie.

soyez professionnel

Sachez dire non. Sachez dire oui. Et vous y tenir. En temps utile, en pensant aux autres candidats, aux hommes de la nouvelle entreprise. Avec la rigueur du professionnel qui décide de ne pas poursuivre une affaire. Sachez dire oui, dans les délais nécessaires, en pesant les conséquences pour l'entreprise que vous quittez. Avec la détermination du professionnel qui a fait son choix et n'attend pas y revenir. Par dignité personnelle, par savoir-vivre et... peut-être aussi pour ne pas rester dans le milieu du carrefour.

Pour votre carrière, sachez répondre aujourd'hui aux appels de l'économie.

Toutes vos suggestions seront les bienvenues à Syntec-Recrutement : 3 rue Léon Bonnat - 75016 Paris.



Cette communication a été préparée par les adhérents de SYNTEC-RECRUTEMENT : Alexandre Tte S.A., Algos, Aviso Conseil, Bernard Julliant Pyscom, Chermal Baudron S.A., Cilas, Cog Habert Conseil, Corc, C.P.A., Développement, Egor, Etap, Euroquip, Infraplan, Jacques Tixier S.A., P.A., Sefop, Selo-Cegos, Sems Selection, Serfo, Sirco, Soderhu.

HEC - ESSEC - ESCP

L'option que vous avez choisie vous oriente vers les études financières et économiques.

Vous avez (éventuellement) une première expérience et souhaitez participer aux activités de gestion d'un secteur d'assurance en plein essor.

Votre mission : au sein d'une équipe d'état-major, vous assistez le responsable du service, concevez des outils d'aide à la décision et prenez plus particulièrement en charge études économiques, tableaux de bord et budgets.

Le service : service fonctionnel auprès d'opérateurs, il appuie la direction « assurances de personnes » l'analyse économique et financière nécessaire à l'appréciation de la rentabilité de ce secteur.

L'entreprise : elle appartient au Premier Groupe Privé d'Assurances.

A lui seul le Groupe Daouf représente

- un C.A. de 6 Milliards de F en 1983,

- un effectif de 2100 salariés et 1750 agents,

- une implantation internationale,

- un cadre de travail exceptionnel à MAREY LE ROI (78), 30 minutes à l'Ouest de Paris.

Vous souhaitez en savoir plus ?



Ecrivez-nous avec C.V., photo et préférences soust. UN 02/84 à Catherine Vestieux - Service Recrutement - 1, place Victorien Sardou - 78161 MAREY LE ROI CEDEX.

Inspecteur du cadre

Importante Société d'Assurances à forme mutuelle, ayant un réseau de 500 Agents et dont le Siège se situe à Paris, recherche pour animer un réseau existant : Inspecteur du Cadre (IAD).

Circcriptions : 94, 92, 94 et Sud de 77.

• Vous avez une expérience de 5 ans minimum dans la fonction d'inspection (contrôles financier, technique, animation/production, recrutement, formation).

• Vous pouvez justifier de connaissances juridiques.

• Vous êtes dynamique, disponible, doté d'auto-discipline, de diplomatie, mais aussi de fermeté et de rigueur.

Vous nous intéressez.

Merci de nous adresser lettre manuscrite, C.V. et photo, sous réf. 3496 à

ID IMPACT DEVELOPPEMENT
Monceau Commercial Building
38, rue de Lisbonne 75008 PARIS



COMSIP ENTREPRISE

CONDUITE ET SUPERVISION DE PROCESSUS INDUSTRIELS, REGULATION, INSTRUMENTATION ET ELECTRICITE (ingénierie, systèmes, travaux et services internationaux)

GROUPE CGEE ALSTHOM

pour assurer le développement de son activité de réalisation de systèmes informatiques dans les domaines pétrole, gaz, chimie, pétrochimie, matériaux nucléaire, spatial, militaire LA DIRECTION SYSTEMES INDUSTRIELS recherche

INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX CHEFS DE PROJETS

diplômés grandes écoles ayant au minimum 3 ans d'expérience en informatique industrielle et pratiquant couramment l'anglais.

ANALYSTES

BTS ou DUT pratiquant l'anglais

Toutes ces fonctions impliquent des déplacements en France et à l'étranger.

Adresser CV avec photo sous référence 84956 à COMSIP ENTREPRISE - Service du Personnel et des Relations Sociales - BP 305 - 92506 RUEIL MALMAISON Cedex.

GROUPE DE PRESSE
CENTRE DE PARIS
RECHERCHE

DOCUMENTARISTE EXPERIMENTÉE
Bonne connaissance des problèmes
économiques indépendants

Anglais courant
Ecrire : S.P.G.
13, avenue de l'Opéra,
75001 PARIS.

ENTREPRISE DE PRESSE
CENTRE DE PARIS
recrute

RÉDACTEUR

pour informations sur les sociétés
expérience des services
d'études de banque ou d'analyse
financière souhaitée.

Adresser candidature S.P.G.
13, avenue de l'Opéra,
75001 PARIS.

SOCIÉTÉ DOCUMENTATION
TECHNIQUE

recherche un
RÉDACTEUR (TRICE)

S.T.S. électronique

Envoyer C.V. et préférences.
Ecrire sous le n° 7 043738 M
RÉD-PRÉSSE
88 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Candidat cherche pour petite
site 10 ans niveau CM 2
INSTITUTEUR
ou INSTITUTEUR
pour Noël/mars 1984

(5 heures par jour), section de
après d'avez, pros. ROME.
Tél. : M. BERRY - 228-90-76.

LE SALON DE L'EMPLOI DES JEUNES DIPLOMÉS

Aider les entreprises à mener une politique de recrutement efficace et dynamique, qui tienne compte des aspirations des cadres ; d'aujourd'hui et de demain.

Donner aux Jeunes Diplômés et Débutants les moyens d'évaluer la réalité du monde industriel, les contraintes économiques de l'entreprise, pour y adapter leur talent et leurs ambitions professionnelles.

C'est l'idée directrice de ce salon, organisé par le MONDE avec la collaboration de R.T.L. qui aura lieu du mardi 6 au vendredi 9 MARS 1984 au Palais des Congrès.

ENTRÉE LIBRE

Pour toute demande d'information, s'adresser à :

recie presse

J. Degave - D. Le Dren - P. Devoulon
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS
Tél : 233.44.21

Le Monde

H. Guinaudeau
5, rue des Italiens, 75002 PARIS
Tél : 246.72.23

مقتدا من الامم

REPRODUCTION INTERDITE

	La semaine	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	53,00	98,44
DEMANDES D'EMPLOI	25,00	29,65
IMMOBILIER	66,00	66,42
AUTOMOBILES	66,00	66,42
AGENDA	66,00	66,42
PROP. COMM. CAPITALIS.	184,00	194,50

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	La semaine	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	47,00	55,74
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,80
IMMOBILIER	38,00	42,70
AUTOMOBILES	38,00	42,70
AGENDA	38,00	42,70

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

DEMANDES D'EMPLOI EXPORT GESTION

formation professionnelle FORMATION D'ANALYSTES PROGRAMMEURS DE GESTION

Importante Société Française recherche un **Ingénieur plasticien confirmé** pour développer des applications nouvelles.

Les candidats ont plusieurs années d'expérience en injection classique et R.L.M., des connaissances en thermoplastique et en technologie des moules. Ils sont bilingues anglais et présentent des aptitudes certaines à l'animation et au travail en équipe.

Le poste est à pourvoir dans l'Oise.

Les candidatures de débutants seront écartées.

Envoyer lettre manuscrite et C.V. sous réf. 1582/F.T. à

SOURCES 16 rue Jean-Jacques Rousseau, 75001 Paris (qui transmettra)

Notre client est un important groupe international. Il recherche un **senior auditor**

pour l'intégrer, après une formation de 3 à 6 mois aux U.S.A., au siège européen nouvellement créé à Paris.

La personne recrutée animer une équipe d'auditeurs chargée d'assurer la révision comptable et opérationnelle des filiales situées, pour la plupart, en France, Italie et Espagne.

Ce poste offre des possibilités d'évolution très intéressantes, dans une société dont les plus récentes acquisitions européennes incluent une entreprise industrielle française dont le chiffre d'affaires dépasse 1,5 milliard de francs.

Le candidat idéal pour cette fonction possède une formation supérieure, une solide expérience de l'audit et une parfaite maîtrise de la langue anglaise.

Veuillez envoyer votre C.V., sous réf. M-411, à Marie-Jo MARTIAL, en indiquant si possible un numéro de téléphone, au 4, avenue Marceau, 75008 Paris.

chef de projet X. SUPELEC, CENTRALE, PONTS...

Nous sommes une importante société d'ingénierie française, spécialisée dans différents domaines : nucléaire, électrique, chimie...

Nous recherchons un ingénieur âgé d'environ 28 ans capable de prendre en main la conduite d'applications faisant appel à des bases de données.

Il devra être capable d'aider les utilisateurs à définir leurs besoins et à intégrer ceux-ci dans une architecture d'ensemble de systèmes utilisant les bases de données modernes : Réseau, Banque, C.A.O. Sa démarche sera inspirée de méthodes de type MERISE.

Il animera une équipe mixte formée d'informaticiens spécialisés et d'utilisateurs.

Adressez C.V., photo et salaire actuel sous réf. 44.05/1/949 à ADEQUATION, 62/64 av. Emile Zola 75015 Paris.

Adequation

publival vous présente ses Meilleurs Vœux pour 1984

27 rue des Cordes 92490 MEUDON Tél. 534-6434

L'INSTITUT DE MANAGEMENT PUBLIC-CESMAP

Organisme de formation, conseil, recherche en gestion des administrations, entreprises publiques et collectivités locales.

RECHERCHE

UN COMPTABLE

de formation BTS ou DUT avec quelques années d'expérience.

Il sera chargé, sous le contrôle du Directeur Financier, de la tenue de la comptabilité, des déclarations fiscales et sociales et de l'établissement des documents de synthèse.

Des connaissances en informatique seraient appréciées. Rémunération en rapport avec les qualifications exigées.

Adresser un curriculum vitae à :

Monsieur le Directeur INSTITUT DE MANAGEMENT PUBLIC-CESMAP 67, avenue Lénaise - 94112 ARCUUEIL CEDEX

BUREAU D'ETUDES ECONOMIQUES recherche pour mission ou séjour **AFRIQUE DE L'OUEST** (analyse macro-économique, planification, programmation)

ENSAE

DÉBUTANT ou ÉQUIVALENT (DEA SCIENCES ECO)

SALAIRE 120.000 BASE FRANCE

Écrire curriculum vitae détaillé à RÉGIE-PRESSE sous N° T043709M 85 bis, rue Réaumur - 75002 PARIS

SERVICE DE L'ÉTAT recherche **JEUNE INFORMATICIEN**

pour négocier l'achat de matériels de traitement de l'information (bureautique et informatique) et effectuer une activité de conseil auprès des utilisateurs.

Le candidat recherché sera ingénieur ou titulaire d'une maîtrise informatique et devra posséder une bonne connaissance des matériels et des logiciels micro-ordinateurs.

Adresser C.V. et références à : U.G.A.P. 209, rue de Bercy 75585 PARIS CEDEX 12.

GRANDS MAGASINS PARISIENS recherche **UN RESPONSABLE DES STOCKS**

Ce poste conviendrait à un candidat ayant eu une expérience similaire, qui souhaiterait élargir son champ d'action et accroître ses responsabilités.

En effet, il prendra en charge l'animation d'une équipe de 40 personnes et assurera l'organisation du stockage des marchandises d'un magasin.

Préire adresser lettre de candidature + C.V. sous réf. 406 à TRENDEANCES 9, rue Arsène-Houssaye, 75008 PARIS, qui transmettra.

Établissement public recherche **AGENT D'ADMINISTRATION** niveau BAC + 2, ayant expérimenté en matière de programmation de stages formation adultes.

Env. candidature manuscrite, C.V., références et photo.

Écr. n° 7 302 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75008 Paris.

INFORMATIQUES-TELECOM PARIS-PROVINCES

Projet informatique de TELECOM 1. VIDEO TEX, des systèmes de réseaux de données.

INGENIEURS SYSTEMES

Bonne expérience des transmissions par paquets. L'expl. des protocoles HDLC, X25, SNA. TRANSPAC est apprécié.

INGENIEURS SYSTEMES

PROCESSEURS INDUSTRIELS SOLAR-MITRA-POP-ANCRO **INGENIEURS TELEPHONE**

AVANT BONNE EXPERIENCE EN TELEPHONE TEMPORELLE

Projets exceptionnels par leurs intérêts.

28, r. Daubenton-95, 937-89-22.

B.E. recherche TUYAUTEURS-CALCULATEURS

PÉTROLE ou N.P.E. Tél. n° 357-42-58.

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE FRANÇAIS

Banlieue Paris pour compléter son département d'électrophysiologie cellulaire, recherche **SPECIALISTES (H.F.) IONTOPHORESE PATCH - CLAMP VOLTAGE CLAMP**

Expériences 3 ans minimum.

Écr. n° 84.075 Contines Publi- cées, 20, av. Copernic, 75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

CABINET D'EXPERTISE COMPTABLE recherche **COLLABORATEUR (trice)** B.T.S. ou D.E.C.S. comptable oblig.

Adresser C.V. et photo + prés. sous n° T 043-738 RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, Paris-2e.

Entreprise de Secteur Tertiaire Paris recherche **CADRE RESPONSABLE D'UNITÉ**

Chargé (e), sous l'autorité du responsable de services d'ANIMER une petite équipe dont les méthodes de travail s'organisent autour d'un système informatisé.

Ce poste est à pourvoir dans un premier temps à PARIS et éventuellement par la suite en Région Parisienne.

Profil souhaité :

- diplômé de l'enseignement supérieur (Bac ou D.E.C.S. ou équivalent)
- aptitudes à l'encadrement et à l'organisation du travail en équipe en liaison avec l'INFORMATIQUE.

Une première expérience professionnelle dans ce secteur serait un atout apprécié.

Écrire avec C.V. + photo + références, sous n° T 043 733 M, RÉGIE-PRESSE 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

AVOCAT AMÉRICAIN 30 ans. Juris. Doctor. Berkeley, Californie, Pennsylvania. 8 ans d'expérience professionnelle (1 an R.F.A.) possédant parfaitement allemand et français cherche travail juridique en France. Tél. (38) 73-46-39.

REDACTRICE-DACTYLO style littéraire, ancien journaliste, à recr. ses mémoires. Écrire sous le n° T043.785M RÉGIE-PRESSE 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

Après première expérience toutes propositions intéressantes concernant l'illustration d'ouvrages pour enfants ou autres.

Écr. n° 7308 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75008 Paris.

VOUS NE CHERCHEZ PAS UN COLLABORATEUR permanent, mais un homme de main pour un projet précis. E.S.S.E.C. 41 ans, connaissant la vie des affaires, je me tiens à votre disposition.

Écr. n° 2834 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75008 Paris.

Électrienne ayant permis de conduire cherche emploi.

Écr. n° 2518 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75008 Paris.

ORGANISATEUR-INFORMATICIEN cours CLAM-ESTO, 14 ans d'expérience cherche emploi dans région, disponible imméd. (0) 069-40-90 9/12-15 15.

MEILLEURS VŒUX POUR 1984

André MOUQUET 61, boulevard de Reully 75012 Paris - 343-61-00

36 ans, marié, un enfant, ancien Baccalauréat de l'enseignement du professeur Pierre Coublin (Hautes Etudes Sc. Sociales)

CHERCHE POSTE

ENSEIGNEMENT (Secondaire ou universitaire) en Sciences Sociales

RECHERCHE en Sciences Sociales

REDACTEUR ou **SECRÉTAIRE** particulier (normal ou supérieur adm. ou autres)

MERCI et BONNE ANNÉE

INFIRMIERE D. E. 81-80 cherche poste fixe en entreprise ou en labo pharm. W.-E. lib. Écrire : Gilda PITTOUSSI 40, rue du Chamille-Vert, 75011 Paris ou tél. 806-88-17.

Secrétaire de direction 36 ans, 10 ans d'exp., cadre, diverses références, recherche poste équivalent Paris ou banlieue Est. Libre sous un mois.

Écrire sous n° 416 à DAG 85, rue de Valenciennes, 75001 PARIS

J.H. déposé Oblig. mil. B.E.P. électronicien, cherche emploi formation complémentaire. Téléphones : 837-70-52.

SECRETARIÉ expérimenté cherche poste à 8 h p./jour, prox. SURESNES, 506-61-88.

H. séducteur réf., connaissances musicales approfondies. Angl. All. It. ch. emploi responsable. Écrire sous le n° T 043 754 M 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

RÉGIE-PRESSE

85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Enthousiaste débutante ch. poste Paris, parisienne.

Écr. n° 6572 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75008 Paris.

JULIENNE 23 ans, débutante, B.T.S. secrétaire de direction, bilingue anglais, recherche poste stable.

Écrire sous le n° T 043.515 M 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

FRANCE-ALLEMAGNE

H.E.C. ayant large expérience de l'Allemagne et du commerce international étudie toutes propositions.

Écr. n° 2511 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75008 Paris.

ESTHÉTIENNE débutante, cherche emploi Paris, région parisienne.

Écr. n° 6572 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75008 Paris.

J.H. dég. OM, BEP exp. adm. + CAP emp. bur. exp. 6 mois d'exp. (ouv. bur.) Lib. de suite. Poste stable si possible.

Tél. 42-17-12.

Brochures. Homme d'aff. expérimenté, 39 ans, nat. française cherche collaboration, agence ou représentation générale.

Écr. n° 7309 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75008 Paris.

AVOCAT AMÉRICAIN 30 ans. Juris. Doctor. Berkeley, Californie, Pennsylvania. 8 ans d'expérience professionnelle (1 an R.F.A.) possédant parfaitement allemand et français cherche travail juridique en France. Tél. (38) 73-46-39.

REDACTRICE-DACTYLO style littéraire, ancien journaliste, à recr. ses mémoires. Écrire sous le n° T043.785M RÉGIE-PRESSE 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

Après première expérience toutes propositions intéressantes concernant l'illustration d'ouvrages pour enfants ou autres.

Écr. n° 7308 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75008 Paris.

VOUS NE CHERCHEZ PAS UN COLLABORATEUR permanent, mais un homme de main pour un projet précis. E.S.S.E.C. 41 ans, connaissant la vie des affaires, je me tiens à votre disposition.

Écr. n° 2834 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75008 Paris.

Électrienne ayant permis de conduire cherche emploi.

Écr. n° 2518 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75008 Paris.

ORGANISATEUR-INFORMATICIEN cours CLAM-ESTO, 14 ans d'expérience cherche emploi dans région, disponible imméd. (0) 069-40-90 9/12-15 15.

tradtion demande

TRADUCTIONS allemands, français, arabe pour diplômes E.S.I.T. Travaux dactylo, notes, rapports, etc. M^{lle} EL HINDY, 261-85-10.

IMPORTANT ORGANISME PARA-PUBLIC (12 000 personnes - 2 000 centres) recherche son **AUDITEUR INTERNE**

Le candidat retenu, de niveau DECS, mettra en place la fonction, sous l'autorité de la Direction Comptable et en relation avec les auditeurs externes, pour assurer la révision comptable des établissements et l'assistance de gestion auprès des centres locaux.

Ce poste pourrait convenir à toute jeune personne réunissant de profondes qualités de contact, le sens de l'organisation, une première expérience de la révision et la goût des déplacements.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et références, sous référence CR 1283, à :

COFINOR 49, boulevard de Courcelles - 75008 PARIS

gérer une équipe comptable

au sein des services du Siège d'un puissant Groupe multinational français, implanté à Paris Est.

IL FAUT AVOIR acquis ou minimum 5 ans d'expérience en comptabilité au sein d'une entreprise industrielle, dirigé du personnel, être motivé par le développement des applications informatiques.

La rémunération sera négociée en fonction des compétences des candidats.

Adresser dossier de candidature : lettre manuscrite, C.V., photo (retournée) et références sous réf. 21.570-M à I.C.A., 3 rue d'Hauteville 75010 Paris, qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising NEW YORK PARIS

INFORMATIQUE 5 recrute pour banlieue sud **7 INGENIEURS-INFORMATICIENS**

Langage commun, mixte ou équivalentes ou supérieur, débutants acceptés.

Écr. INF 5 - 23, rue de la Pépinière 75008 Paris sous référence MAN 180

les annonces classées **Le Monde** sont reçues par téléphone du lundi au vendredi de 9 heures à 18 heures au 296-15-01

AVOCAT AMÉRICAIN 30 ans. Juris. Doctor. Berkeley, Californie, Pennsylvania. 8 ans d'expérience professionnelle (1 an R.F.A.) possédant parfaitement allemand et français cherche travail juridique en France. Tél. (38) 73-46-39.

REDACTRICE-DACTYLO style littéraire, ancien journaliste, à recr. ses mémoires. Écrire sous le n° T043.785M RÉGIE-PRESSE 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

Après première expérience toutes propositions intéressantes concernant l'illustration d'ouvrages pour enfants ou autres.

Écr. n° 7308 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75008 Paris.

VOUS NE CHERCHEZ PAS UN COLLABORATEUR permanent, mais un homme de main pour un projet précis. E.S.S.E.C. 41 ans, connaissant la vie des affaires, je me tiens à votre disposition.

Écr. n° 2834 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75008 Paris.

Électrienne ayant permis de conduire cherche emploi.

Écr. n° 2518 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75008 Paris.

ORGANISATEUR-INFORMATICIEN cours CLAM-ESTO, 14 ans d'expérience cherche emploi dans région, disponible imméd. (0) 069-40-90 9/12-15 15.

formation professionnelle FORMATION D'ANALYSTES PROGRAMMEURS DE GESTION

Niveau requis : Bac + 2 années d'études supérieures scientifiques ou techniques ou cadre expérimenté.

Date de clôture : le 30/01 ou 28/9/84 (11.200 heures).

Coût de la formation : 3.125 F par mois.

Rémunération possible par les ASSISES et indemnité de Formation ou les FONGECIF pour les salariés en Congé Individuel de Formation.

Dossier de candidature à demander au C.A.R.E.L. 17206 - NOYAN Cedex. Téléphone : (46) 05-31-08.

propositions diverses

Les possibilités d'emploi à l'étranger sont nombreuses et variées. Demander un dossier de candidature à la revue spécialisée MIGRATIONS (LMI) B.P. 291-08 PARIS.

L'Etat offre des emplois nombreux, bien rémunérés à toutes et à tous, avec ou sans diplôme. Demandez un dossier de candidature à la revue spécialisée FRANCE-CARrières (LMI) B.P. 402-08 PARIS.

L'immobilier

appartements ventes

6^e arrdt Dauphine, 2 P. 354-42-70 **CARACTERE, CALME.**

15^e arrdt CAMBONNE, imm. récent ETAGE PLEIN SUD DOUBLE SEJ. + 2 CHAMBRES 95 m² 3 BAINS, PARCING, GARBI. 667-22-88.

78-Yvelines Particulier vend PARLY-2 APPARTEMENT TYPE-2 deuxième et dernier étage. 2-3 pièces. 72 m² loggia vitrée, 12 m² porte balcon, cave, park, ext. Pric 470.000 F. Parfait état. Tél. : 95-13-13

appartements achats

Recherche 1 à 3 pose Paris préféré rive gauche avec ou sans travaux.

PALE COMPTANT chat notaire. 873-20-67, même le soir.

locations non meublées offres

Paris

Les PARTICULIERS ont des LOGEMENTS A LOUER Nombreuses LOCATIONS garanties disponibles OFFICE DES LOCATAIRES Téléphone : 295-58-45.

Région parisienne

ST-GERMAIN-EN-LAYE PLACE DU CHATEAU Exceptionnel dans un immeuble NEUF DE GRAND LUXE APPARTEMENTS de caractères 3 ET 5 PIÈCES Possibilité BALCONNÉ Bureau location MERCREDI VENDREDI, de 15 à 19 h.

Province

50 minutes PARIS-EST F. 2. réanclant. 1.500 F. + 300 F. TA. (33) 83-02-56.

locations non meublées demandes

Région parisienne

Pour Stés européennes cherche villas, pavillons pour CADRES. Durée 3 et 6 ans. 283-57-02.

bureaux

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL DOMICILIATIONS S.A.R.L. - R.C. - R.M. Constitution de sociétés. Démarches et tous services. Permanence téléphonique. **355-17-50.**

VOTRE SIÈGE SOCIAL R.C. 180 F. S.A.R.L. 180 F. Constitution rapide de S.G.S.P. M. rue des Deux-Avenues, 13° : 886-95-11 54, rue de Crampon-19° : 607-62-00.

Domiciliations : 8-2. secrétariat, TEL., TELEX. Loc. bureau, toutes démarches pour constitution de sociétés. **ACTE S.A. 3359-77-55.**

locations non meublées demandes

locations non meublées demandes

locations non meublées demandes

locations non meublées demandes

locations non meublées demandes

DOMICILIATION IMMOBILIER DANS LE 16^e Inscription R.C. Location de bureaux, lieux. 651-29-77 en permanence.

Le Monde

économie

APRÈS L'ÉVACUATION DE L'ÉTABLISSEMENT DE POISSY

DEVANT LES GRILLES DE L'USINE
Le face-à-face des grévistes et des cadres

Les vigiles de Talbot-Poissy, recrus depuis le début du conflit dans leurs grilles, font à nouveau leur métier. À l'arrivée de l'équipe du matin, les accès de l'usine étaient soigneusement gardés. Seul pouvait pénétrer dans l'enceinte le personnel d'entretien et de nettoyage, porteur d'un laissez-passer délivré par la direction.

Peu avant sept heures du matin, les grilles sont soudain fermées, une centaine de grévistes s'étant présentés à l'appel de la C.F.D.T. Commence alors, dans le crachin glacé, un long face-à-face à travers les grilles entre les grévistes et une centaine de cadres et de membres de la maîtrise apparemment porteurs de laissez-passer : « On est venu spontanément, pour témoigner de la chaleur humaine au personnel d'entretien. Quand l'usine est en péril, il n'y a pas d'horaires. » A les entendre, certains, même durant le

conflit, ont fait le déplacement tous les matins.

Un face-à-face parfois tendu, en présence de deux pelotons de gendarmes mobiles traversés de froid. « Mouchards ! elles font peur », les chaînes sont-elles (C.S.L. à la poulette) - crient les grévistes. « Pas d'émouvoir, les gars ! ne leur répondez pas ! » conseille un cadre. Mais la tentation est trop forte. Un - *retournez chez vous, les bronzés, si vous n'êtes pas contents* -, fuse parfois du groupe des cadres, figés, graves, impassibles sous les sifflets et les moqueries.

Le retour ? Certains, ils l'ont crié sur tous les tons, ne demandaient pas mieux, « mais pas avec 40 000 F comme nous l'a proposé le gouvernement samedi. C'est insuffisant. Et le retour doit se faire sur la base du volontariat », a rappelé M. Jean-Pierre Noual, secrétaire de la C.F.D.T. Talbot-Poissy, au cours d'un meeting aux portes de l'usine.

Et d'appeler les travailleurs « à se présenter demain matin... sans toutefois prononcer le mot « grève ». Mais il est bien clair qu'on appelle à continuer la grève », précise-t-il en aparté. La C.G.T., qui devait consulter lundi après-midi ses « délégués de chaînes », appelle aussi à se présenter demain à la porte de l'usine.

Dans le B.3, l'ancien forum de la grève, les derniers slogans C.G.T. disparaissent sous les jets d'eau. On a bossé quarante heures. La chaîne est prête à tourner, explique un ouvrier d'entretien. Un petit coup de peinture orange a même été donné pour le supplément d'âme. En revanche, les murs du local de la C.F.D.T. ont été barbouillés de jaune et des piles de tracts renversés après l'évacuation de la nuit de vendredi à samedi. « Saccage » s'indigne M. Jean-Pierre Noual, qui annonce son intention de porter plainte. « Et les 10 millions de délégués dans le B.3 après l'incendie, ce n'est pas du saccage ? », maugre un cadre entre ses dents. Dans les deux cas, les auteurs n'ont pas été retrouvés.

DANIEL SCHNEIDERMANN.

Talbot ce n'est pas fini...
Dans les entreprises qui s'ouvrent aux technologies nouvelles la réduction du temps de travail peut permettre de maintenir des emplois à condition qu'elle s'accompagne d'un effort de formation

Talbot ce n'est pas fini... Comme on pouvait s'y attendre, l'évacuation de l'usine de Poissy par la police n'a pas réglé l'affaire Talbot. Si Talbot pose un problème spécifique en raison d'une importante main-d'œuvre immigrée, le traitement social des restructurations industrielles à venir dans la sidérurgie, dans les chantiers navals, dans le charbon et... l'automobile, est à rechercher. Là où la productivité est insuffisante, où les outils de production sont inadéquats, où les solutions sont au hasard, des solutions sont à trouver d'urgence. Si l'on veut éviter « du sang et des larmes », des conflits sociaux et des drames humains, le règlement de l'affaire Talbot ne pourra servir de référence car, après avoir trop attendu, on a agi avec précipitation sans réelle concertation avec l'ensemble des forces syndicales.

Les 35 heures des postes

La question centrale est de savoir quelles incidences les restructurations, l'adaptation des entreprises au nouvel environnement international, l'introduction de la robotique ou de la production vont avoir sur l'emploi. Comment faire face à une nécessité sans créer de nouveaux risques ? La réduction de la durée du travail n'est certes pas une panacée mais c'est encore une arme. Les trente-neuf heures ont été créées d'emblée - ou à partir d'un « effet sur l'emploi » de soixante-dix mille en 1982, mais il ne s'agissait pas de créations. Cependant là où on a été plus audacieux dans le rythme de la réduction et dans la non-compensation salariale intégrale, dans la réorganisation du travail, on a aussi sauvé, c'est-à-dire maintenu, de nombreux emplois menacés. Dans la chimie, où l'on est passé à trente-huit heures, une enquête partielle de la fédération C.F.D.T. parle d' « environ trois mille emplois créés ou maintenus ».

S'exprimant le 21 septembre dernier devant l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, M. Pierre Béregovoy après avoir rappelé que dans les vingt-quatre heures de l'O.C.D.E. il faudrait créer vingt mille emplois par jour de 1984 à la fin 1989 pour stopper la montée du chômage, avait lancé : « La réduction du temps de travail est indispensable de la modernisation de nos entreprises ». Pourquoi après avoir défendu de si fermes principes le gouvernement n'a-t-il pas saisi l'occasion de l'affaire Talbot pour en appeler à la question de la réduction du temps de travail ? Singulier oubli. Or ce n'est pas seulement l'usine de Poissy qui souffre de sureffectifs mais l'ensemble de l'industrie automobile française - Renault inclus - avec environ cinquante mille emplois de trop. Attendra-t-on que le couvercle de la marmitte saute ? De nouvelles possibilités vont être données prochainement. Selon l'ordonnance du 16 janvier 1982 la semaine de trente-cinq heures évaluée en moyenne annuelle s'applique depuis le 31 décembre 1983 pour « les salariés travaillant de façon permanente en équipes successives selon un cycle continu ». C'est cinquante mille salariés, « travailleurs postés en continu suivant un système d'équipes alternées », sont concernés. L'Agence nationale

pour l'amélioration des conditions de travail (ANACT) vient d'éditionner une brochure sur cette obligation (3). L'afflux de demandes qui lui parviennent semble montrer que nombre d'entreprises ne sont pas tout à fait préparées à cette échéance.

L'application de cette disposition peut pourtant rendre opportune une réflexion plus générale sur la diminution du temps de travail. L'autre opportunité est européenne. Depuis le 1^{er} janvier 1984, la France assume la présidence de la C.E.E. Le 9 janvier M. Mitterrand devrait recevoir une délégation de la Confédération européenne des syndicats. Une relance européenne centrée sur les secteurs en pleine restructuration ne serait-elle pas imaginable, souhaitable ? Le 27 septembre dernier, P.L.G. Metall ouest-allemande - organisation qui, à elle seule, a plus d'adhérents que la C.G.T. et la C.F.D.T. réunies - la F.I.L.M. italienne, la C.F.D.T. et F.O. ont entamé une démarche commune pour obtenir dans l'industrie automobile européenne non seulement les trente-cinq heures mais « la nécessité de négocier l'introduction de la robotisation et de l'automatisation et leurs conséquences en matière d'emplois ». Seule P.I.G. Metall a mis ces revendications en discussion, avec difficulté. Sur ce terrain, et au moins dans l'industrie automobile, le gouvernement français a un rôle d'impulsion à jouer en France comme en Europe.

Temps de travail et formation

Cependant ni les syndicats, ni le patronat, ni le gouvernement n'ont véritablement fait de la lutte contre le chômage du travail comme en 1981 et en 1982. L'idée d'une réduction générale uniforme par la loi a été abandonnée comme l'échafaudier des trente-cinq heures. Chaque secteur industriel, chaque entreprise sont appelés à trouver leur propre rythme en fonction de leur situation économique. Un pas adapté ne peut être du sur-place. Il faut renégocier les rythmes et les modalités. En période de stagnation ou de baisse du pouvoir d'achat il est difficile de faire admettre une non-compensation salariale intégrale à moins de faire apparaître clairement le bénéfice qui peut en venir pour l'emploi. La réduction du temps de travail doit se faire en fonction de la crise et des restructurations industrielles.

Un tel contexte fait ressortir clairement la nécessité d'un lien étroit entre la diminution de la durée du travail et la formation. Un syndicalisme cadre confronté économiquement peut en venir à une telle perspective qui aggrave la situation et avivra les tensions sociales, il faut agir très vite.

MICHEL NOBLECOURT.

(1) Dimitri Weis : *Les Relations du travail : employeurs, personnel, syndicats, Etat*. Cinquième édition entièrement révisée. « Duodot édition » : 448 p.

(2) Arete (Association pour la recherche sur l'emploi des techniques) : *Négocier l'ordinateur ? La concertation sur les nouvelles technologies dans l'entreprise. Informations et sociétés*. La Documentation française : 187 p.

(3) ANACT : *Les trente-cinq heures dans le travail posté continu : une échéance légale des choix d'organisation*. ANACT 7, boulevard Romarin-Roland 92128 Montrouge ; 104 p., 50 F TTC.

PROJET DE PLANTATIONS DE BOIS DE FEU DANS LE SUD-BÉNIN
(accord de prêt n° CS/BN/AGR/82/10 du 16-02-83 entre le Fonds africain de développement (FAD) et le Conseil exécutif national de la République populaire du Bénin)

APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL POUR LE RECRUTEMENT DE TROIS ASSISTANTS TECHNIQUES

La direction des Eaux, Forêts et Chasse lance un appel d'offres pour le recrutement :

- D'un ingénieur forestier, spécialiste en plantations domaniales.
- D'un ingénieur forestier, spécialiste en plantations rurales.
- D'un spécialiste en entretien et réparation des équipements agricoles et forestiers.

Les bureaux ou les experts individuels intéressés peuvent se procurer le dossier d'appel d'offres contre le paiement de cent mille francs (100 000) :

- Auprès de la direction des Eaux, Forêts et Chasse, B.P. n° 393. Tél. : N 33-06-62, COTONOU (République populaire du Bénin).
- Auprès de l'ambassade de la République populaire du Bénin près de la République française à Paris, avenue Victor-Hugo 75116 PARIS-8 (France). Rel. 500-9840.
- Auprès de l'ambassade de la République populaire du Bénin près de la République Fédérale d'Allemagne à BONN, Rudigerstrasse 10 5 300 BONN-MEHLEM. Tél. : (0228) 344 031/32.

Les propositions de soumission devront être adressées en dix exemplaires (10) en français.

- Au ministère des fermes d'État, de l'élevage et de la pêche, B.P. 03-2900. Tél. : N 30-04-96, COTONOU (République populaire du Bénin).
- Ou à la direction des Eaux, Forêts et Chasse, aux maximum quatre-vingt-dix (90) jours après la date de lancement de l'appel d'offres (le cachet de la poste faisant foi) et devront porter la mention suivante :

APPEL D'OFFRES POUR LE RECRUTEMENT DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE DANS LE CADRE DU PROJET BAD (Bois de feu)

Opel : fort accroissement des ventes en France. - La France est devenue en 1983 le premier marché à l'exportation d'Opel, avec une progression des ventes de 55 % en un an, révèle un communiqué de la filiale ouest-allemande de General Motors.

LICENCIEMENTS A TOULON
(De notre correspondant.)

Toulon. - A La Seyne (Var), 237 employés de la S.V.D. (Société de ventes directes), sont au chômage à partir de ce lundi 2 janvier à la suite d'un licenciement collectif, annoncé par le syndicat de fait en raison d'une production faible et de commandes insuffisantes.

Ayant succédé en juillet 1982 à la C.M.I.G. (Compagnie méditerranéenne d'informatique et de gestion), qui avait vu le jour en 1977, la S.V.D. en a hérité sa dépendance quasi totale (88 % des commandes) des éditions Beauval, qui l'avaient créée.

Les éditions Beauval ayant été mises en liquidation judiciaire en septembre 1981, la S.V.D. dépose son bilan quinze mois après sa création.

Le groupe Rouennec Delouvier est actuellement intéressé par la reprise de la société, mais avec seulement 110 personnes. Ces nouveaux licenciements, refusés par le personnel, portent un coup à la ville de La Seyne qui, sur 38 200 personnes et 18 100 actifs, comptait déjà 3 400 chômeurs à la fin novembre (18,8 %, presque le double de la moyenne nationale). Aux licenciés de la S.V.D., il faut ajouter ceux qui pourraient l'être (on parle de 1 200 personnes) dans le cadre du plan de redressement demandé par les pouvoirs publics aux C.N.M. (Chantiers du Nord et de la Méditerranée) en échange de l'aide exceptionnelle de 725 millions de francs octroyée en décembre.

Une gamme plus ou moins proche des modèles fabriqués sous la marque Peugeot

La gamme de voitures actuellement vendues sous la marque Talbot comprend les Samba, petites voitures à deux volumes fonctionnant à essence, lancées avec succès en 1981, aujourd'hui disponibles en six versions (LS, GL, GLS, cabriolet, Rallye, AS) ; les Horizon, des berlines dont la première apparition remonte à 1977, qui, selon les versions, peuvent fonctionner à l'essence ou au diesel (LS, GL, GLS, EX, Premium, LD, EXD), et les Solara, berlines à trois volumes (LS, GL, GLS, SX), fonctionnant toutes à l'essence.

Pour l'essentiel, les Samba empruntent des éléments utilisés par les modèles de Peugeot (104 et 205). Les Horizon utilisant autant de pièces d'origine Peugeot que d'éléments créés autrefois par Chrysler Simca. Les Solara, quant à elles, sont essentiellement à base de motorisation et de pièces conçues à l'origine par les bureaux de Poissy.

Outre les modèles cités, Talbot commercialise également la Murena, une voiture sportive de 2,2 litres à trois places de front, inspirée de la Segueira Talbot Matra. Elle était construite à Romorantin, dans les ateliers de Matra. Le groupe 2,2 litres était utilisé sur un modèle Tagora, berline de haut de gamme aujourd'hui disparue. Enfin, la Rancho, modèle à tous chemins, montée voici encore quelques semaines, également à Romorantin, emprunte aussi un moteur conçu autrefois par Chrysler France.

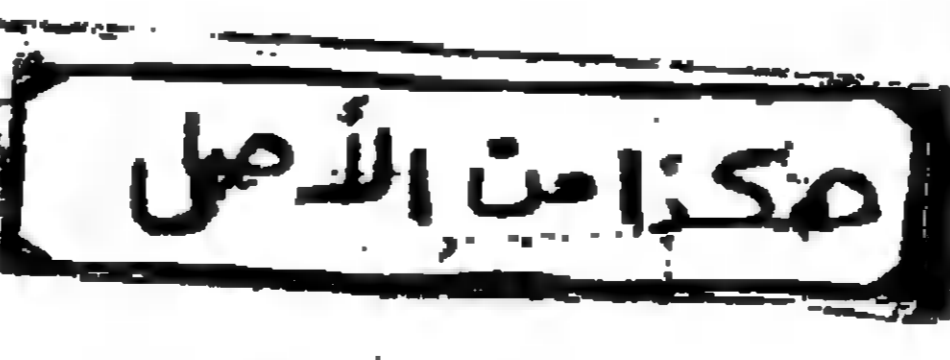
Ces deux derniers véhicules ont vu leur production interrompue en fin d'année, à la suite de la non-reconstitution des accords entre Matra et Talbot.

La reprise de la production à l'usine de Poissy se trouve donc facilitée pour l'essentiel dans le cas des Samba. Il en est autrement pour les modèles construits sur des bases d'origine Chrysler.

Il reste maintenant à savoir si les accords de voitures Talbot ne craignent pas dans l'immédiat de faire les frais d'une longue interruption de fabrication. Pour les modèles de grande diffusion qui empruntent pour une très grande part des pièces Peugeot, assure-t-on, il n'est raisonnablement à craindre. Il reste que, entre une Peugeot et une Talbot, un automobiliste sera tenté de choisir la première marque. La « carnalisation » entre modèles, ce phénomène qui signifie une voiture au bénéfice d'une autre dans la même firme, a déjà démontré tant l'image de marque importe dans cette affaire.

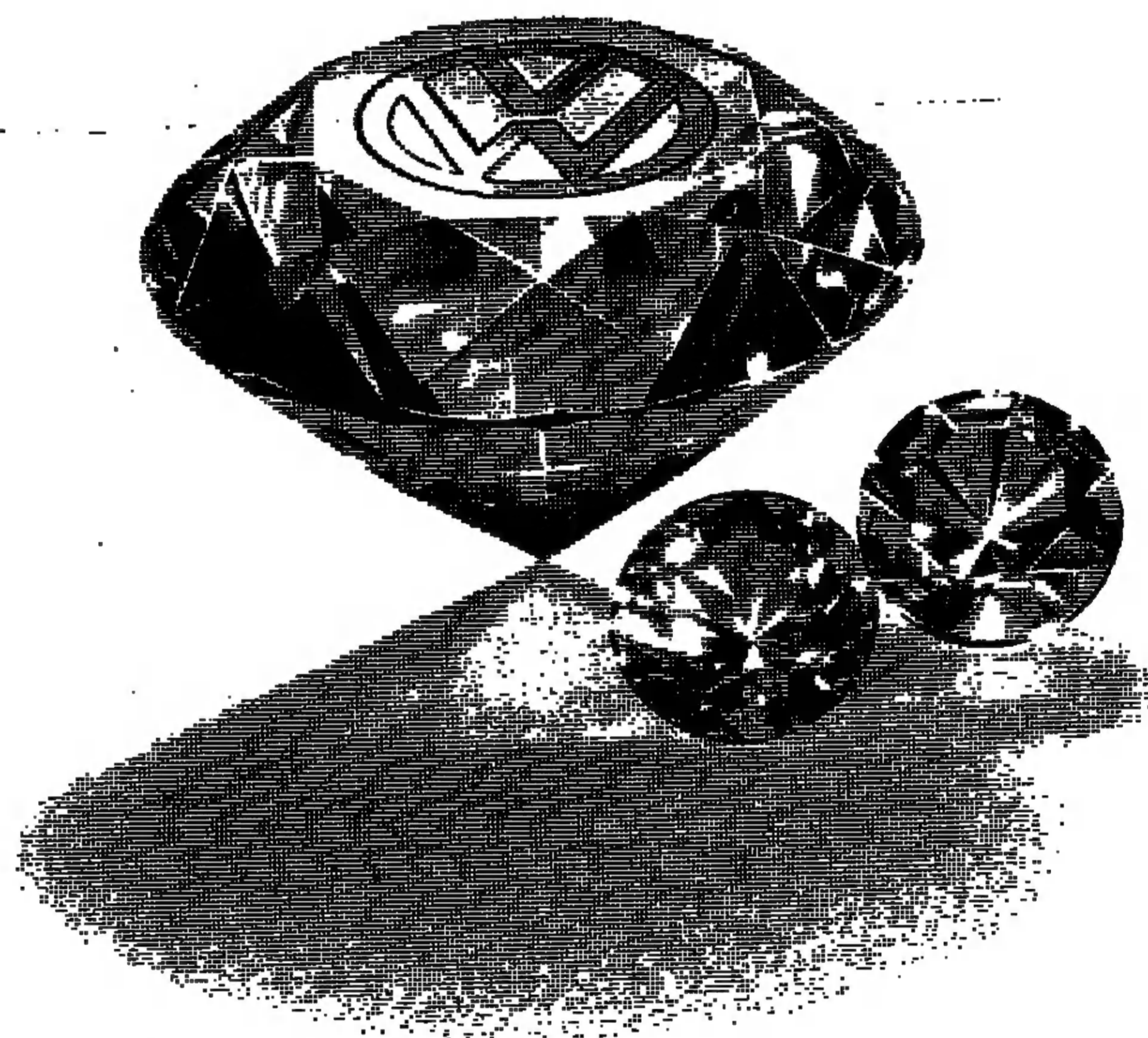
Pour l'avenir, Poissy devrait progressivement fabriquer des 205, dont la demande est très forte sur le marché. On sait que les syndicats craignent que Talbot n'en profite. Un nouveau modèle de moyenne cylindrée ayant pour nom de code C.38, une berline bicorps qui devrait remplacer à terme l'Horizon, était envisagée. Sa production devait être confiée à l'usine de Poissy. Ou'en sera-t-il ?

C. L.



هفتاد و اربع

LES DIAMANTS SONT ETERNELS.



Doyle Dane Bernbach, V.A.G. France S.A. 02600 Villers-Cotterêts, tél. 96.08.03.

Il existe des choses sur lesquelles on peut toujours compter. Des choses qui, à travers les années, gardent leur qualité. On dit que ce sont des valeurs sûres et on est généralement très heureux et très fier de les posséder.

Vous avez une Volkswagen ? Alors, vous savez ce que c'est qu'une valeur sûre. Vous savez que vous pouvez compter sur sa méca-

nique fiable et robuste, sur sa technologie avancée, sur son moteur hautement performant.

Vous savez qu'elle est protégée par des garanties qui vous rassurent et par le service après-vente Volkswagen qui vous tranquillise.

Bien sûr les initiales VW qui ornent votre calandre ne sont pas taillées dans la pierre précieuse. Mais elles en ont le prestige et

la pérennité, même si elles ne coûtent pas le même prix, loin de là !

Elles prouvent que vous avez fait un bon investissement. Comme si vous aviez acheté un diamant blanc bleu.

Avec une différence appréciable : une Volkswagen roule beaucoup mieux que le plus beau solitaire !

VOLKSWAGEN, C'EST TOUJOURS POUR LONGTEMPS



LOGEMENT

Les hausses de loyers autorisées en 1984

Les décrets régissant les hausses de loyers en 1984 sont parus au Journal officiel du 29 décembre. Ils concernent les quatre secteurs définis par la loi Quilès et s'appliquent, en cas de révision annuelle à la date anniversaire de la signature du contrat, de renouvellement du bail ou d'entrée d'un nouveau locataire. Les travaux effectués dans l'immeuble ou dans l'appartement peuvent donner lieu à des hausses supplémentaires. L'indice de référence est l'indice trimestriel de la construction calculé par l'INSEE et publié au Journal officiel. Sa progression annuelle sert de base de calcul à la progression des loyers. Le dernier indice connu actuellement est celui du deuxième trimestre 1983, en hausse de 5,99 % par rapport à celui du deuxième trimestre 1982. La hausse applicable aux loyers sera donc de 4,8 % lorsqu'il s'agit de 80 % de l'indice. Celui du troisième trimestre sera connu au milieu du mois de janvier.

Ces décrets ne concernent pas les logements encore soumis à la loi de 1948, auxquels s'applique une hausse annuelle fixée par décret le 1^{er} juillet de chaque année.

Le tableau ci-dessous résume les dispositions réglementaires applicables en 1984.

SECTEUR	REVISION ANNUELLE	RENOUVELLEMENT DE BAIL	NOUVEAUX LOCATAIRES	TRAVAUX (*)
SECTEUR I H.L.M. (2)	1 ^{er} décret: +3,2 % 2 ^e décret: le reste jusqu'à 80 % de l'indice			+ Sur 12 mois, 10 % de coût réel des travaux (limites supérieures: 4 000 francs par logement + 1 000 francs par pièce principale (3))
SECTEUR II S.E.M., Cités des Alpages, etc.	80 % de l'indice	80 % de l'indice	+ 80 % de l'indice + Si travaux, pas de limitation pour leur répartition + Loyers sous plafond (4), + 4 % si le loyer est inférieur à 80 % de loyer plafond + 2 % si le loyer est compris entre 80 % et 80 % de loyer plafond (5)	+ Au plus, 8 % de coût des travaux. Limites supérieures: 4 000 F par logement + 1 000 francs par pièce principale + Si travaux effectués: 10 % du montant des travaux
SECTEUR III Sociétés immobilières (développement, assurances, banques...)	80 % de l'indice	100 % de l'indice	+ 100 % de l'indice + 4 % de l'ancien loyer + Si travaux, pas de limitation pour leur répartition	10 % du coût réel des travaux dans la limite de 200 F par mètres carrés de surface habitable
SECTEUR IV Propriétaires privés	80 % de l'indice	80 % de l'indice	+ 80 % de l'indice + Si travaux, pas de limitation pour leur répartition + Loyers sous-plafond: le loyer qui est celui d'un logement comparable occupé depuis trois ans, information relative à un seul par lettre recommandée avec A.R. à la Commission départementale des rapports locatifs.	+ Au plus, 8 % de coût des travaux. Limites supérieures: 4 000 F par logement + 1 000 francs par pièce principale

(1) Par «travaux», on entend ceux qui tendent à améliorer le confort, la sécurité, l'équipement, la qualité thermique et phonique.

(2) Les décrets n'ont pas à préciser les hausses en cas de renouvellement de bail, puisque cette procédure n'existe pas dans les H.L.M., où le maintien dans les lieux est de droit. En cas d'arrivée de nouveaux locataires, des règles précises, propres aux H.L.M., permettent de calculer le loyer.

(3) Lorsque cette hausse pour travaux, applicable seulement un mois après la fin de ceux-ci, dépasse 10 % du montant du loyer, le reliquat de la hausse ne doit être appliqué que le 1^{er} janvier 1985.

(4) Les logements construits grâce à des prêts du Crédit foncier de France ou de la Caisse centrale de coopération économique sont, pour la plupart, asservis à un loyer plafonné.

(5) Lorsque aucun loyer plafond n'existe, on prend pour base de comparaison un loyer de référence égal à 20 F par mois au mètre carré habitable.

DAFSA vient de publier dans le cadre de sa collection

« ANALYSES DE SECTEURS »

un ouvrage intitulé:

L'INDUSTRIE DU MATÉRIEL FERROVIAIRE ROULANT DANS LE MONDE

L'évolution mondiale du trafic ferroviaire a été, depuis le milieu des années 70:

- légèrement croissante pour le trafic-voyageurs;
- déclinante en ce qui concerne le trafic-marchandises. La baisse de ce dernier, de caractère structurel, s'est accentuée depuis 1980 à cause de la récession économique.

L'analyse plus fine de l'évolution des trafics et des segments sectoriels et géographiques de la demande mondiale permet de distinguer trois types de marchés du matériel ferroviaire:

- celui des matériels destinés au transport urbain dont le marché potentiel est vaste et dont les progrès technologiques récents ont encore élargi les possibilités de développement;
- celui des matériels destinés aux liaisons interurbaines à grande vitesse dont le marché se situe essentiellement dans les pays développés;
- enfin, celui des matériels destinés au transport des marchandises dont l'importance dépend étroitement des moyens de financement des pays en développement.

L'objet de cette étude est la présentation des industries qui répondent aux appels d'offres internationaux. Les industries ferroviaires, surtout en Europe et au Japon, ne peuvent assurer un bon taux d'emploi de leurs capacités de production que par l'exportation. Les restructurations effectuées dans ces pays visent à construire de grands pôles susceptibles de fournir un service complet (ingénierie, travaux d'infrastructure, matériel de traction et matériel tracté) pour affronter avec les meilleurs atouts la compétition internationale.

L'étude apporte des informations sur les spécialisations des industries nationales, sur les structures par produits et par destination des exportations et sur les principales sociétés du secteur (activités, liens financiers, analyse des comptes).

Cette étude est disponible auprès du bureau de vente de DAFSA au 7, rue Bergère, 75009 PARIS (Tél.: (1) 523-19.19), au prix de 7 800 F H.T. - 8 346 F T.T.

(Publicité)



RÉPUBLIQUE TUNISIENNE

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE NATIONALE
COMPAGNIE DES PHOSPHATES DE GAFSA

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL n° P3428

La Compagnie des Phosphates de Gafsa, exploitant minier dans le Sud tunisien, se propose de louer le matériel suivant en deux variantes:

Première variante:

- Un camion Dumper de 75 tonnes US;
- Une chargeuse sur pneus de 9 m3.

Deuxième variante:

- Un camion Dumper de 120 tonnes US;
- Une chargeuse sur pneus de 17 m3.

Les engins seront admis temporairement pour une période d'essai effective de l'ordre d'une à deux années, moyennant un paiement de location dans les normes des cahiers de charges tenus à la disposition des soumissionnaires aux bureaux de la Compagnie des Phosphates de Gafsa, 9, rue du Royaume-d'Arabie-Soudaite, à Tunis (service général).

L'acquisition définitive pourra être prononcée après la période sus-indiquée et en cas d'essai concluant.

Les intéressés par cet avis d'appel d'offres pourront retirer un exemplaire des cahiers de charges contre paiement de 20 dinars.

L'ouverture des plus scellés contenant les offres et portant la mention: « Ne pas ouvrir - A.O. n° P3428 » sera publique et aura lieu le 14 février 1984, à 9 heures, dans la salle des réunions de la direction des achats, 2130 Metlaoui.

Les offres seront adressées au nom de M. le Directeur des achats de la C.P.G., à Metlaoui.

ÉNERGIE ÉTRANGER

LA MISE EN APPLICATION
DU CONTRAT DE 1982

La France a reçu du gaz sibérien

Le gazoduc reliant la Sibérie à l'Europe de l'Ouest, dont la construction a soulevé tant de polémiques, est devenu opérationnel le 1^{er} janvier. Une première expédition de gaz naturel sibérien y a été pompée à destination de la France, a indiqué Radio-Moscou.

Long de 4 500 kilomètres, ce gazoduc ne sera achevé qu'en printemps, lorsque auront été montés les quarante et une stations de pompage. Actuellement quatre stations fonctionnent déjà et dix-huit autres sont sur le point d'être terminées, mais dans l'état actuel ce tuyau peut déjà transporter du gaz en faible capacité, selon la presse soviétique. C'est ainsi que la livraison de gaz à la France a pu commencer. A Paris, aucune confirmation n'a pu être obtenue car Gaz de France prolongeait le week-end du 1^{er} janvier et ne rouvrira que le 3.

L'U.R.S.S. doit en principe livrer annuellement, de par les contrats de 1982, 32 milliards de mètres cubes de gaz à l'Europe occidentale, montant qui ne sera atteint qu'en 1986. Un tiers seulement de ce volume sera fourni en 1984. Outre la France, l'Allemagne fédérale, l'Autriche et la Suisse recevront du gaz sibérien. L'Italie, si elle a signé un accord de principe avec les Soviétiques, n'a pas encore conclu de contrat.

Pour la France, qui disposait déjà de 4 milliards de mètres cubes par an de gaz d'U.R.S.S., ces nouvelles fournitures arrivent alors qu'elle n'en a guère besoin. Elle reçoit en effet du gaz d'Algérie dont elle est maintenant un client essentiel (les Américains ont arrêté leurs enlèvements de gaz pour obtenir une baisse de prix, les Belges ont réduit leurs achats tout comme les Espagnols, qui pressent un tiers seulement des quantités contractuelles).

Sur un marché du gaz fort déprimé, les livraisons soviétiques font aussi l'objet de négociations. Français et Soviétiques ont commencé à rediscuter des prix, comme cela est d'ailleurs prévu dans le contrat.

Eufin ce gaz va entrer en concurrence avec le charbon - pour la fabrication de vapeur - ce qui devrait contraindre le gouvernement à faire des choix difficiles. - B. D.

Le produit intérieur brut (P.I.B.) brésilien a baissé de 3,9 % en 1983 par rapport à 1982, selon une estimation de l'Institut d'économie de la Fondation Getulio Vargas. Compte tenu d'une croissance démographique de 2,5 %, le P.I.B. par habitant aurait diminué de 6 % en 1983. Le P.I.B. du Brésil a ainsi atteint l'année dernière 170 milliards de dollars (1 360 dollars par tête).

La production industrielle, qui représente 31 % du P.I.B., a diminué de 7,9 %. Le secteur agricole (11 % du P.I.B.) a progressé de 2,1 % à la suite d'une récolte de café meilleure que les précédentes.

La grave récession de 1983 est due, selon la Fondation Getulio Vargas, aux mesures déguisées par le gouvernement du général José Figueredo en matière monétaire, fiscale et salariale. Ces restrictions ont diminué la demande interne de biens de consommation et ont élevé les coûts de production industrielle, dans le cadre du programme de réajustement de l'économie destiné à réduire l'inflation (211 % en 1983).

Selon la même source, les secteurs du commerce et des communications ont augmenté respectivement de 4,4 % et 0,4 %. (A.F.P.)

PAR DÉCISION DE LA JUSTICE ITALIENNE

Les biens des anciens administrateurs du Banco Ambrosiano ont été mis sous séquestre

Milan (A.F.P.) - La justice italienne a mis sous séquestre pour 600 milliards de lires (352 millions de dollars) de biens appartenant à d'anciens administrateurs de Banco Ambrosiano, la banque privée italienne à l'origine d'un scandale retentissant qui a ébranlé le Vatican en 1982.

La presse italienne, qui rapporte cette information, indique que la décision de justice, d'une ampleur sans précédent en Italie, consiste en des hypothèques légales sur des biens immobiliers et la mise sous tutelle judiciaire de biens mobiliers. Les scellés ont ainsi été apposés sur des immeubles cariers, des complexes industriels, des terrains, des comptes en banque, diverses quantités de titres et d'actions, quelques sociétés.

L'action judiciaire a été décidée à titre préventif par le parquet de Milan, qui enquête sur l'endettement illégal de l'ancien premier institut de crédit privé italien. Le scandale avait été provoqué par la fuite à l'étranger, en 1982, du président du Banco Ambrosiano, Roberto Calvi, retrouvé perdu le 18 juin sous un pont enjambant la Tamise, à Londres. Les comptes de sa banque devaient révéler un « trou » de 1400 millions de dollars en prêts consentis par ses filiales étrangères à des sociétés fictives, domiciliées pour la plupart aux Caraïbes.

L'Institut pour les œuvres de religion (I.O.R.), la banque du Vatican, est aussi impliqué, à hauteur de 1285 millions de dollars, selon le ministre italien du Trésor, M. Nino Andreatta, le Saint-Siège, pour sa part, a toujours argué de sa bonne foi.

Selon des sources qui paraissent corroborer, le Vatican, par souci d'apaisement, serait cependant convenu de contribuer à couvrir le déficit, bien que ses experts divergent toujours avec ceux de l'Etat italien sur la mesure de sa responsabilité. Les chiffres avancés varient entre 200 et 300 millions de dollars (340 à 510 milliards de lires). Le règlement, estime-t-on généralement, pourrait intervenir prochainement, peut-être à l'occasion de la révision des accords de Latran (accord), qui régissent depuis 1929 les rapports entre l'Italie et le Saint-Siège.

Le séquestre judiciaire s'ajoute en conséquence à la contribution vaticane, permettant aux parties lésées dans le scandale, notamment les quatre-vingt-huit banques étrangères, de récupérer une part importante de leurs créances, estime la presse italienne.

Une cinquantaine de personnes, presque toutes ces dernières pour banqueroute frauduleuse dans cette affaire, sont concernées par la décision du parquet de Milan. Il s'agit notamment de l'industriel Carlo Pesenti, de l'éditeur Angelo Rizzoli, des hommes d'affaires Umberto Ortolani, Flavio Carboni et Roberto Patetta, des ex-administrateurs et dirigeants du Banco Ambrosiano, dont l'ex-vice-président Roberto Rosone, en prison depuis un mois, ainsi que de deux fonctionnaires italiens de l'I.O.R., Luigi Mezzini et Pellegrino di Sarolo.

Dans une interview au « Spiegel »

M^{me} CRESSON CRITIQUE LE PROTECTIONNISME ALLEMAND

« La R.F.A. est le pays européen qui cause le plus de difficultés à la France dans le domaine des exportations en raison des normes de sécurité et d'hygiène qu'elle lui impose et derrière lesquelles elle s'abrite habilement pour protéger ses produits », déclare M^{me} Edith Cresson, ministre du commerce extérieur, dans une interview à l'hebdomadaire ouest-allemand Der Spiegel.

« Ces difficultés, précise M^{me} Cresson, font que le déficit de la balance commerciale de la France vis-à-vis de la R.F.A. a atteint, en 1982, 58 milliards de francs. »

Parmi les nombreux produits bloqués aux frontières par les Allemands, M^{me} Cresson cite notamment la bière et la charcuterie. Elle indique que les exportations de bière française en R.F.A. - 170 000 hectolitres en 1974 - sont tombées à 7 000 hectolitres « en raison du protectionnisme pratiqué par l'intermédiaire de la loi sur la pureté de la bière. (...) Les Allemands exigent que ni le malt ni le riz n'entrent dans la fabrication de la bière, alors que la leur contient vingt-cinq produits chimiques ».

« Les exportateurs français ont du retard à rattraper et nos petites et moyennes entreprises doivent plus investir dans ce secteur », reconnaît cependant M^{me} Cresson, qui conclut: « Si nous nous heurtons à des obstacles lorsque nous voulons exporter vers la R.F.A., notre plus important partenaire commercial, nous ne pouvons pas réduire les tensions économiques qui règnent dans notre pays. » (A.F.P.)

PÉROU

● Inflation-record. - Au Pérou, l'inflation a battu tous ses records, avec une hausse des prix de 125,1 % en 1983, indique l'Institut national des statistiques. (A.F.P.)

● Pologne: redressement de la production de charbon. - En 1983, la Pologne a extrait de son sous-sol 191 millions de tonnes de charbon, soit 1,7 million de tonnes de plus qu'en 1982 et en a exporté 55 millions de tonnes. En outre, le rendement des mineurs a augmenté. En 1979, la production de charbon avait atteint 200 millions de tonnes. Elle était tombée l'année suivante à 160 millions de tonnes du fait des troubles politiques dans le pays. (A.F.P.)

Au Brésil

LA PRODUCTION NATIONALE A BAISSÉ DE 6 % PAR HABITANT EN 1983

Le produit intérieur brut (P.I.B.) brésilien a baissé de 3,9 % en 1983 par rapport à 1982, selon une estimation de l'Institut d'économie de la Fondation Getulio Vargas. Compte tenu d'une croissance démographique de 2,5 %, le P.I.B. par habitant aurait diminué de 6 % en 1983. Le P.I.B. du Brésil a ainsi atteint l'année dernière 170 milliards de dollars (1 360 dollars par tête).

La production industrielle, qui représente 31 % du P.I.B., a diminué de 7,9 %. Le secteur agricole (11 % du P.I.B.) a progressé de 2,1 % à la suite d'une récolte de café meilleure que les précédentes.

La grave récession de 1983 est due, selon la Fondation Getulio Vargas, aux mesures déguisées par le gouvernement du général José Figueredo en matière monétaire, fiscale et salariale. Ces restrictions ont diminué la demande interne de biens de consommation et ont élevé les coûts de production industrielle, dans le cadre du programme de réajustement de l'économie destiné à réduire l'inflation (211 % en 1983).

Selon la même source, les secteurs du commerce et des communications ont augmenté respectivement de 4,4 % et 0,4 %. (A.F.P.)

CONJONCTURE

HAUSSE DU TABAC ET DES PRODUITS PÉTROLIERS

Plusieurs hausses de prix ont de tarifs vont intervenir en janvier: elles touchent le tabac et les produits pétroliers.

● TABAC: les prix vont être relevés de 5 % la semaine prochaine. C'est la dernière étape de la hausse « vignette-tabac » décidée en 1983 pour financer la Sécurité sociale.

● PRODUITS PÉTROLIERS: la taxe intérieure sur les produits pétroliers (T.I.P.P.), qui, depuis 1983, est pratiquement indexée sur la hausse des prix de détail, va être relevée le 11 janvier. Le prix du super sera augmenté de 10 centimes, celui de l'essence de 9 centimes, celui du gazoil de 5 centimes, celui du fuel de 0,9 centime.

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation
(en millions de francs)

	ACTIF	Au 22-12-1983
1) OR et CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER		380 708
2) Disponibilités à vue à l'étranger		280 738
3) ECU		28 815
4) Autres monnaies et fonds de compensation des décaissements		78 103
5) Créances sur les trésoriers		14 111
6) Créances sur le Trésor		11 887
7) Créances sur le Trésor public		5 780
8) Créances provenant d'opérations de refinancement		225 043
9) Effets en cours		88 603
10) Or et autres actifs de réserve à recevoir du FECON		76 903
11) Divers		7 188
12) Divers		701 742

PASSIF

1) BILLETTS EN CIRCULATION	182 872
2) COMPTES CRÉDITEURS EXTÉRIEURS	11 984
3) COMPTE COURANT DU TRÉSOR PUBLIC	10 708
4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	57 444
5) Comptes courants des établissements étrangers à la constitution des réserves	33 541
6) ECU A LIVRER AU FECON	78 476
7) RÉSERVE DE RÉÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR	308 114
8) CAPITAL ET FOND DE RÉSERVE	2 583
9) Divers	11 787
10) Divers	701 742

L'équipe S. I. E. I. adresse à ses nombreuses relations ses meilleurs vœux pour la nouvelle année.

Société Internationale d'Études et d'Interventions

5, Boulevard Magenta - 75010 PARIS
Téléphone: (1) 240.67.36
Télex: 210.500 flash ext. 1753

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

COMPAGNIE GÉNÉRALE D'ÉLECTRICITÉ (C.G.E.)

La Compagnie Générale d'Électricité a levé, à son assemblée, l'option de vente portant sur neuf cent mille actions de la Société Générale d'Entreprises-Saint-Brice qui lui avait été consentie par la Compagnie de Saint-Gobain le 29 juillet dernier.

En fait de cette opération, le groupe de la Compagnie Générale d'Électricité, qui détenait antérieurement 53 % du capital de la Société Générale d'Entreprises-Saint-Brice et Bricq, en a transféré 24 % à la Compagnie de Saint-Gobain, dont la participation se trouve désormais portée à 25,7 %.

Les deux groupes actionnaires ont accordé à la Société Générale d'Entreprises-Saint-Brice et Bricq, chacun pour moitié, des prêts participatifs d'un montant total de 300 MF; marquant ainsi leur volonté de contribuer au renforcement de la situation financière de leur filiale commune et de favoriser son développement.

مقدار من الاربعين

سقا من الامل

LE CARNET DU Monde INFORMATIONS «SERVICES»

Naissances

- Naité et Olivier BAYLE, sont heureux d'annoncer la naissance de...

Mariages

- On nous prie d'annoncer le mariage de M. Daniel ROCHARD et M. Marcelle DARRERORT...

Décès

- M. Philippe Adenot et M. Jean-Jacques Adenot, M. Raymond Adenot...

- M. Pierre ADENOT, née Elisabeth Mesnet, survient, le 31 décembre 1983, à l'âge de quatre-vingts ans...

- Une messe sera célébrée en l'église Saint-Martin de Meudon (Hauts-de-Seine), ce dimanche, le samedi 7 janvier 1984, à 10 heures...

- M. et M. André Guyot, M. et M. Thierry Guyot et leurs fils...

- M. Alfred-Serge BALACHOWSKY, membre de l'Institut, professeur honoraire au Muséum d'histoire naturelle...

- M. et M. Henri JAHIER, née Isabelle Montoya, survient à Dijon le 28 décembre 1983...

- M. et M. Ursula Vian Kabier, M. Olaf Kabier, survient le 27 décembre 1983 à Zurich...

- M. et M. Pierre Adenot, M. et M. Alain Barret, M. et M. Camille Samson...

- M. et M. Camille Samson, M. et M. Alain Barret, M. et M. Camille Samson...

- M. et M. Camille Samson, M. et M. Alain Barret, M. et M. Camille Samson...

- M. et M. Camille Samson, M. et M. Alain Barret, M. et M. Camille Samson...

- M. et M. Camille Samson, M. et M. Alain Barret, M. et M. Camille Samson...

- Nous apprenons la mort de notre confrère Joseph DREUDONNE, rédacteur en chef adjoint à l'Est républicain...

- M. et M. Arlen Papazian, M. et M. Edouard Emirzian, M. et M. Christian Petrossian...

- M. et M. Arlen Papazian, M. et M. Edouard Emirzian, M. et M. Christian Petrossian...

- M. et M. Arlen Papazian, M. et M. Edouard Emirzian, M. et M. Christian Petrossian...

- M. et M. Arlen Papazian, M. et M. Edouard Emirzian, M. et M. Christian Petrossian...

- M. et M. Arlen Papazian, M. et M. Edouard Emirzian, M. et M. Christian Petrossian...

- M. et M. Arlen Papazian, M. et M. Edouard Emirzian, M. et M. Christian Petrossian...

- M. et M. Arlen Papazian, M. et M. Edouard Emirzian, M. et M. Christian Petrossian...

- M. et M. Arlen Papazian, M. et M. Edouard Emirzian, M. et M. Christian Petrossian...

- M. et M. Arlen Papazian, M. et M. Edouard Emirzian, M. et M. Christian Petrossian...

- M. et M. Arlen Papazian, M. et M. Edouard Emirzian, M. et M. Christian Petrossian...

- M. et M. Arlen Papazian, M. et M. Edouard Emirzian, M. et M. Christian Petrossian...

- M. et M. Arlen Papazian, M. et M. Edouard Emirzian, M. et M. Christian Petrossian...

- M. et M. Arlen Papazian, M. et M. Edouard Emirzian, M. et M. Christian Petrossian...

- M. et M. Arlen Papazian, M. et M. Edouard Emirzian, M. et M. Christian Petrossian...

- M. et M. Arlen Papazian, M. et M. Edouard Emirzian, M. et M. Christian Petrossian...

- Jacques Lory, Catherine Lory, René Liégeois, ont le douleur de faire part de la mort de M. Marcelle LORY...

- M. et M. Arlen Papazian, M. et M. Edouard Emirzian, M. et M. Christian Petrossian...

- M. et M. Arlen Papazian, M. et M. Edouard Emirzian, M. et M. Christian Petrossian...

- M. et M. Arlen Papazian, M. et M. Edouard Emirzian, M. et M. Christian Petrossian...

- M. et M. Arlen Papazian, M. et M. Edouard Emirzian, M. et M. Christian Petrossian...

- M. et M. Arlen Papazian, M. et M. Edouard Emirzian, M. et M. Christian Petrossian...

- M. et M. Arlen Papazian, M. et M. Edouard Emirzian, M. et M. Christian Petrossian...

- M. et M. Arlen Papazian, M. et M. Edouard Emirzian, M. et M. Christian Petrossian...

- M. et M. Arlen Papazian, M. et M. Edouard Emirzian, M. et M. Christian Petrossian...

- M. et M. Arlen Papazian, M. et M. Edouard Emirzian, M. et M. Christian Petrossian...

- M. et M. Arlen Papazian, M. et M. Edouard Emirzian, M. et M. Christian Petrossian...

- M. et M. Arlen Papazian, M. et M. Edouard Emirzian, M. et M. Christian Petrossian...

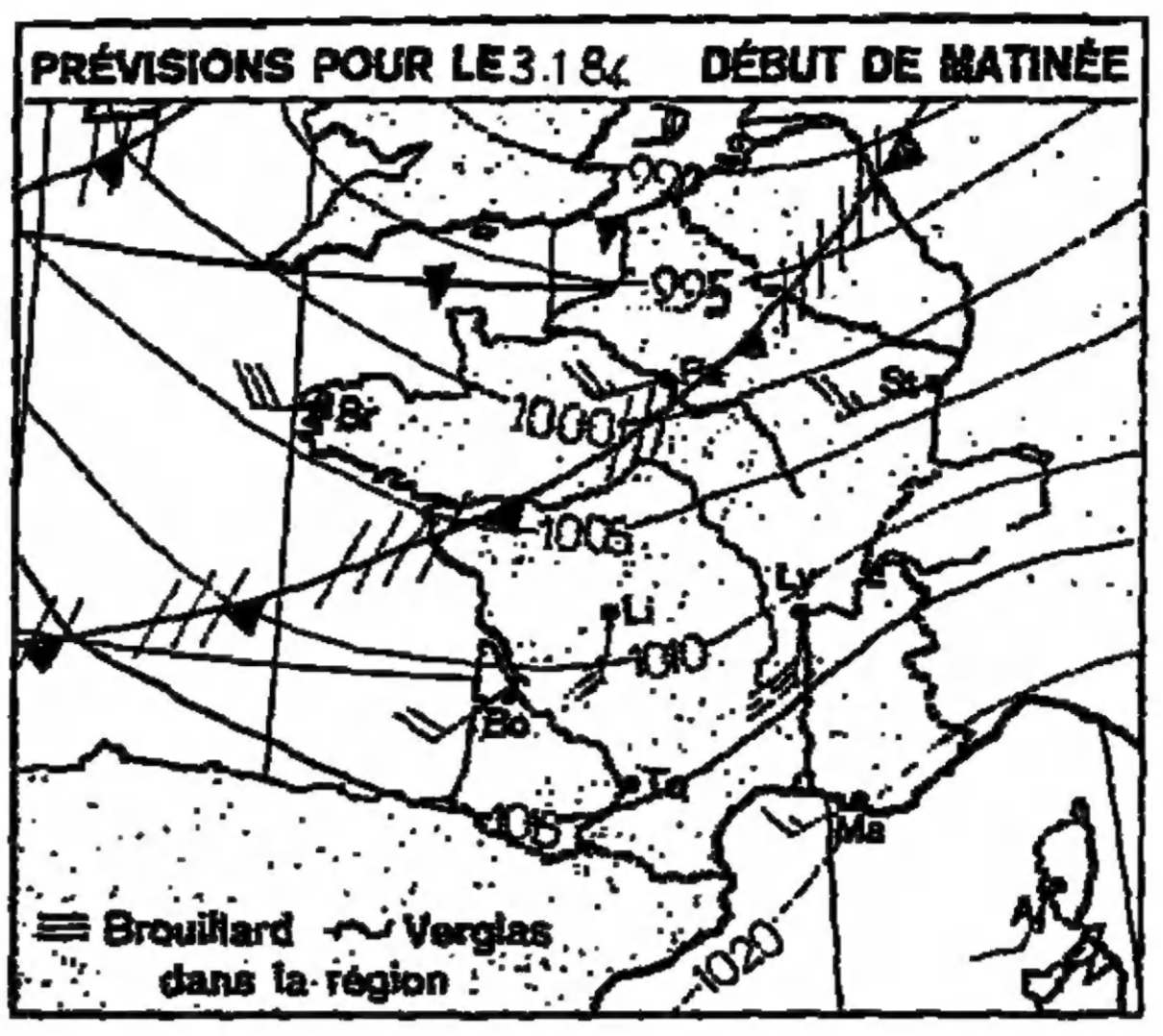
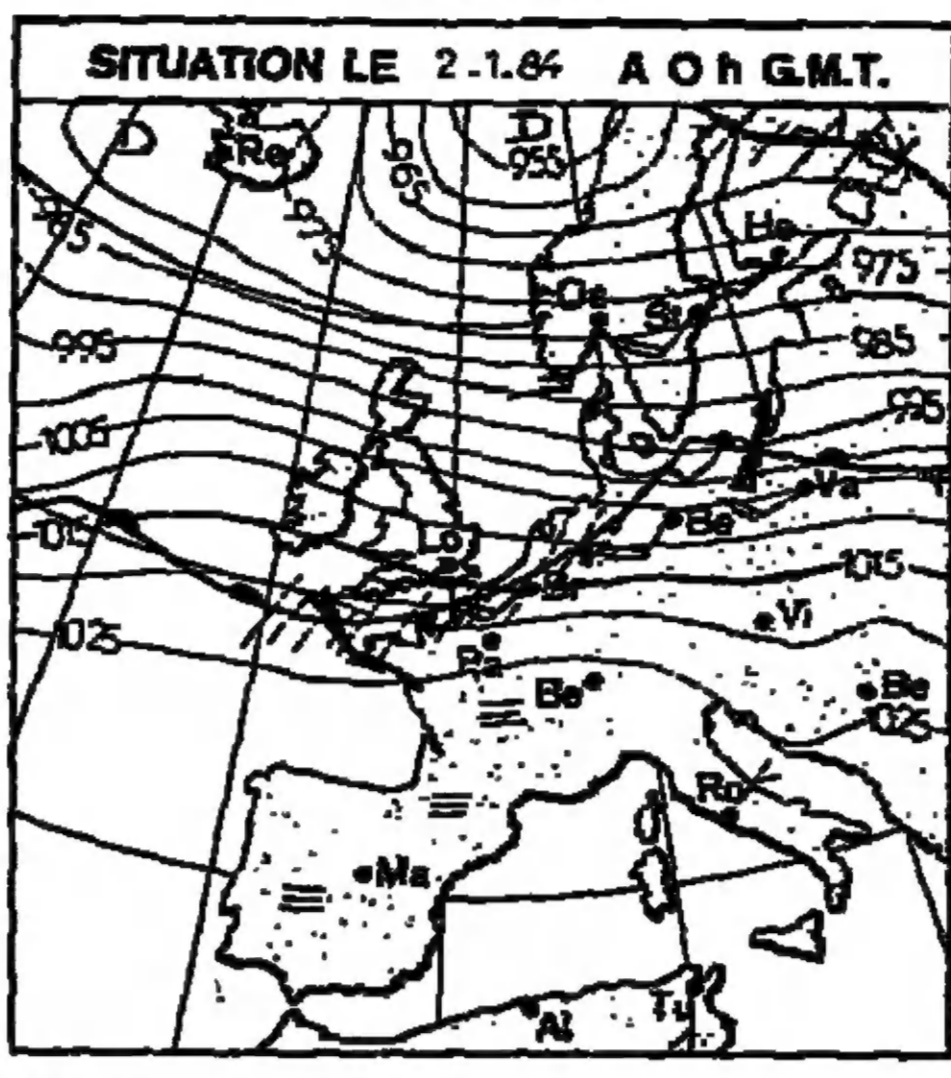
- M. et M. Arlen Papazian, M. et M. Edouard Emirzian, M. et M. Christian Petrossian...

- M. et M. Arlen Papazian, M. et M. Edouard Emirzian, M. et M. Christian Petrossian...

- M. et M. Arlen Papazian, M. et M. Edouard Emirzian, M. et M. Christian Petrossian...

- M. et M. Arlen Papazian, M. et M. Edouard Emirzian, M. et M. Christian Petrossian...

MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France entre le lundi 2 janvier à 0 heure et le mardi 3 janvier à 0 heure et le mardi 3 janvier à 0 heure...

PRÉVISIONS POUR LE 3 JANVIER A 0 HEURE (G.M.T.) Les conditions anticycloniques qui protègent actuellement le plus grande partie du pays des perturbations océaniques...

Les températures subiront une baisse sensible : le maximum variera de 5 à 10 degrés du nord au sud du pays, sauf sur le Midi méditerranéen...

Températures relevées à l'étranger : Alger, 18 et 4 degrés; Amsterdam, 10 et 6; Athènes, 16 et 5; Berlin, 9 et 5; Boma, 8 et 7; Bruxelles, 8 et 7; Le Caire, 20 et 12; Casablanca, 20 et 17; Copenhague, 9 et 4; Dakar, 22 et 17; Djibouti, 15 et 7; Genève, 3 et -3; Jérusalem, 11 et 7; Lisbonne, 8 et 5; Londres, 12 et 4; Luxembourg, 2 et 2; Madrid, 6 et 2; Moscou, 0 et 0; Nairobi, 27 et 16; New-York, 0 et -4; Palma-de-Majorque, 17 et 4; Rome, 15 et 5; Stockholm, 9 et 2; Téhéran, 15 et 8.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3615. Grille de mots croisés avec des lettres et des points.

Les températures subiront une baisse sensible : le maximum variera de 5 à 10 degrés du nord au sud du pays, sauf sur le Midi méditerranéen...

AUTOMOBILE

L'OPHEL CORSA SR : UNE MODESTE SPORTIVE. Annoncée pour l'année prochaine, voici un an, la livraison d'une Corsa musclée est désormais réalité...

QUALITÉ DE LA VIE

PAPERS RECYCLÉS. - La secrétaire d'Etat à l'environnement et à la qualité de la vie publie un Guide de l'acheteur de papiers recyclés...

PARIS EN VISITES

MERCREDI 4 JANVIER. - Notre-Dame de Paris, 15 heures, portail central, M. Guiller...

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du dimanche 1er janvier 1984 : DES DÉCRETS. - Du 30 décembre 1983 portant répartition des crédits ouverts par la loi de finances pour 1984...

SOLDES Vêtements et accessoires pour hommes MADELIOS. Pour ceux qui savent choisir.

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

- IDÉES**
- 2. Les richesses de la société de communication, par André Danon.
 - 11. Le Gouvernement de la France sous la V^e République, de Jean-Louis Quermonne; Chroniques constitutionnelles françaises, de Pierre Avril et Jean Giquel.
 - Lectures au Monde.
- ÉTRANGER**
- 3. LE COUP D'ÉTAT AU NIGÉRIA.
 - 4. LA SITUATION AU LIBAN.
 - 5. EUROPE
 - BELGIQUE: violentes manifestations aux Foursins.
 - 5. AMÉRIQUES
 - 6. BRUNEI: l'indépendance de l'ancien protectorat britannique.
- POLITIQUE**
- 6. Les vœux du président de la République.
 - POINT DE VUE: « La décision du Conseil constitutionnel sur les perceptions fiscales », par Olivier Duhamel.
- SOCIÉTÉ**
- 7. Sécurité renforcée après les attentats du week-end.
 - 8. Une loi pour réglementer l'expérimentation des médicaments sur l'homme.
 - « Il faut à la France deux ou trois enfants par famille », déclare M. Mitterrand au cours de la visite d'une maternité.
 - 9. SPORTS: le Rallye Paris-Dakar.
- RÉGIONS**
- 8. Qui profitera du développement des activités tertiaires?
- LE MONDE DE L'ÉCONOMIE**
- 15 à 19. LES MARCHÉS FINANCIERS EN 1983: « L'Europe favorite », dossier établi par François Renard, André Dessot et Serge Marti.
- CULTURE**
- 19. RENCONTRE: Robin Renard.
 - DANSE: vidéo au Centre Pompidou.
 - MUSIQUE: le Trio à cordes de Paris en liberté.
 - 21. COMMUNICATION.
- ÉCONOMIE**
- 26. L'ÉVACUATION DE L'USINE TALBOT DE POISSY.
 - 28. LOGEMENT: les hausses de loyers en 1984.
 - ÉNERGIE: la France a reçu du gaz libyen.
- RADIO-TÉLÉVISION (21) INFORMATIONS « SERVICES » (29)**
- Météorologie; Mots croisés. Ammonces classées (22 à 25); Carnet (29); Programmes des spectacles (20).

Le numéro du « Monde » daté 1^{er}-2 janvier 1984 a été tiré à 412.826 exemplaires

SOLDES D'HIVER

RODIN

le bazar à tissus, le plus chic, le plus grand, le plus étonnant.

TISSUS "COUTURE" ET "DÉCORATION" RODIN

36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

vous êtes intéressé par l'ordinateur personnel ?

Magazine

vous informe

en vente en kiosque

Pour vous abonner: 256.31.02

A B C D E F H

L'AFFAIRE DES « AVIONS RENIFLEURS » D'ELF-ERAP

M. Mauroy annonce la publication du rapport de la Cour des comptes

M. Pierre Mauroy devait rendre public, lundi 2 janvier, au cours d'une conférence de presse, le contenu du rapport de la Cour des comptes sur l'affaire des avions renifleurs. Après avoir consulté M. André Charrier, directeur général de la Cour, M. Mauroy a décidé de publier le rapport de la Cour des comptes sur l'affaire des avions renifleurs ainsi que trois autres documents: le rapport de la Cour des comptes sur l'affaire des avions renifleurs, le rapport de la Cour des comptes sur l'affaire des avions renifleurs, le rapport de la Cour des comptes sur l'affaire des avions renifleurs.

APRÈS LES ATTENTATS DE TAIN-L'HERMITAGE ET DE MARSEILLE

Les réactions des milieux politiques

M. GASTON DEFERRÉ, ministre de l'Intérieur, maire de Marseille, a qualifié l'attentat de Marseille d'« odieux, marqué par une grande cruauté ». « Encore un attentat qui frappe malheureusement des victimes innocentes, ce qui rend encore plus inqualifiable », a ajouté M. Deferré. « Cet acte prend un caractère d'autant plus odieux qu'il a été perpétré le soir même de cette fin d'année où des familles et des amis étaient réunis dans la joie pour l'année nouvelle. Je puis assurer que tout sera mis en œuvre pour découvrir les coupables et les livrer à la justice. »

Au Tchad

M. Hissène Habré s'attend à une attaque de ses adversaires dans l'Est du pays

M. Charles Hernu, qui avait auparavant passé la nuit de la Saint-Sylvestre en compagnie d'un détachement français à Biltine et à Arada, dans l'est tchadien, a été reçu, dimanche 1^{er} janvier, à N'Djamena, par le président Hissène Habré. Après cet entretien de deux heures, le ministre français de la Défense a qualifié d'« excellent » les rapports franco-tchadiens. Il a également déclaré que le contingent français stationné au Tchad avait « un moral d'acier ». M. Hernu a regagné la France lundi matin 2 janvier.

En Tunisie

LA HAUSSE DU PRIX DU PAIN A PROVOQUÉ DES ÉMEUTES

Tunis (Reuter). - Des émeutes ont éclaté dimanche 1^{er} janvier dans la ville de Kasserine, à 200 kilomètres au sud-ouest de Tunis, à la suite de la forte hausse du prix du pain amoncelée le samedi dernier par le gouvernement, à 0,20 après 10 ans à Tunis, de source diplomatique.

D. Dorthault

Linge de maison

PRIX SPECIAL BLANC

du 2 au 31 janvier

16 AVENUE MONTAIGNE 75008 PARIS

MOSCOU CONFIRME LA PROCHAINE RENCONTRE ENTRE M. SHULTZ ET M. GROMYKO

L'agence Tass a confirmé, samedi 31 décembre, que M. Gromyko, ministre soviétique des affaires étrangères, rencontrerait bien le secrétaire d'Etat américain, George Shultz, le 18 janvier prochain à Stockholm (le Monde date 1^{er} janvier). L'occasion de la conférence sur le désarmement en Europe. Mais elle a regretté, dans un commentaire publié samedi 31 décembre, que le département d'Etat ait « fait une déclaration publicitaire » sur cette rencontre.

TREMBLEMENTS DE TERRE AU PAKISTAN ET AU JAPON

Le violent tremblement de terre qui a secoué, samedi 31 décembre, la frontière pakistano-afghane a fait, selon les dernières estimations, une quinzaine de morts et plusieurs dizaines de blessés.

En Tunisie

LA HAUSSE DU PRIX DU PAIN A PROVOQUÉ DES ÉMEUTES

Tunis (Reuter). - Des émeutes ont éclaté dimanche 1^{er} janvier dans la ville de Kasserine, à 200 kilomètres au sud-ouest de Tunis, à la suite de la forte hausse du prix du pain amoncelée le samedi dernier par le gouvernement, à 0,20 après 10 ans à Tunis, de source diplomatique.

D. Dorthault

Linge de maison

PRIX SPECIAL BLANC

du 2 au 31 janvier

16 AVENUE MONTAIGNE 75008 PARIS

Sur le vif

Bonnes résolutions

C'est dur la vie ! C'est vraiment le chien. J'avais pourtant bien démarré l'année. J'avais pris plein de bonnes résolutions. Et, pour commencer, plus de tabac, plus d'alcool, plus de chocolat. La gym cinq fois par semaine au lieu de trois. Le coiffeur, terminé : trop cher, trop loin, trop bête. Je me laverais les cheveux deux fois. Les poubelles, bon, O.K., ça n'est pas parce que je suis une femme que je dois systématiquement refuser de les descendre. Ça fait rétro, ça fait M.L.F. attardé, je veux bien.

TREMBLEMENTS DE TERRE AU PAKISTAN ET AU JAPON

Le séisme, dont l'épicentre est situé sur les montagnes de l'Hindou Kouch (au nord du Pakistan), a été ressenti à 650 kilomètres de là, Changanachikand en Union soviétique, Chandigarh, en Inde, et Kaboul, en Afghanistan.

En Tunisie

LA HAUSSE DU PRIX DU PAIN A PROVOQUÉ DES ÉMEUTES

Tunis (Reuter). - Des émeutes ont éclaté dimanche 1^{er} janvier dans la ville de Kasserine, à 200 kilomètres au sud-ouest de Tunis, à la suite de la forte hausse du prix du pain amoncelée le samedi dernier par le gouvernement, à 0,20 après 10 ans à Tunis, de source diplomatique.

D. Dorthault

Linge de maison

PRIX SPECIAL BLANC

du 2 au 31 janvier

16 AVENUE MONTAIGNE 75008 PARIS

BON GRATUIT

A remplir en lettres majuscules en dotant votre adresse permanente et à retourner à : W.R. Borg, dépt. 352, chez AUBANEL, 6, place Saint-Pierre, 84028 Avignon Cedex, pour recevoir sans engagement de votre part et sous pli fermé « Les Lois Éternelles du Succès ».

NOM _____ PRÉNOM _____

N° _____ RUE _____

CODE POSTAL _____ VILLE _____

AGE _____ PROFESSION _____

Aucun démanché ne vous rendra visite.

agitation s en

« Un évêque et son vicaire condamnés en Chine dix ans de prison » - L'évêque catholique de Baoding (environs de Pékin), Mgr Pierre Joseph Fan, ainsi que son vicaire, le Père Fok Pan-Cheng, ont été récemment condamnés à dix ans de prison pour avoir conservé des relations avec le Vatican, a-t-on appris, lundi 2 janvier à Hongkong de source ecclésiastique. Les deux prêtres ont été accusés d'avoir refusé d'adhérer à l'« Association patriotique catholique chinoise ». Mgr Fan, âgé de soixante-deux ans, a en outre été accusé d'avoir procédé à des ordinations et d'avoir reçu de l'argent de l'étranger. (A.F.P.)

« Deux policiers tués à Madrid » - Deux policiers ont été tués ce lundi 2 janvier à Madrid dans le premier attentat de l'année en Espagne. Un inconnu a ouvert le feu à la mitraillette sur une voiture de police qui circulait en banlieue, tirant sur le coup l'un des deux occupants et blessant grièvement l'autre.

Les Lois Éternelles du Succès

Surprenantes révélations sur une méthode très simple pour guérir votre timidité, développer votre mémoire et réussir dans la vie.

Ce n'est pas juste : vous valez 10 fois mieux que tel de vos amis qui « n'a pas inventé la poudre », et pourtant gagne beaucoup d'argent sans se tuer à la tâche; que tel autre, assez insignifiant, qui cependant jouit d'une inexplicable considération de la part de tous ceux qui l'entourent.

Qui faut-il accuser? La société dans laquelle nous vivons? Ou vous-même qui ne savez pas tirer parti des dons cachés que vous avez en vous?

Vous le savez: la plupart d'entre nous n'utilisent que le centième de leurs facultés. Nous ne savons pas nous servir de notre mémoire. Ou bien nous sommes paralysés par une timidité qui nous condamnent à végéter. Et nous nous enfonçons dans nos tabous.

W.R. Borg, dépt. 352, chez Aubanel - 6, place Saint-Pierre, 84028 Avignon Cedex.

هتدأ من الاصل